Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

Hors-série N° 4 - Hiver 2019-2020

OVR a 30 ans : la naissance du mouvement

Année 1988 – L'épisode de la période communiste en Roumanie a commencé en 1947, lorsque le roi Michel a été contraint d'abdiquer et que la monarchie a été abolie, le 30 décembre 1947. Le chef du parti communiste de l'époque, Gheorghe Gheorghiu-Dej, devient chef d'Etat et dirige le pays d'une main de fer. Créateur des premiers camps de travail et des prisons de type *goulag*, il s'appuie sur la *Securitate* pour renforcer son pouvoir. Nicolae Ceauşescu lui succède à sa mort, en 1965, et entreprend assez rapidement une politique de «rationalisation» et de «modernisation» des grandes villes du pays. Ce qui sera connu par la suite sous le nom de «systématisation» ne date donc pas de 1988, mais bien la généralisation de cette politique à l'ensemble du monde rural. En mars 1988, le dictateur annonce la planification de la destruction programmée de près de 8000 villages. En juin 1988, il précise qu'il faut accélérer le processus et renoncer aux villages qui n'ont pas de perspective de développement. En novembre 1988, il revient sur son idée de créer des centres agro-industriels.

Décembre 1988 – Tous ces discours et textes officiels sont suivis par quelques Roumains de la diaspora, qui les font connaître dans des cercles restreints et notamment dans le cadre des différentes ligues nationales des Droits de l'Homme. Ils répercutent plus largement les faits de l'évolution dramatique de la situation en Roumanie, alors qu'un reportage de télévision, réalisé par deux journalistes, provoque une onde de choc dans les différents pays de l'Europe de l'Ouest : *Roumanie, le désastre rouge*.

22 décembre 1988 – L'ensemble de ces éléments provoque une indignation de la part d'un petit groupe de réflexion – on dirait aujourd'hui un *think tank* – qui cherche à lutter contre le totalitarisme et le barbarisme de ce qui était en train de se passer en Roumanie. L'idée même d'OVR était en gestation ; ce n'était pas encore la naissance du mouvement, mais bien le moment de sa conception initiale. Il fallait lutter contre l'inacceptable : la décision fut prise ce 22 décembre 1988. Il y a exactement 30 ans.

Face à cette politique du rouleau compresseur, la population roumaine était maintenue dans une situation de sujétion, de dépendance, et n'avait pratiquement pas le droit de s'exprimer. Certaines personnes toutefois, comme Doina Cornea ou Ana Blandiana, ont résisté à leur manière et ont payé aussi leur(s) différente(s) forme(s) d'engagement. Les nombreuses prisons politiques qu'il y avait dans le pays ont été remplies de ces opposants au régime, qui l'ont souvent payé de leur vie. Il faut s'en souvenir et un véritable travail de mémoire doit être fait, à l'instar de celui réalisé par Ana Blandiana et son mari au Mémorial de Sighet, dans l'ancienne prison du même nom.

La revue de presse rappelle aussi le décès du premier Roumain condamné pour «crime contre l'humanité», pour avoir soumis à un régime d'extermination les détenus politiques de l'un des pénitenciers les plus terribles du régime communiste : l'ancien chef de la prison de Râmnicu Sărat.

«Là où la justice n'aboutit pas à une forme de mémoire, la mémoire seule peut être une forme de justice». (Mémorial de Sighet)

Hubert ROSSEL

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Ce 4e numéro de nos « Hors-séries » est entièrement consacré au 30e anniversaire de l'association Opération Villages Roumains (OVR). Il regroupe une série d'articles qui ont paru à ce propos, du N° 63 (décembre 2018) au N° 66 (décembre 2019), ces deux numéros compris.

Nous avons repris les éditoriaux de ces numéros (ci-contre celui de décembre 2018), car ils campent le(s) contexte(s) dans lesquels ces articles s'inscrivent. Ils font aussi référence à différents éléments et à divers événements de la société civile roumaine actuelle, auxquels le lecteur peut se reporter en consultant les numéros originaux de la revue (dans les rubriques « Coin bibliothèque » et/ou « Nouvelles de Roumanie »).

Le sommaire des différents numéros d'où sont tirés les articles se trouve à la fin, en page 44.

Retrouvez l'intégralité de nos numéros du *Réseau* sur le site www.ovr-suisse.ch > Accueil > Le Réseau > Archives.

Textes : Vital DORSAZ, Alain NICOLA, Vera & Hubert ROSSEL, Coordination OVR Bruxelles, Fundația Academia Civică, Institut IICCMER, Ligue roumaine des Droits de l'homme à Paris
Documents : les références figurent sous chacun d'entre eux
Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Dossier : OVR a 30 ans

Les documents roumains à la base de la création du mouvement OVR

Le plan de « systématisation du territoire et des localités »

Dans l'esprit de la majorité des gens, le changement le plus important dont ils se souviennent à propos de la Roumanie de la fin du 20e siècle est celui de ce qui a été présenté comme la « révolution » roumaine et qui a conduit au renversement du président Ceauşescu, le 22 décembre 1989.

Et pourtant, un épisode tout aussi important – qui aurait affecté l'ensemble de la population roumaine, s'il avait pu être mené à terme – est bien celui de la politique de systématisation du pays voulue par le dictateur. C'est, en effet, le 3 mars 1988 que Nicolae Ceauşescu a annoncé officiellement une nouvelle phase de sa politique, lors de la Conférence nationale des Présidents de Conseils Populaires. Le but affirmé était de gagner un maximum de terres cultivables pour rentabiliser l'agriculture ; mais, pour y arriver, il voulait complètement réorganiser la vie économique, sociale et culturelle de la population, en restructurant fondamentalement le tissu rural et urbain du pays. De nombreux villages devaient être détruits ou remodelés, la population déplacée et relogée dans des blocs.

Face à cette politique, peu de Roumains osaient s'exprimer dans le pays, pour des raisons évidentes de sécurité ! Tout le monde n'a pas eu le courage et la force de caractère d'une Doina Cornea ! Mais quelques intellectuels roumains de la diaspora et des membres de la ligue des Droits de l'Homme ont progressivement répercuté ce qui se passait dans le pays. Parmi ceux-ci, Mihnea Berindei et Sanda Stojolan qui ont fondé, à Paris, la Ligue de défense des Droits de l'Homme en Roumanie (LDHR). Ils ont fait connaître les textes mêmes des autorités roumaines et de Ceauşescu en particulier, publiés dans différentes revues officielles de l'époque (*Scânteia, Roumanie-Documents-Evénements, Flacăra*) au cours de l'année 1988. Il y a donc 30 ans !

Nous vous présentons, ci-dessous, le dossier réalisé par la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris (1). Il présente une sélection de ces différents textes qui ont été à la base de la création d'OVR et de la première rencontre des membres fondateurs le 22 décembre 1988, à Bruxelles, soit exactement un an *avant* la « révolution ».

Il nous a paru approprié de remonter aux textes mêmes qui étaient en possession des membres fondateurs – et que vous n'avez probablement jamais eu l'occasion de lire –, pour permettre de comprendre l'état d'esprit qui était le leur à cette période. Ce dossier est repris tel quel, sans adjonction autre que celle des documents photographiques ; il est constitué d'une présentation générale de la politique de systématisation et de 5 annexes présentant les textes proprement-dits.

La Rédaction

Le plan de « systématisation du territoire et des localités » en Roumanie

Dossier réalisé par la Ligue roumaine des Droits de l'homme à Paris

« Le programme de systématisation prévoit de ramener le nombre de communes à 2000 au maximum *(sur 2705 existant en 1988, ndt)* et de réduire de façon radicale le nombre de villages : sur les 13 000 existant à l'heure actuelle, seuls 5 à 6000 tout au plus devront rester ».

Nicolae Ceauşescu, 3 mars 1988.

(1) Le texte polycopié, saisi le 30.03.89, est sans auteur. Il paraît sous le nom de l'association Opération Villages Roumains ; mais, en fait, la CP 24, 1211 Genève 8, qui figure sous le logo, est l'adresse postale de la Ligue suisse des Droits de l'Homme, qui est un des membres fondateurs de la coordination OVR tout au début de sa création en Suisse.

Le texte est attribué à la « Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris », mais son nom roumain, rapporté par Mihnea Berindei* est *Liga pentru Apararea Drepturilor Omului in România - LDHR, cu sediul la Paris*, soit Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie, sise à Paris.
(* BERINDEI, 2005. Référence complète : cf. note 9, p. 14.)

La systématisation des villages roumains constitue la dernière phase d'un programme global de transformation radicale de l'ensemble de l'habitat du pays, aussi bien urbain que rural (voir annexe 1). Il s'agit en effet de :

1. Reconstruire les villes selon un modèle unique : les centres des villes doivent être remodelés pour devenir des « centres politico-administratifs » regroupant les bâtiments officiels autour d'une place suffisamment grande pour contenir les foules conviées à manifester ; tout autour, l'habitat doit être concentré en cités de type HLM construites, le cas échéant, sur le site des quartiers anciens rasés. La « systématisation des villes » doit être menée à terme dans ses grandes lignes d'ici à 1990. De fait, le plan a déjà été exécuté dans la plupart des villes roumaines, notamment à Bucarest dont on sait que l'essentiel du centre historique a été rasé.

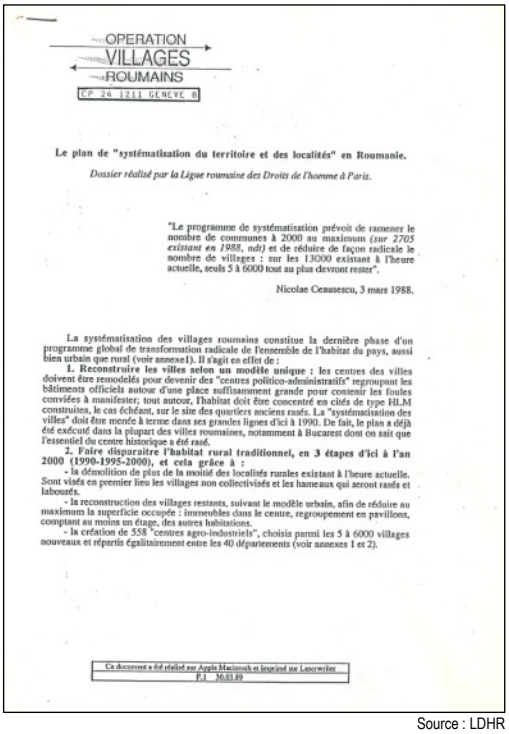
2. Faire disparaître l'habitat rural traditionnel, en 3 étapes d'ici à l'an 2000 (1990-1995-2000), et cela grâce à :

- la démolition de plus de la moitié des localités rurales existant à l'heure actuelle. Sont visés en premier lieu les villages non collectivisés et les hameaux qui seront rasés et labourés.

- la reconstruction des villages restants, suivant le modèle urbain, afin de réduire au maximum la superficie occupée : immeubles dans le centre, regroupement en pavillons, comptant au moins un étage, des autres habitations.

- la création de 558 « centres agro-industriels », choisis parmi les 5 à 6000 villages nouveaux et répartis égalitairement entre les 40 départements (voir annexes 1 et 2).

Officiellement, ce programme de « systématisation des localités rurales » est justifié par le souci de récupérer des terres arables. Pourtant, non seulement, les chiffres avancés sont dérisoires au regard de la superficie agricole totale, mais encore on voit mal à quoi ils correspondraient réellement sinon à une réappropriation par l'Etat d'une partie des lopins individuels ou des terres non collectivisées, jusqu'alors intensément cultivées. En tout état de cause, le véritable problème de l'agriculture roumaine n'est certainement pas celui de l'insuffisance des terres agricoles (0,46 ha de terres agricoles par tête d'habitant, la Roumanie se place à cet égard au second rang en Europe, après la Pologne) mais plutôt la faiblesse des taux de productivité des exploitations agricoles du secteur coopératif et d'Etat.



OPERATION
VILLAGES
ROUMAINS

CP 24 1211 GENEVE 8

Le plan de "systématisation du territoire et des localités" en Roumanie.

Dossier réalisé par la Ligue roumaine des Droits de l'homme à Paris.

"Le programme de systématisation prévoit de ramener le nombre de communes à 2000 au maximum *(sur 2705 existant en 1988, ndt)* et de réduire de façon radicale le nombre de villages : sur les 13000 existant à l'heure actuelle, seuls 5 à 6000 tout au plus devront rester".

Nicolae Ceausescu, 3 mars 1988.

La systématisation des villages roumains constitue la dernière phase d'un programme global de transformation radicale de l'ensemble de l'habitat du pays, aussi bien urbain que rural (voir annexe1). Il s'agit en effet de :

1. Reconstruire les villes selon un modèle unique : les centres des villes doivent être remodelés pour devenir des "centres politico-administratifs" regroupant les bâtiments officiels autour d'une place suffisamment grande pour contenir les foules conviées à manifester; tout autour, l'habitat doit être concentré en cités de type HLM construites, le cas échéant, sur le site des quartiers anciens rasés. La "systématisation des villes" doit être menée à terme dans ses grandes lignes d'ici à 1990. De fait, le plan a déjà été exécuté dans la plupart des villes roumaines, notamment à Bucarest dont on sait que l'essentiel du centre historique a été rasé.

2. Faire disparaître l'habitat rural traditionnel, en 3 étapes d'ici à l'an 2000 (1990-1995-2000), et cela grâce à :

- la démolition de plus de la moitié des localités rurales existant à l'heure actuelle. Sont visés en premier lieu les villages non collectivisés et les hameaux qui seront rasés et labourés.

- la reconstruction des villages restants, suivant le modèle urbain, afin de réduire au maximum la superficie occupée : immeubles dans le centre, regroupement en pavillons, comptant au moins un étage, des autres habitations.

- la création de 558 "centres agro-industriels", choisis parmi les 5 à 6000 villages nouveaux et répartis égalitairement entre les 40 départements (voir annexes 1 et 2).

Ce document a été réalisé sur Apple Macintosh et imprimé sur Laserwriter
Fr.S 30.03.89

Source : LDHR

Doc. 1 – Dossier de 6 pages repris à la «Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris» par la Coordination suisse OVR, à l'époque à Genève

Le second argument que la propagande officielle met aujourd'hui en avant pour vanter l'opération de systématisation est celui de la nécessité de moderniser les conditions de vie à la campagne (voir annexe 3). Argument qui serait davantage recevable s'il n'était démenti par les faits. Selon la presse officielle elle-même, la majorité des appartements nouvellement construits en milieu rural ne disposent ni d'eau courante, ni de moyens de chauffage, ni d'installations sanitaires : les cuisines sont collectives (une par étage) et les toilettes dans la cour (voir annexe la description donnée par la revue officielle *Flacăra*).

L'objectif réel de l'opération doit être cherché ailleurs. Il s'agit d'abord de faire en sorte que les paysans – coopérateurs ou agriculteurs privés – perdent en même temps que leurs maisons individuelles (avec granges, poulaillers, potagers) et en même temps que leurs lopins ou terrains privés, le peu qui leur restait encore d'indépendance économique vis-à-vis du pouvoir. En cela, la « systématisation du territoire » s'analyse d'abord comme une deuxième collectivisation des terres, alors même que sévit en Roumanie une pénurie chronique des biens alimentaires et que, selon les statistiques officielles elles-mêmes, la rentabilité des exploitations individuelles est bien supérieure, malgré leur caractère archaïque, à celle obtenue dans les autres secteurs.

Il s'agit aussi, et sans doute surtout, d'en finir avec une paysannerie insuffisamment contrôlée parce qu'elle avait réussi, jusqu'à présent, à préserver l'essentiel de son identité propre à travers ses traditions culturelles, son patrimoine, ses relations sociales et ses solidarités fondées sur des liens communautaires traditionnels, tels que la famille, le voisinage, l'ethnie, la paroisse.

Le but ultime – et du reste clairement proclamé – du programme de systématisation, est d'aboutir, sous prétexte de « réduire les disparités entre villes et campagnes » à une « homogénéisation » aussi parfaite que possible de la société roumaine : une société sans passé ni mémoire, sans traditions ni religions, sans différences ethniques ni culturelles, la société de **l'homme nouveau**. Ce que Nicolae Ceauşescu résume dans ces termes : la systématisation du territoire conduira à la « **création du peuple unique ouvrier de Roumanie** » (voir annexes 1 et 4).

Annexe 1

Discours de Nicolae Ceauşescu du 3 mars 1988 à la Conférence nationale des Présidents de Conseils Populaires

in *Scînteia*[2], 4 mars 1988

« (…) Le processus complexe de répartition rationnelle et équilibrée des forces de production s'est accompagné d'une vaste activité de systématisation et d'urbanisation, conduite conformément aux prévisions du programme national élaboré en ce domaine. Le nombre de villes est passé de 183 en 1965 à 237 à l'heure actuelle, tandis que la population urbaine est passée, au cours de la même période, de 6,1 millions à 11,9 millions. La population urbaine représentant 51,9 % de la population totale.

Près de 3 000 000 de logements ont été construits dans le cadre du processus d'organisation administrative et territoriale, et l'on a procédé à une reconstruction générale des villes du pays. Les deux tiers de la population a déménagé au cours de cette période dans de nouveaux appartements. (…)

L'accomplissement du programme de développement économico-social des départements et localités du pays implique que soient exécutées toutes les mesures concernant la réalisation des programmes de systématisation et d'organisation territoriales, la réduction des surfaces construites, la modernisation des villes, des communes et des villages du pays.

En ce sens, les Conseils populaires doivent assurer la mise en œuvre des mesures visant à la systématisation et à la modernisation des villes, afin que ce projet soit, dans ses grandes lignes, mené à bien d'ici 1990. Dans le même temps, les Conseils devront veiller avec la plus grande fermeté à la réalisation du programme de systématisation des communes et des villages, en accordant une place toute particulière aux centres agro-industriels.

D'ici 1990, la première étape de la systématisation et de la réorganisation territoriale des villages devra être close. Ceci implique que nous établissions tous les plans de systématisation, plans comportant le type de construction et d'organisation destiné à chaque localité. Les constructions nouvelles devront être exclusivement bâties sur base de ces plans et en conformité avec eux.

Etant donné qu'il existe environ 900 communes dont la population est inférieure à 3000 habitants – et même à 2000 ha [sic, ndlr] pour 290 d'entre elles –, il est nécessaire de se proposer comme objectif la réalisation de communes plus grandes, d'au moins 3000 habitants. **Sur cette base, le programme de systématisation prévoit de ramener le nombre de communes à 2000 au maximum, et de réduire de façon radicale le nombre de villages : sur les 13 000 existant à l'heure actuelle, seuls 5 ou 6000, tout au plus, devront rester.** (…)

D'une manière générale, il est nécessaire de réaliser le programme de systématisation des communes en trois étapes : 1990, 1995 et 2000 (…) et de mettre au premier plan la construction de 558 centres ou villes agro-industriels autour desquels se trouveront environ 3 communes.

1. D'ici 1990, nous devons construire un minimum de 2 à 3 centres agro-industriels dans chaque département.

2. D'ici 1995, nous devons procéder à de vastes travaux de réorganisation et de modernisation de l'ensemble des villes agro-industrielles.

3. D'ici l'an 2000, la construction de 558 centres agro-industriels sera achevée.

Dans le même temps, il est impératif de développer la systématisation et la modernisation de toutes les villes et communes, de façon à ce que, d'ici l'an 2000, nous ayons achevé, dans leurs grandes lignes, la réorganisation et la modernisation de toutes les localités du pays[3]. (…)

De la sorte seront radicalement liquidées les différences essentielles entre la ville et le village (…) et assurés l'homogénéisation, ainsi que l'avènement du peuple unique ouvrier. (…) **»**

[2] *Scînteia* (en français : « L'étincelle ») est le nom du journal communiste en langue roumaine, fondé en 1931. Il devint l'organe officiel du parti communiste roumain, et fut particulièrement important de mars 1945 à décembre 1989, durant le régime communiste. A cette époque, *Scînteia* était l'unique quotidien national du pays. Son nom était écrit «Scânteia» jusqu'à la réforme de l'orthographe de 1953 et a repris cette forme depuis la chute du régime communiste en 1989.
Dans la transcription du texte repris du dossier de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie (LDHR) à Paris, nous avons gardé les mises en évidence (caractères gras) faites par eux et nous avons ajouté les signes diacritiques qui ne figurent pas sur le texte original. [ndlr]

[3] Si ces chiffres ont pu varier lors de déclarations officielles ou officieuses récentes de responsables roumains, dans un but évident de semer la confusion, les dernières prises de position de N. Ceauşescu ne font que reconfirmer les affirmations du discours du 3 mars. Par exemple, dans *Actualités roumaines*, N° 27 de janvier 1989 : « Jusqu'en 1990, dans chaque département, on créera au moins 2 à 3 centres ou villes agro-industriels autour desquels seront groupées environ 3 communes. La construction des 558 centres urbains agro-industriels – dont quelques-uns peuvent être considérés comme de véritables villes – s'achèvera en l'an 2000 ». [Note comprise dans le texte de la LDHR, ndlr]

Annexe 2

Discours de Nicolae Ceauşescu du 3 juin 1988 à la réunion du Conseil national des Travailleurs et du Conseil national de l'Agriculture

in Agerpres, *Roumanie-Documents-Evénements*, N° 37, juin 1988

« (...) Deux années et demi se sont écoulées depuis le début de ce quinquennat et nous devons dire que nous n'avons pas réalisé toutes les prévisions des programmes dans le domaine de l'aménagement du territoire. Nous devons donc agir avec la plus grande fermeté et réduire de quelques centaines le nombre actuel des communes pour créer de grandes unités, et réduire de quelque 50 % le nombre de villages, en renonçant aux petits villages qui n'ont pas de perspectives de développement. (…)

Nous devons aussi appliquer fermement les mesures visant le développement des centres agro-industriels – en fait des villes agro-industrielles – si bien que nous puissions fixer le centre de chaque conseil agro-industriel d'ici 1990 et achever d'ici l'an 2000 leur organisation moderne. Au cours de la même période, nous devons réaliser l'aménagement et la réduction des communes, si bien que les quelque 2000-2200 localités rurales-communes soient en l'an 2000 des unités territoriales administratives modernes. (...) **»**

Annexe 3

Discours de Nicolae Ceauşescu du 28 novembre 1988 à la réunion plénière du C.C. du PCR, des organismes démocratiques et des organisations de masse et civiques

in Agerpres, *Roumanie-Documents-Evénements*, N° 50, novembre 1988

« (...) Nous proposons de faire des grandes communes des centres agro-industriels (…). On mettra en place, de la sorte, un vaste réseau de quelque 550 nouvelles villes agro-industrielles, qui contribueront à élever le niveau général du développement des villages. D'ailleurs, il y a beaucoup de communes qui peuvent déjà être considérées comme de véritables villes agro-industrielles. (…)

Selon les dispositions de la loi, les terrains à bâtir dans les communes et leurs villages doivent être mieux délimités ; il faut fermement appliquer les dispositions de la loi, afin que personne ne puisse bâtir en dehors du périmètre ayant cette destination. (…)

La construction de logement modernes pour les habitants des villages est une nécessité objective vu que nous ne pouvons pas diviser le pays en deux, que nous ne pouvons développer des villes modernes, d'une part, et laisser, d'autre part, les gens des campagnes vivre dans des maisons insalubres, dans des chaumières. (…)

Plus nous écourterons le délai d'accomplissement de cette tâche historique, plus nous élèverons le niveau de civilisation matériel et spirituel de notre patrie. (…) **»**

Annexe 4

in Revue *Flacăra*, 8 juillet 1988

« En ce qui concerne le confort, la situation n'est pas homogène. (…) Le problème reste le même, à savoir : l'adaptation à l'habitat urbain. C'est ici qu'intervient le premier réflexe du locataire : il veut l'eau courante, il veut que le chauffage fonctionne, qu'il y ait des canalisations ! Certains des logements construits jusqu'à présent offrent ces commodités. Mais pas tous. Dans la majorité des cas, les paysans doivent se procurer l'eau comme ils le faisaient auparavant, le chauffage se fait comme autrefois et il en va de même pour les sanitaires collectifs qui se trouvent dans la cour. (…)

Le processus de systématisation n'en est qu'à ses débuts et va entraîner un certain nombre de choses qu'il est impossible de prévoir : le problème de l'évacuation des ordures ménagères, par exemple, qui devrait attirer l'attention des spécialistes. Ou encore, celui de l'absence de terrain de sport à Otopeni – future ville agro-industrielle –, absence relevée à l'occasion de la récente visite du secrétaire général du parti. La systématisation ne s'achève pas avec l'installation des paysans dans de nouveaux immeubles : elle passe aussi par l'effort et la bonne volonté de chacun. Volonté de conformer sa future maison à son nouveau style de vie, et non pas de conformer son nouveau style de vie à son ancienne maison. (...) **»**

Annexe 5

Vers une nouvelle civilisation rurale

in Revue *Flacăra*, op. cit.

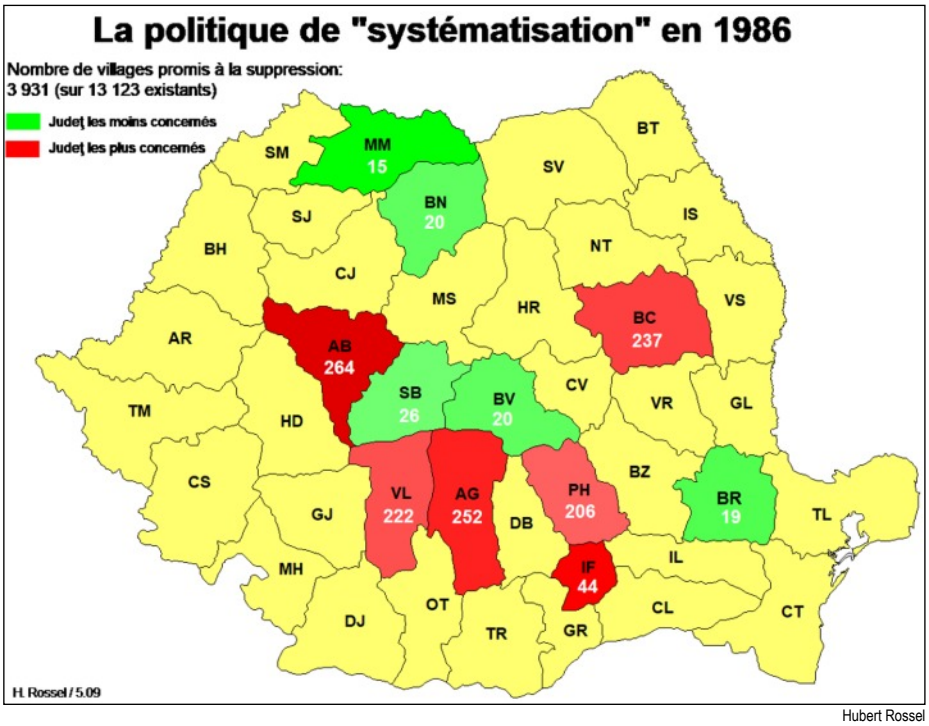
« Pour en arriver au cœur du problème, ce dont il est véritablement question, c'est de l'état d'esprit, des pensées et des préoccupations de chacun de ces individus mis en situation de rompre avec un mode de vie hérité des générations passées, ce afin qu'ils puissent accomplir un saut vers un mode de vie différent, et qu'exigent les futures générations.

En quoi consiste ce saut, cette reconstruction de fond en comble du village roumain ? (…)

La reconstruction du village roumain n'est pas conçue, et ne peut être interprétée comme un simple acte administratif, comme un simple transfert de lieu et de domicile : elle est la traduction pratique d'une option politique fondamentale de notre parti qui, depuis le IXe congrès a lancé un défi historique à l'arriération et au sous-développement. (…)

La systématisation des villages, affirme Viorel Vizureanu, premier secrétaire du comité du parti du secteur agricole d'Ilfov, ne doit pas être regardée du point de vue du passé, mais du point de vue de ce qu'elle apporte à l'avenir, des tendances qu'elle promeut dans le cadre du progrès global de notre société. Le village, en tant qu'unité et entité sociale de base, doit suivre la cadence de ce progrès, il ne doit pas être laissé à l'écart de l'œuvre d'édification d'une société multilatéralement développée. Je voudrais aussi faire une autre remarque, beaucoup plus concrète : **à savoir que la mutation de l'habitat introduira une mutation dans la pensée, les habitudes, les coutumes, les traditions, dans le quotidien des paysans.** Cela vaut aussi dans la façon dont ils devront, par exemple, arranger l'intérieur de leurs foyers, conformément aux exigences fonctionnelles de leurs nouveaux logements. Ils devront apprendre un nouveau type de relation sociale et de comportement collectif, induits par la vie en commun ; ils devront s'entraider, communiquer entre eux et évoluer dans une atmosphère dominée par la présence spécifique de l'opinion publique. **Tout ceci renvoie, de manière aussi précise que concrète, à un certain niveau de conscience : celui de l'homme nouveau.** Or, c'est la formation de cet homme nouveau que nous nous [sic, ndlr] proposons, mais pouvions-nous ne proposer cela qu'aux seules villes ? La systématisation des villages – matrices de la civilisation – est l'une des voies par lesquelles les traits de caractère de l'homme nouveau seront façonnés, stimulés et mis en valeur. (…)

Comment nous y prenons-nous pour systématiser ? La réponse nous a été fournie par Ştefan Datca, architecte et spécialiste. Il nous a rappelé un fait aussi élémentaire qu'évident : « l'utilité sociale que représente le passage du village à l'état de ville, a-t-il remarqué, ne peut être atteinte dans le cadre d'un habitat raréfié ou dispersé. Il s'agit donc de concentrer, de « masser ». Une fois ce principe posé, une seconde étape, tout aussi importante, s'impose, à savoir : que l'espace soit conçu et aménagé selon les mêmes règles qu'en milieu urbain. » C'est-à-dire ? « Pour l'énoncer simplement, cela signifie que la hauteur et les autres dimensions de la salle à manger, de la chambre, de la salle de bain, soient les mêmes pour les appartements des villages que pour les habitants des villes. Ce fait est plus important qu'il n'y paraît si l'on a en vue l'égalité entre les hommes » (…). **»**



Hubert Rossel

Doc. 2 – Carte de la politique de « systématisation » en 1986, basée sur les chiffres découverts par Mihnea Berindei dans les archives du Comité Central du PCR (BERINDEI M., *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 10) [Voir aussi les 2 articles suivants]

Dossier : OVR a 30 ans

Projet d'intervention

La première action coordonnée par OVR

Après avoir présenté un document reprenant une sélection de textes officiels datant de 1988 qui ont été à la base de l'indignation des fondateurs du mouvement OVR, et avant d'analyser le cheminement des réflexions et des actions de ces membres fondateurs – ce qui sera fait dans l'article suivant –, voici un autre document brut. Il émane de cette équipe initiale et constitue le premier document officiel envoyé aux différents responsables communaux dans le but de faire connaître l'action civique proposée.

Intitulé « Projet d'intervention de la Coordination Opération Villages Roumains », ce document, non signé et émis par la coordination centrale à Bruxelles, a été envoyé à toutes les communes et municipalités membres du Conseil de l'Europe. Les exemplaires envoyés aux communes suisses portent la mention « Coordination suisse Opération Villages Roumains » et l'adresse postale de la LSDH (Ligue suisse des Droits de l'Homme). Ils comportent 4 pages et ont été complétés par un autre document de 5 pages, émanant aussi de la Coordination centrale, suggérant « 60 actions pour sauver les villages roumains ».

L'aspect « artisanal » du document est visible car, dans la précipitation du début, on a simplement repris et adapté celui prévu à l'origine pour la Belgique. Par exemple, le terme « bourgmestre » a été effacé et remplacé par celui de « maire », mais la longueur différente des 2 mots fait que la place blanche est visible sur le document qui n'a pas été *resaisi* ; on a effacé et surajouté. Ailleurs ce sont des références à la Belgique qui ont été laissées sur le document à usage international[1]**.**

Ces détails sont le reflet de la précipitation qui était la leur à cette période. Ce dossier est aussi repris tel quel – comme le précédent –, sans adjonction. Nous avons repris les détails des propositions faites pour les 60 actions, pour mettre en évidence l'engagement citoyen demandé, tant au niveau individuel que collectif.

La Rédaction

Projet d'intervention de la Coordination Opération Villages Roumains

« S'il est vrai que la foi déplace les montagnes
souhaitons qu'un peu de solidarité
puisse sauver des villages. »

Préliminaire

Ce qui est en train de se produire en Roumanie a l'ampleur d'un gigantesque tremblement de terre. Un tremblement de terre concerté, organisé, délibéré.

D'ici peu, 8000 villages seront purement et simplement rayés de la carte. D'ici peu, une population d'environ 10 millions de personnes sera déplacée, exilée, déracinée.

Ce projet fait partie d'un plan de *« systématisation »* et de *« rationalisation »* mis en place par le président Ceauşescu. Un plan qui répond à la volonté du président d'éradiquer toute trace du passé roumain, de faire table rase de la culture et des traditions, de réécrire l'Histoire elle-même afin de préparer l'avènement de *« l'homme nouveau »*.

Déjà, Nicolae Ceauşescu a fait procéder à la destruction de la majeure partie du centre historique de la capitale, Bucarest. Ce centre-ville que les Roumains appelaient « Le Petit Paris » n'existera plus d'ici un an. Toutes les grandes villes roumaines sont menacées du même traitement. Et aujourd'hui, donc, ce sont 8000 villages sur les 13 000 que compte la Roumanie qui sont concernés par la « systématisation ». Il n'est pas douteux que, du point de vue humain comme du point de vue du patrimoine, il s'agit d'un véritable séisme.

[1] Le document n'est pas daté, mais a été envoyé au début de l'année 1989. Le document utilisé est celui reçu par la commune d'Yvonand (Cf. Doc. 3). Il porte la mention manuscrite du Secrétaire communal de l'époque : « *Com[muniqué à la] Mun[icipalité] p[ou]r étude* », suivi du nom des 3 municipaux concernés. La mention est datée du 17 mai 1989. (Document conservé aux archives de la commune)

Ces derniers mois, dix villages, déjà, ont été détruits. Le plus souvent, les habitants sont prévenus la veille seulement de l'arrivée des bulldozers. Juste le temps d'empaqueter leurs affaires personnelles. Tout est rasé. Derrière la justification officielle (celle de regagner 3,3 % des terres cultivables), se cache un véritable génocide culturel. Arbres, églises, écoles, habitations, édifices historiques, cimetières même, tout doit disparaître. Ces villages sont, pour la plupart, vieux de plusieurs centaines d'années. Ils portent les marques des invasions successives qui ont traversé le pays, ils sont riches d'une architecture de style baroque, souvent décorés de fresques. Demain, ils n'existeront plus. C'est tout un pan du patrimoine européen qui disparaîtra par la même occasion.

Les habitants sont ensuite déplacés vers un des 545 *« centres agro-industriels »* où ils sont relogés dans de vastes ensembles de HLM. 545 centres pour 10 millions de personnes ? Soit de vraies villes de près de 20 mille habitants où la vie sociale ancestrale, les habitudes, les rythmes de vie, seront complètement et définitivement anéantis.

Opération Villages Roumains : qui sommes-nous ?

Des personnes issues des domaines culturels, journalistiques, sociaux, artistiques (graphistes, photographes, architectes…), agricoles et juridiques, mobilisés par la menace du génocide culturel et social roumain, n'appartenant à aucune organisation, ayant décidé d'unir leurs compétences à celles de la Ligue des Droits de l'Homme dont l'implication dans le projet est totale. Ils ont décidé la mise en commun de leurs réseaux de relations, de leurs forces de travail, de leurs facultés à informer, à organiser, à mobiliser. Leur coordination a pris le nom de *Opération Villages Roumains*.

Notre projet

Il est simple et tient en quelques mots. Nous voulons faire adopter chacun des 8000 villages roumains par 8000 communes ou villages européens. Plus que cela même. La liste des villages à détruire étant secrète à 90 %, nous nous trouvons dans l'obligation évidente d'adopter chacun des 13 000 villages roumains. Les maires et leurs administrés se déclareront solidaires et responsables du sort qui sera fait à *leur* village et veilleront, dans la durée, à sa sauvegarde et à sa préservation.

Comment allons-nous nous y prendre ?

Chaque pays de la CEE (2) – et du Conseil de l'Europe – mettra sur pied une coordination, en collaboration avec la Ligue des Droits de l'Homme locale ou la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Ces coordinations auront pour mission de prendre contact avec les responsables politiques et administratifs d'un certain nombre de communes ou de villages de leur pays (le nombre de villages adoptant sera déterminé au prorata du chiffre de la population du pays participant), de les informer de l'urgence de la situation et de leur demander d'agir.

Comment les villages et les communes vont-elles intervenir ?

- En se portant *commune adoptive* d'un village roumain déterminé. Il s'agit donc, si l'on veut, d'un jumelage unilatéral. Un village roumain sera adopté par une seule commune européenne. Mais nous tenterons de diversifier dans une même région géographique roumaine les nationalités des *communes adoptives*.

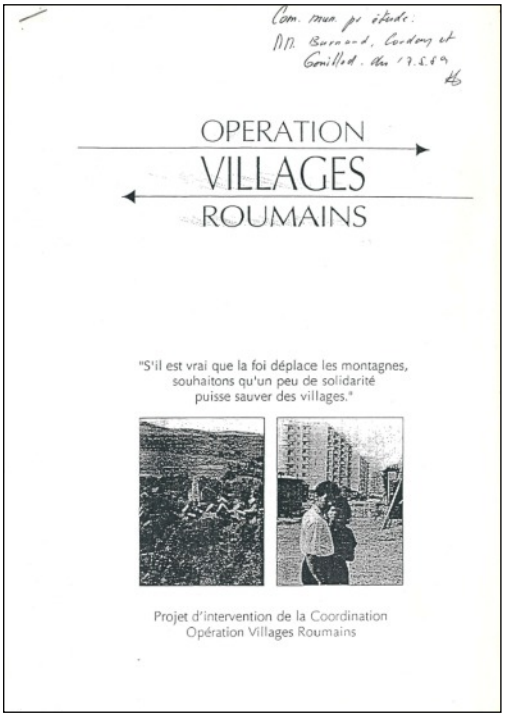
(2) La CEE (Communauté économique européenne) est le nom de l'organisation supranationale européenne créée, en 1957, lors du traité de Rome, par les 6 Etats fondateurs (Bénélux, France, Allemagne de l'Ouest, Italie). La création de l'UE (Union européenne) ne date que de 1993, au traité de Maastricht, et est donc postérieure à l'époque concernée. [ndlr]

- En informant leurs administrés et en leur demandant leur participation active.

Comment les villages et communes vont-elles rendre publique leur action ?

- Chaque *commune adoptive* communiquera par voie administrative le nom du village roumain adopté au président Ceauşescu et à l'ambassadeur roumain en poste dans le pays concerné.

- Chaque *commune adoptive* mettra en place, aux entrées et sorties principales de la commune ou village, un grand panneau d'information stipulant sa participation à l'opé-



Source : Coordination OVR Bruxelles

Doc. 3 – Dossier de 4 + 5 pages, envoyé par la Coordination OVR aux autorités des différentes communes suisses

ration ainsi que le nom et les caractéristiques du village adopté.

- Chaque *commune adoptive* organisera l'information de ses administrés par le biais d'affiches, de dépliants, de réunions publiques, etc. Ce matériel pédagogique sera fourni par la coordination.

- Les habitants de ces villages ou communes seront appelés, par les services de leur administration communale, à participer pratiquement à l'opération par le biais d'envois massifs et simultanés de courrier. Ce courrier – pré-imprimé par la coordination – sera signé des noms des habitants participants et sera envoyé au président, à l'ambassadeur ainsi qu'au maire du village roumain adopté.

- Chaque commune décidera de quels autres moyens (dessins des enfants des écoles, pétition d'un corps administratif précis, etc.) elle voudra user pour participer de la manière qui lui convient à l'opération.

- Chaque commune et ses dirigeants, solliciteront, selon leurs moyens, les médias locaux ou nationaux pouvant rendre compte de l'opération.

Les questions que vous vous posez

Quel type de communes pourront participer ?

Les communes les plus directement concernées par ce projet sont bien évidemment les communes ou les villages à caractère rural ou agricole (pour la Belgique : les communes de moins de 15 000 habitants). Pourquoi ? Non seulement parce que leurs habitants pourront imaginer, mieux que tout autres, quel bouleversement entraînerait pour eux un tel changement radical de leur cadre de vie, mais aussi parce que cela met symboliquement l'accent, à travers toute l'Europe, sur les solidarités qui unissent les populations rurales et les régions agricoles. Pour autant, nous ne désirons pas nous passer des services des communes plus importantes, des villes et des capitales. Elles pourront elles aussi participer au projet.

Opération Villages Roumains

60 actions pour sauver les villages roumains

1. Ce que peuvent faire les bourgmestres (3) **et responsables communaux**

1.1. Informer par voie administrative les autorités roumaines du nom du village adopté (le nom sera fourni par la Coordination.

1.2. Placer les panneaux de participation à l'Opération Villages Roumains aux sorties et entrées de la commune.

1.3. Imprimer selon les moyens disponibles, une certaine quantité de cartes postales *(les originaux sont disponibles à la Coordination)*. Il faut compter 300 cartes pour 1000 habitants.

1.4. Editer un numéro spécial du journal communal (du matériel journalistique peut être fourni par la Coordination).

1.5. Attribuer un endroit dans la Maison Communale où les citoyens peuvent trouver de l'information *(voir aussi 2.11 et 3.2)*.

1.6. Mettre l'affichage communal à disposition de l'Opération.

1.7. Informer les administrés des noms et coordonnées du village adopté.

1.8. Tenir des réunions publiques d'information (avec la Coordination si nécessaire).

1.9. Prévenir les responsables des comnunes européennes avec lesquelles votre commune est éventuellement jumelée afin de les informer et de susciter leur participation dans leur pays.

1.10. Assurer la distribution et la diffusion des cartes postales.

2. Ce que peut faire tout un chacun

2.1. Prendre contact avec son maire pour organiser avec lui l'adoption d'un village roumain.

2.2. En parler autour de soi, convaincre son entourage, ses amis, ses relations de travail de participer à l'Opération. Ne pas oublier de mettre ses relations de l'étranger au courant et de leur demander d'être vigilants et actifs dans leur région.

2.3. Faire circuler une pétition sur son lieu de travail (et la renvoyer ensuite à la Coordination de l'Opération qui se chargera de l'acheminer).

2.4. Contacter toute personne, firme ou entreprise dont la collaboration peut être utile à l'Opération (matériel d'imprimerie, par exemple) puis en envoyer les coordonnées à la Coordination.

2.5. Afficher l'autocollant de l'Opération sur les vitres de sa voiture, mettre les affichettes en évidence sur les fenêtres de sa maison.

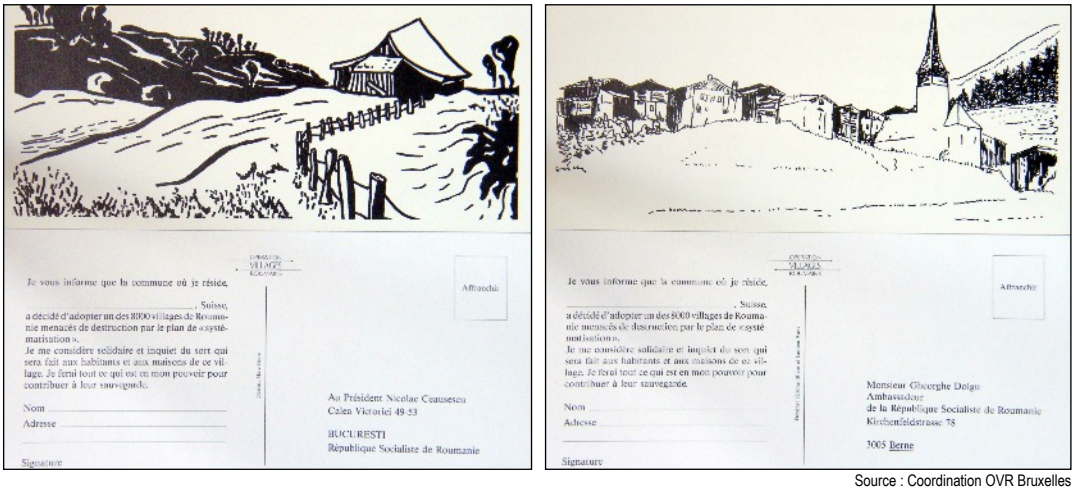
(3) *Bourgmestre* (de l'allemand *Bürgermeister*, le maître des bourgeois) est le terme belge consacré pour désigner le responsable de l'exécutif de la commune. Il correspond au « maire », au « président de commune », ou au « syndic », selon les régions. [ndlr]

2.6. Téléphoner à l'Ambassade de Roumanie pour prendre des nouvelles des villages menacés.

2.7. Si on a un hobby (philatélie, numismatique, etc.) contacter la fédération roumaine, via sa propre fédération, pour lui faire part de sa préoccupation

2.8. Faire circuler l'information à l'occasion de déplacements en Roumanie.

2.9. Au cas où vous seriez allé en Roumanie et auriez photographié des villages, faire parvenir des photos à la Coordination.



Source : Coordination OVR Bruxelles

Doc. 4 – Deux modèles recto-verso de cartes postales allongées, confectionnées par la Coordination OVR avec les adresses pré-imprimées des destinataires

2.10. Organiser dans votre quartier un centre de diffusion des cartes postales et d'information (avec la Coordination).

2.11. Envoyer les trois cartes postales au Président Ceauşescu, à l'ambassadeur de Roumanie, au maire du village roumain adopté.

3. Ce que peuvent faire les collectivités locales ou les comités de quartiers

3.1. Epauler la commune dans l'organisation de l'adoption d'un village roumain.

3.2. Organiser des centres de distribution de cartes postales et donner les coordonnées du village adopté, accueillir une exposition de photos.

3.3. Acheminer le matériel pédagogique et les cartes postales de la Coordination vers votre commune.

3.4. Préparer du matériel pédagogique additionnel. Chercher par exemple tous les renseignements supplémentaires sur le village adopté par votre commune (communiquer aussi ces informations à la Coordination).

3.5. Vous mettre en contact avec les commerçants du quartier de telle manière à mettre les devantures et vitrines des magasins à l'heure roumaine.

3.6. Organiser des manifestations culturelles (danses folkloriques roumaines, musiques, conférences, diffusion de vidéos, concerts de soutien à l'Opération).

4. Ce que peuvent faire :

Source : Coordination OVR Bruxelles

Doc. 5 – Deux autres modèles recto-verso de cartes postales, confectionnées par la Coordination OVR, à compléter avant envoi aux responsables officiels roumains

Les enseignants.

4.1. Attribuer une heure de cours ou une partie d'une heure de cours à une information sur la situation en Roumanie.

4.2. Ecrire avec la classe au Ministère roumain de l'Education.

4.3. Organiser des envois de dessins aux écoles référentes.

4.4. Contacter sa fédération ou son syndicat pour une protestation groupée.

Les imprimeurs.

4.5. Se mettre en contact avec, soit la commune, soit la Coordination, pour l'impression de cartes postales.

Les architectes.

4.6. Apporter par écrit, d'une manière individuelle ou collective, son soutien aux architectes roumains dont la majorité n'est pas d'accord avec le plan de systématisation.

[manque ici une proposition qui a été effacée ; il subsiste un blanc sur le texte polycopié envoyé. ndlr]

Les agriculteurs.
4.8. Prendre contact avec sa fédération ou son syndicat pour savoir quelles actions sont déjà prévues ou, le cas échéant, les précipiter.

Les chômeurs.
4.9. Se mettre en contact avec l'administration communale pour la diffusion des cartes postales, les affiches, etc. *(voir aussi 2.1. et 3.2)*.
4.10. Rejoindre le comité de quartier, la maison de jeunes, les collectivités locales.
4.11. Contacter votre syndicat pour envoyer une protestation groupée.

Les commerçants.
4.12. Organiser dans votre rue ou quartier une semaine de devantures et vitrines décorées à la roumaine *(voir aussi 3.6.)*.
4.13. Organiser la diffusion de cartes postales (sur votre comptoir) et placer l'affichette donnant les coordonnées du village adopté.
4.14. Pour les grandes surfaces, prévoir de l'affichage sur les panneaux d'entrée *(voir aussi 4.13.)*.

Les photographes.
4.15. Envoyer au maire du village roumain une photo de votre commune ou village. Penser aussi aux photos de groupe devant la maison communale, par exemple.
4.16. Produire votre propre carte postale à ajouter aux six originales.

Les artistes.
4.17. Produire votre propre carte postale.
4.18. Rejoindre le comité de parrainage.
4.19. Si dans les activités de la vie courante, il vous arrive d'être interviewé par la presse, ne manquez pas de signaler votre participation à l'Opération Villages Roumains.

Les étudiants.
4.20. Informer votre école ou votre établissement, écrire au Ministère roumain de l'Education.

Les musiciens.
4.21. Organiser un concert de soutien à l'Opération, faire participer vos relations.
4.22. Voir aussi 4.18 et 4.19.

Les sportifs.
4.23. Organiser un bénéfit-match [sic] au profit soit de l'Opération, soit de la commune (pour l'impression des cartes postales par exemple).

Les mouvements de jeunesse.
4.24. Prendre contact avec la Coordination pour la diffusion et la vente des autocollants.

Les responsables de paroisse.
4.25. Prévoir l'affichage dans les lieux de culte.

Source : Coordination OVR-Suisse

Doc. 6 – Les panneaux et les autocollants utilisés par la Suisse dans le cadre de l'OVR

4.26. Parler de l'Opération dans le journal paroissial.
4.27. Parler de l'Opération aux fidèles.

Les radios locales.
4.28. Relayer l'information à destination de la région.
4.29. Réaliser des émissions spéciales sur la Roumanie

Les libraires et bibliothécaires.
4.30. Etablir une bibliographie sur la Roumanie, la communiquer aux lecteurs (bibliothécaires).
4.31. Organiser sa devanture et y installer des livres sur la Roumanie et des livres d'auteurs roumains (Ionesco, Tzara, Dimitriu, Panait Istrati, Herta Müller, le dessinateur Stanescu,…)

Les journaux toutes-boîtes.
4.32. Prévoir un encart ou un emplacement pour un article.

5. Ce que tout le monde peut faire :

5.1. Verser sa contribution au :
OVR Coordination suisse
CCP 12-10721-4

6. Et la soixantième action ? (4)

C'est la vôtre. Une idée que vous réaliserez et nous ferez connaître en nous renvoyant le coupon ci-après.
Voici ma soixantième idée d'action pour sauver les villages roumains :

……
……
Nom ……
Adresse ……
Tél. ……

A retourner à la Coordination suisse
Opération Villages Roumains
LSDH, c.p. 24, 1211 Genève 8

Dossier : OVR a 30 ans

L'origine du mouvement OVR

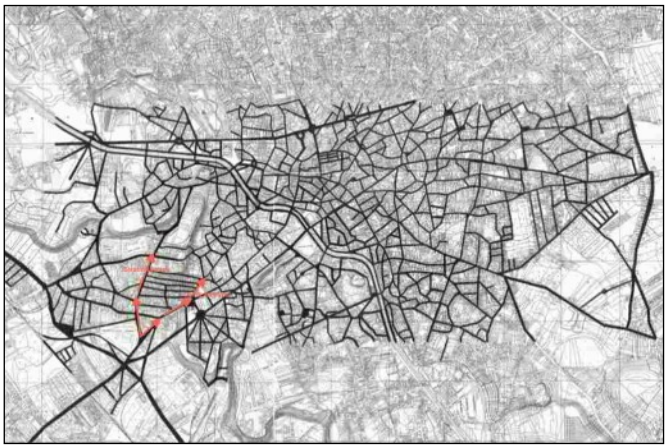
Avant la phase humanitaire

Les deux séries de documents présentés ci-avant sont parfaitement représentatifs de l'origine du mouvement Opération Villages Roumains. La première fait état de la situation du pays au cours de l'année 1988 et de l'accélération du processus de « systématisation » présenté par le président Ceauşescu ; ce sont les éléments déclencheurs de la prise de conscience. La seconde série est le reflet des premières réactions concrètes de la Coordination OVR ; elles constituent le premier projet d'intervention qui marque la naissance du mouvement.

1.- Les faits en Roumanie

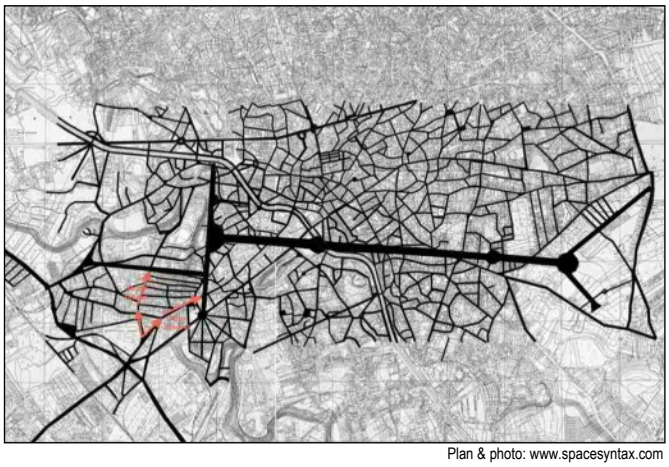
La politique de systématisation ne date pas de 1988, mais pratiquement de l'arrivée de Nicolae Ceauşescu au pouvoir, 20 ans plus tôt. Il avait voulu mettre l'ensemble du pays en adéquation avec la politique d'industrialisation de son prédécesseur, Gheorghe Gheorghiu-Dej. Mais, jusqu'en 1988, il n'avait tourné son regard que sur les grandes villes du pays. Elles seules avaient commencé à être « modernisées », c'est-à-dire, en pratique, détruites et reconstruites en fonction de la nouvelle logique de société imposée par le dictateur. Son dévolu a aussi été jeté tout spécialement sur la capitale, dont le centre a été particulièrement « massacré », aidé en cela par la destruction provoquée par le tremblement de terre du 4 mars 1977. Gheorghiu-Dej avait *industrialisé* rapidement le pays ; Ceauşescu voulait rapidement *urbaniser* le pays, « *développer des villes modernes* », comme il le disait (1), en fonction de ses critères pour permettre l'épanouissement de l'« homme nouveau »…

D'autres articles parus précédemment dans *Le Réseau* ont déjà mis en évidence différents éléments de cette politique, pour ne pas devoir les reprendre ici de façon détaillée. Chloé Salembier, anthropologue à l'Université de Louvain-La-Neuve, nous avait présenté les conséquences héritées de la planification désastreuse de Bucarest dans un des quartiers de la ville qui était encore en quête de recherche identitaire, suite à la folie destructrice de Ceauşescu (2) (Cf. Doc. 7 & 8). L'association « Sauver Bucarest » (*Asociația Salvați Bucureştiul*) nous avait permis de prendre conscience que la destruction actuelle de la ville continue en fonction de critères similaires tout aussi incohérents d'un point de vue urbanistique et architectural (3). Tous les architectes n'étaient pas d'accord avec ce projet de démantèlement du centre de la capitale, mais bien peu osaient faire quelque remarque que ce soit à ce propos. Car, comme l'a fait remarquer Alexandru Budişteanu – architecte en chef de la capitale entre 1977 et 1983, et responsable du Centre national de systématisation de la Roumanie entre 1983 et 1989 –, « *Dans le cas de Bucarest comme dans le cas des localités*



Plan & photo: www.spacesyntax.com

Doc. 7 – La trame urbaine organique de Bucarest, avant son démantèlement par le projet urbanistique de Ceauşescu



Plan & photo: www.spacesyntax.com

Doc. 8 – Construction des grands axes entre la future Maison du Peuple et la Piața Alba Iulia

(1) Cf. Annexe 3, p. 5, in : Agerpres, *Roumanie-Documents-Evénements*, N° 50, novembre 1988.

(2) Cf. SALEMBIER Chloé, « A quelques pas du Parlement roumain, un quartier toujours en sursis: Rahova-Uranus », *Le Réseau*, N° 39, décembre 2010, 16-22. (Rappelons que tous les anciens numéros du *Réseau* sont disponibles en ligne sur le site : www.ovr-suisse.ch/Le Réseau > Archives.)

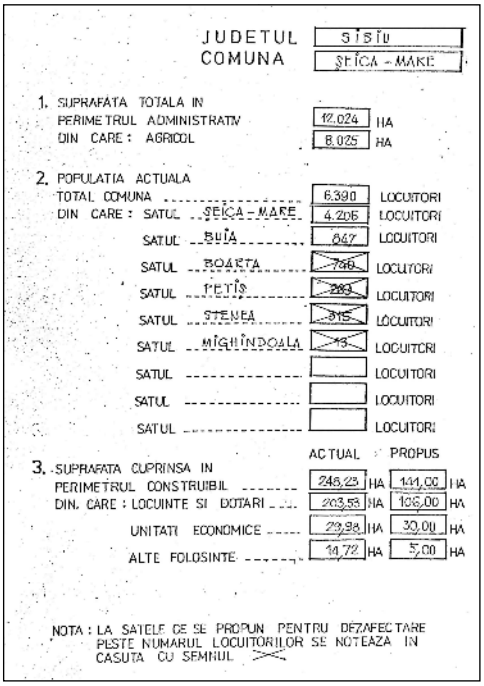
(3) Cf. « Bucureşti şi dezastrul planificării urbanistice » - « Bucarest et le désastre de la planification urbaine », texte bilingue paru in : *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 59-64.

petites ou grandes des régions territoriales de toutes sortes, Ceauşescu avait toujours le dernier mot, ne comprenant, ni n'acceptant à aucun moment d'écouter l'avis de quelqu'un d'autre, quel que soit son interlocuteur, le métier ou l'expérience de celui-ci ; jamais il n'acceptait une opinion différente de la sienne. Par conséquent, dans le fond, il excluait de renoncer à ses plans dans le domaine de la systématisation, indifférent à l'objectif ou à l'ampleur de l'opération respective. » (4)

Ce qui a changé en 1988 – et qui a amené les fondateurs d'OVR à exprimer leur indignation – est la généralisation de cette politique de systématisation à l'ensemble du pays, en incluant le monde rural. Tout le pays était donc amené à être *rationalisé*, restructuré, en fonction d'une logique qui ne tenait aucun compte de la réalité du vécu des gens. Ce changement de mentalité voulu par le dictateur n'est rien moins qu'un « génocide culturel », ce qu'on appelle plus communément un ethnocide. Alexandru Budişteanu est parfaitement conscient de cette réalité, en tout cas *a posteriori*, lorsqu'il dit : « *Les conséquences préconisées de l'opération de restructuration des villages de Roumanie étaient extrêmement graves et présupposaient un profond bouleversement du milieu de vie rural, avec des implications beaucoup plus importantes que dans le cas de la systématisation des localités urbaines où les habitants affectés restaient toujours habitants de la ville, alors que, dans le cas de la restructuration des villages, allaient apparaître des personnes socialement tout à fait différentes des paysans traditionnels.* » (5)

L'introduction de la première série de documents, faite par des membres de la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris, explique clairement cette réalité. A côté de la reconstruction des villes selon un modèle unique, il s'agissait en fait de « faire disparaître l'habitat rural traditionnel, en 3 étapes d'ici à l'an 2000 (1988-1990-1995-2000) », en procédant à la démolition de plus de la moitié des localités rurales existant à l'époque ; la reconstruction des villages restants, suivant le modèle urbain, afin de réduire au maximum la superficie occupée ; la création de 558 « centres agro-industriels », choisis parmi les 5 à 6000 villages nouvellement créés. Les termes du discours de Ceauşescu prononcé le 3 mars 1988 sont très clairs à ce propos; ils ne prêtent à aucune confusion (6).

Les détails du processus de destruction n'étaient pas connus des Occidentaux, à l'époque ; ils n'étaient d'ailleurs pas connus des dirigeants roumains eux-mêmes, à l'exception de la petite équipe qui – bon gré mal gré, selon Alexandru Budişteanu – exécutait les décisions prises. Ils ne furent connus que plus tard, lorsque les archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain furent partiellement ouvertes (avril 2006) et que l'on a pu commencer à les analyser. En tant qu'historien, Mihnea Berindei a pu avoir accès aux documents de la période 1977-1989 et a mis en évidence les détails de la politique de « systématisation rurale », mise en place dès 1967 au niveau des principes de base. Il nous a fait part de ces différents éléments dans un article dont il nous avait réservé la primeur, paru dans le premier Hors-série de nos publications (7). Il y relate, entre autres, les différentes étapes des années 1986 à 1988, qui ont conduit au discours de Nicolae Ceauşescu du 3 mars 1988 – repris dans l'annexe 1 de la première série de documents présentés ci-avant.



JUDETUL SIBIU
COMUNA ŞEICA - MARE

1. SUPRAFAŢA TOTALA IN PERIMETRUL ADMINISTRATIV 12.024 HA
DIN CARE : AGRICOL 8.025 HA

2. POPULAŢIA ACTUALA
TOTAL COMUNA 6.390 LOCUITORI
DIN CARE : SATUL ŞEICA - MARE 4.206 LOCUITORI
SATUL BUIA 847 LOCUITORI
SATUL BOARTA ~~746~~ LOCUITORI
SATUL PETIŞ ~~283~~ LOCUITORI
SATUL STENEA ~~315~~ LOCUITORI
SATUL MĂGHINDOALA ~~13~~ LOCUITORI
SATUL ---------- LOCUITORI
SATUL ---------- LOCUITORI
SATUL ---------- LOCUITORI

	ACTUAL	PROPUS
3. SUPRAFAŢA CUPRINSA IN PERIMETRUL CONSTRUIBIL	246,23 HA	141,00 HA
DIN CARE : LOCUINŢE SI DOTĂRI	203,53 HA	106,00 HA
UNITĂŢI ECONOMICE	29,98 HA	30,00 HA
ALTE FOLOSINŢE	14,72 HA	5,00 HA

NOTA : LA SATELE CE SE PROPUN PENTRU DEZAFECTARE PESTE NUMARUL LOCUITORILOR SE NOTEAZA IN CASUTA CU SEMNUL ><

Sources : CC du PCR – Section de l'organisation. Dos. 17/1987, feuille 24. Archives du Comité politique exécutif du CC du PCR, N° 1049, 3.VI.1987.

Doc. 9 – Exemple d'indications relatives à la systématisation d'une commune : Şeica Mare (SB) [Destruction programmée de 4 villages sur les 7 qui constituent la commune]

2.- La prise de conscience

Mais en 1988, Mihnea Berindei n'avait pas connaissance de tous les détails qu'il allait découvrir par la suite : les étapes de la systématisation des municipalités, les indications relatives à la systématisation des *judet* (Cf. Doc.2), celles qui se rapportaient à la destruction programmée des villages précis dans chacune des communes visées (Cf. Doc. 9). Il ne connaissait que les grandes lignes de la politique de systématisation du *Conducator*, comme tout un chacun qui cherchait les informations fournies par les textes officiels de l'époque. Il a toujours suivi de près l'évolution politique de son pays, même lorsqu'il était réfugié en France, et – comme je l'ai déjà mentionné en d'autres circonstances – « il a toujours soutenu les mouvements

(4) Cf. « La politique de systématisation. Témoignage d'Alexandru Budişteanu, ancien responsable national », *Le Réseau*, N° 58, avril 2017, 9-12. Pour l'extrait cité : p. 10.

(5) Cf. « La politique de systématisation. Témoignage d'Alexandru Budişteanu, ancien responsable national », *op. cit*. Pour l'extrait cité : p. 11.

(6) Cf. Annexe 1, « Discours de Nicolae Ceauşescu du 3 mars 1988 à la Conférence nationale des Présidents de Conseils Populaires », in : *Scînteia,* 4 mars 1988, p. 4.

(7) Cf. BERINDEI Mihnea, « Distrugerea satelor româneşti în arhivele Comitetului Central – La destruction des villages roumains dans les archives du Comité Central », texte bilingue paru in : *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 10-15.

de protestation dans son pays d'origine et s'est engagé dans les différents organismes de la société civile et civique qui contestaient les régimes communistes. Il a mis un point d'honneur à servir de relais pour faire connaître les voix dissidentes à l'étranger et a été très actif comme moteur dans les groupes d'exilés pour assurer la transmission de l'information. »(8) Il a joué un rôle irremplaçable comme *source* d'information sur ce qui se passait dans son pays, et de *diffusion* auprès des différents pays de l'Europe de l'Ouest.

C'est dans cette optique qu'il avait fondé avec d'autres jeunes chercheurs le « Comité français pour les Droits de l'Homme en Roumanie », dès 1977, pour soutenir le Mouvement Goma de contestation des régimes communistes et de lutte contre eux. On le retrouve, en 1980, comme membre fondateur, à Paris, de la « Ligue des Droits de l'Homme en Roumanie » (LDHR), affiliée à la Fédération internationale des Droits de l'Homme. C'est lui qui est donc directement à la source des informations fournies à la LDHR et qui constituent les différentes « Annexes » de la première série de documents sur le plan de « systématisation du territoire et des localités ». Mihnea Berindei l'explique lui-même dans un long article qu'il a publié par la suite, dans un supplément de la revue *Revista 22*, lorsqu'il a rencontré pour la première fois les membres fondateurs du mouvement OVR et qu'il s'est joint à eux : « *Je leur ai montré le dossier que j'avais créé. Je leur ai donné une série de documents traduits en français (extraits du discours de Ceauşescu du 3 Mars 1988, annonçant la généralisation et l'accélération de la « systématisation » des villages, des articles de journaux roumains attestant les faits qui se passaient, l'éditorial par Vlad Georgescu, diffusé sur* Europa Liberă *le 12 Mars 1988, et qui a été un premier signal d'alarme), des réactions de responsables occidentaux, des articles que j'ai réussi à obtenir dans la presse française. J'allais assurer un flux constant d'informations, une liste des villages menacés, qui devaient être adoptés. Nous avions du matériel que nous recevions de* Europa Liberă*, les extraits hebdomadaires de la presse roumaine (Press Survey) et plusieurs études menées par Michael Shafir et surtout Dan Ionescu (1). Je lisais attentivement* Scînteia, România Liberă *et* Actualités roumaines *(j'étais probablement le seul lecteur assidu de ces publications en France) : en mettant de côté la propagande, on pouvait dégager une série d'éléments concrets.* »(9)

A côté de l'implication directe de la Ligue des Droits de l'Homme dans la diffusion de ces éléments, un autre document est à la source de la réaction indignée des membres fondateurs d'OVR : la diffusion par la télévision belge (RTBF) d'un reportage réalisé par deux journalistes : *Roumanie, le désastre rouge*. Josy Dubié, réalisateur et homme politique, et Jean-Jacques Péché, producteur et enseignant dans le domaine du "cinéma documentaire", étaient entrés en Roumanie comme touristes pour enquêter sur la politique de systématisation dont ils avaient entendu parler, et ont réalisé clandestinement un film sur ce thème et sur la situation générale de la Roumanie d'alors.

Ils y ont rencontré Doina Cornea, « résistante » peu connue à l'époque, qui combattait inlassablement pour une société plus juste, à l'interne, et essayait de faire connaître la situation de son pays dans le monde occidental par le biais des médias(10). Une large part du reportage lui est consacrée, pour faire connaître son combat, et, un climat de confiance s'étant établi entre elle et Josy Dubié, elle lui demanda de sortir du pays une poupée contenant dans les coutures une lettre ouverte à Ceauşescu, qui devait être lue à *Radio Europa Liberă*. Ce qui fut fait. Un message de plus qui s'est ajouté à tous les autres textes de protestations qu'elle avait déjà transmis depuis 1982.

La diffusion de ce reportage par la RTBF, le 8 décembre 1988 – avant d'être repris par la suite par d'autres chaînes de télévision des pays occidentaux –, provoqua une onde de choc dans l'opinion publique, en général, et une violente réaction de la part de personnes plus engagées.

Un petit groupe de réflexion se sentit particulièrement concerné à cause de la barbarie des procédés utilisés. « *Comment s'opposer à ce totalitarisme ? (…) Comment intervenir en faveur des valeurs européennes ?* », a rappelé par la suite Paul Hermant, autre journaliste belge, un des membres de ce « think tank » encore informel à ce moment. « *C'est le crime culturel qui nous a réunis. (…) Nous avons commencé en partant d'un petit groupe de 12-13 personnes, réunies dans une pièce de 12 mètres carrés pour apporter une brique à la construction anti-totalitaire*. »(11) Et la décision de lutter contre l'inacceptable a été prise lors d'une de leurs réunions hebdomadaires, le 22 décembre 1988, il y a exactement 30 ans.

« On peut donc dire que l'apparition d'OVR précède d'un an exactement la disparition de Ceauşescu de la scène politique », se plaît à relever Mihnea Berindei, dans son survol des premiers mois de la mise en place. *« En fait, l'organisation de l'association, la définition de la méthodologie et de la préparation du début de l'opération ont duré un mois, jusqu'à la première conférence de presse – le lancement proprement-dit – qui a eu*

(8) Cf. ROSSEL Hubert, « Le mouvement OVR est en deuil - Hommage à Mihnea Berindei », *Le Réseau*, N° 56, août 2016, 17-18.

(9) Cf. BERINDEI Mihnea, « Un elan de solidaritate europeană fără precedent », *Revista 22*, Anul XVI (799), 28 iunie-4 iulie 2005, *Supliment 22 Plus*, Bucureşti, https://revista22.ro/supliment/operation-villages-roumains-1989-2005, consulté le 1 juin 2018. [Traduction des extraits : Hubert Rossel]
La note (1) dans le texte fait référence à la destruction d'une partie du centre historique de Bucarest, dans le cadre d'une politique d'urbanisation brutale, et qui avait été largement dénoncée par les médias occidentaux depuis 1984.

(10) Les principales étapes de sa vie ont été présentées lors de l'analyse d'un livre d'entretiens avec elle réalisé par Michel Combes (son beau-fils), *Liberté?*, in : *Le Réseau*, N° 58, avril 2017, 15-16.

(11) Ces différents extraits sont tirés de : DOBROVIE Matei, « Opération Villages Roumains – Une tentative courageuse pour sauver les villages roumains de la destruction communiste », in : *Le Réseau*, N° 57, décembre 2016, 2-3.

lieu le 3 février 1989. L'équipe initiale, le noyau d'OVR, était composée de douze jeunes (les douze apôtres, comme ils le disaient en plaisantant) : des journalistes, des photographes, des avocats, des architectes, des graphistes et des économistes, dont il faudrait retenir les noms : Anne Bontems, Yves-Luc Coureur, Daniel de Beer de Laer, Anne Degrave, Claire Dalliers, Paul Hermant, Jean-Pierre Jacqmin, Vincent Magos, Eric Masquelier, Daniel Staelens, Serge Verheylewegen, Daniel Wathelet. Ils ont été rejoints au lancement par Sabine Missistrano, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de Belgique, Alexis Burlet, président du Front Uni des Jeunes Agriculteurs (FUJA) et, peu après, par Dan Alexe (arrivé depuis peu en Belgique comme réfugié et qui a également participé au film de Josy Dubié), Malgorzata Dzierzawska, Olivier Magos, Nelu Negruțiu et Françoise Wallemacq. » (12)

Ce n'est qu'un quinzaine de jours après la rencontre initiale du 22 décembre 1988 que Mihnea Berindei rencontra, à Paris, trois des initiateurs d'OVR : P. Hermant, J.-P. Jacqmin et E. Masquelier. Il avait vu le film de Josy Dubié, qui lui avait été recommandé par Sabine Missistrano, rencontrée dans le cadre de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. (Il était lui-même porte-parole et vice-président de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie - LDHR), basée à Paris). Ils essayaient de le convaincre de les rejoindre pour l'organisation et le lancement d'OVR. Il finit par accepter, malgré ses réticences et ses doutes initiaux quant à la crédibilité de l'opération projetée.

Il n'était pas le seul à hésiter à faire le pas de l'adhésion, comme il l'explique dans la suite de son survol. *« Au sein du LDHR, le projet OVR a été reçu avec prudence, pour ne pas dire avec réticence. Mais j'avais la latitude de représenter la Ligue et je pouvais compter sur plusieurs de ses membres. Anne Planche d'abord, ma complice de* L'Alternative *et tant d'autres actions, et Catherine, ma femme. Avec eux nous avons fait les premières centaines de fiches des villages proposés pour adoption. Nous avons ensuite été rejoints par Edith Lhomel Dinu Zamfirescu, Lia Constantinescu, Alexandra Laignel-Lavastine et, de façon plus sporadique, en fonction de leurs disponibilités, par Ruxandra Pelazza et Mattei Cazacu. En février 1989, Ariadna Combes, qui formait un Comité pour la Défense de Doina Cornea, sa mère, a également rejoint l'équipe LDHR-OVR. Elle a été élue vice-présidente de la Ligue et a participé à de nombreuses campagnes de sensibilisation du public et au lancement des comités OVR. »* (13)

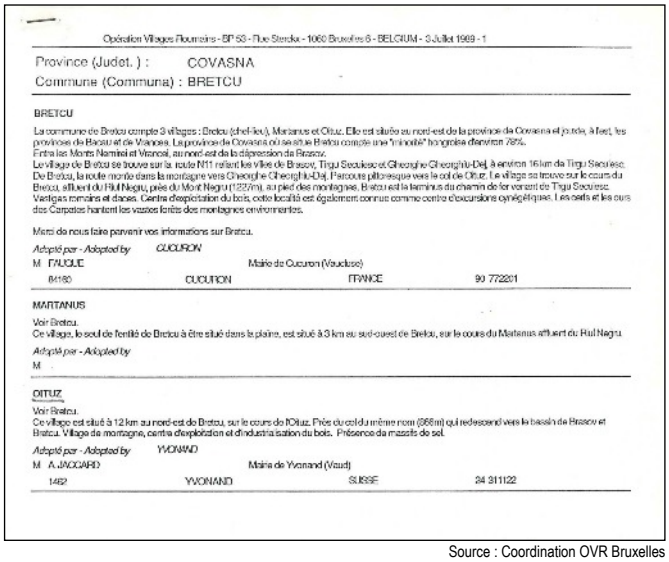
Tous les éléments étaient en place. Et on voit clairement, maintenant, les relations qui existaient entre les différentes ligues des Droits de l'Homme – internationale, de Roumanie (localisée à Paris), de Belgique, de France – et ce qui allait devenir l'Opération Villages Roumains. On remarque aussi le rôle irremplaçable joué par Mihnea Berindei comme *interface*, comme lien entre les différentes structures qui ont pleinement collaboré pour poser les bases du mouvement naissant.

3.- La réaction : le projet d'intervention

Face à l'ampleur de la destruction programmée, il fallait agir vite et de façon cohérente, en faisant connaître à l'Ouest la gravité de la situation, d'une part, mais aussi en manifestant aux autorités de Roumanie le refus de l'acceptation de la politique de systématisation. Il ne fallait pas oublier non plus d'exprimer sa solidarité aux populations locales et le soutien apporté pour la sauvegarde de leur patrimoine culturel. L'idée fondamentale était de partir de la base, de la commune, et de mettre en contact des gens du terrain, sans passer par les structures de politique politicienne et les échelons étatiques supérieurs.

L'action s'est faite en deux étapes : le recensement des villages roumains voués à la destruction et leur attribution aux communes occidentales participantes, en vue d'une « adoption ». D'où la confection du document « Projet d'intervention de la Coordination OVR » présenté ci-avant (Cf. pp. 7-11).

Comme on ne connaissait pas la liste précise des villages à détruire, celle-ci étant secrète à 90 %, on partit de l'idée de faire adopter la totalité des villages, ce qui ne manqua pas de poser un certains nombre de problèmes, car les membres fondateurs ne disposaient que d' « un vieil atlas de Roumanie imprécis ».



Opération Villages Roumains - BP 53 - Rue Stevin - 1060 Bruxelles 6 - BELGIUM - 3 Juillet 1989 - 1

Province (Judet.) : COVASNA
Commune (Commune) : BRETCU

BRETCU

La commune de Bretcu compte 3 villages : Bretcu (chef-lieu), Martanus et Oituz. Elle est située au nord-est de la province de Covasna et jouxte, à l'est, les provinces de Bacau et de Vrancea. La province de Covasna où se situe Bretcu compte une "minorité" hongroise d'environ 78%.
Entre les Monts Nemirei et Vrancei, au nord-est de la dépression de Brazov.
Le village de Bretcu se trouve sur la route N11 reliant les villes de Brasov, Tirgu Secuiesc et Gheorghe Gheorghiu-Dej, à environ 16 km de Tirgu Secuiesc. De Bretcu, la route monte dans la montagne vers Gheorghe Gheorghiu-Dej. Parcours pittoresque vers le col de Oituz. Le village se trouve sur le cours du Bretcu, affluent du Rîul Negru, près du Mont Negru (1227m), au pied des montagnes. Bretcu est le terminus du chemin de fer venant de Tirgu Secuiesc.
Vestiges romains et daces. Centre d'exploitation du bois, cette localité est également connue comme centre d'excursions cynégétiques. Les cerfs et les ours des Carpates hantent les vastes forêts des montagnes environnantes.

Merci de nous faire parvenir vos informations sur Bretcu.

Adopté par - Adopted by CUCURON
M. FAUQUE — Mairie de Cucuron (Vaucluse)
84160 — CUCURON — FRANCE — 90 772201

MARTANUS

Voir Bretcu.
Ce village, le seul de l'entité de Bretcu à être situé dans la plaine, est situé à 3 km au sud-ouest de Bretcu, sur le cours du Martanus affluent du Rîul Negru.

Adopté par - Adopted by
M.

OITUZ

Voir Bretcu.
Ce village est situé à 12 km au nord-est de Bretcu, sur le cours de l'Oituz. Près du col du même nom (956 m) qui redescend vers le bassin de Brasov et Bretcu. Village de montagne, centre d'exploitation et d'industrialisation du bois. Présence de massifs de sel.

Adopté par - Adopted by YVONAND
M. A. JACCARD — Mairie de Yvonand (Vaud)
1462 — YVONAND — SUISSE — 24 311122

Source : Coordination OVR Bruxelles

Doc. 10 – Exemple de fiche présentant une commune roumaine et ses villages, attribués à des communes occidentales différentes

Il y eut des doubles attributions ; d'autres villages n'ont pas eu de partenaire ; certaines communes roumaines ont vu leurs différents villages attribués à des communes occidentales différentes, provenant aussi de pays différents (Cf. Doc. 10). Mais, de façon générale, si on se base sur les différentes affirmations

(12) Cf. BERINDEI Mihnea, « Un elan de solidaritate europeană fără precedent », *Revista 22*, *op. cit.*

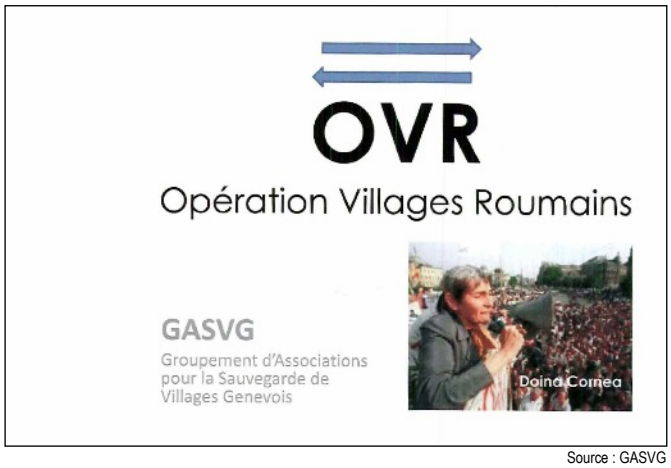
(13) Cf. BERINDEI Mihnea, « Un elan de solidaritate europeană fără precedent », *Revista 22*, *op. cit.*

de Paul Hermant et de Mihnea Berindei, les attributions se sont faites de façon assez proportionnées malgré tout.

Les fiches envoyées aux communes occidentales (14) comportaient le nom du *județ*, de la commune et du/des village(s) attribué(s). Des renseignements précis étaient fournis sur la région considérée, tant dans les domaines physiques que sociaux, humains et économiques, les différents éléments du patrimoine culturel, et si le village était menacé de destruction imminente ou si celle-ci avait déjà commencé.

Les autorités communales avaient donc en main les coordonnées nécessaires pour agir – réagir, en fait – de la façon la plus adéquate possible, en fonction de leur personnalité et de leur degré de conscientisation.

En Suisse, dans la région genevoise, la réaction a d'abord été collective avant d'être individuelle. Car les communes se sont fondues dans une action proposée par le GASVG (Groupement d'Associations pour la Sauvegarde de Villages Genevois), une structure de la scène genevoise qui a proposé d'adopter un village menacé par la systématisation, après s'être associée au mouvement de coordination suisse Opération Villages Roumains (Cf. Doc. 11). Dans la lettre envoyée à ses membres pour leur annoncer cette association avec OVR, on précise: « *Vous trouverez, en annexe, copie de la lettre que nous avons adressée aux 45 communes genevoises pour les informer de notre action. Nous joignons également quelques exemplaires de la lettre pétition que vous voudrez bien compléter selon le modèle joint et faire signer le plus largement possible avant de l'adresser à vos autorités communales. (…)* » (15)



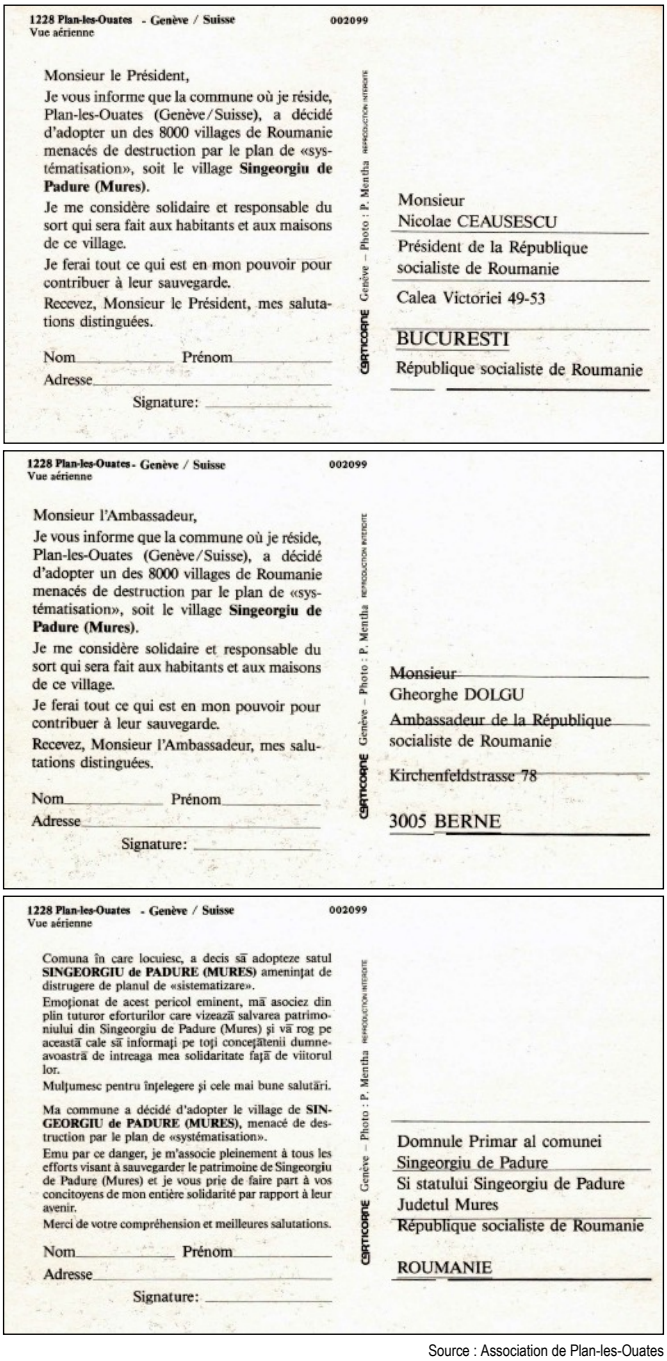
Source : GASVG

Doc. 11 – Première page d'un document agrafé présentant les actions du GASVG avec la première coordination OVR en Suisse

(14) Dans le cas de la commune de Brețcu, présenté dans le Doc. 10, un des villages n'a pas été attribué ; les deux autres l'ont été à des communes de pays différents. (Document original conservé aux archives de la commune d'Yvonand)

(15) Document de 14 pages, sans date, intitulé « OVR Opération Villages Roumains - GASVG Groupement d'Associations pour la Sauvegarde de Villages Genevois ».

Le texte de la pétition est similaire à celui qui avait été proposé par la Coordination OVR de Bruxelles. Et, comme suggéré aussi dans les « 60 actions pour sauver les villages roumains », certaines communes ont produit leur(s) propre(s) carte(s) postale(s), personnalisant le texte et/ou la photo du recto. Les textes de protestation étaient souvent les mêmes pour les cartes envoyées au président Nicolae Ceauşescu et à l'ambassadeur de Roumanie en Suisse. Par contre, ils étaient beaucoup plus empathiques et chaleureux lorsqu'ils étaient adressés au maire de la commune roumaine du village adopté.


1228 Plan-les-Ouates - Genève / Suisse 002099
Vue aérienne

Monsieur le Président,
Je vous informe que la commune où je réside, Plan-les-Ouates (Genève/Suisse), a décidé d'adopter un des 8000 villages de Roumanie menacés de destruction par le plan de «systématisation», soit le village **Singeorgiu de Padure (Mures)**.
Je me considère solidaire et responsable du sort qui sera fait aux habitants et aux maisons de ce village.
Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour contribuer à leur sauvegarde.
Recevez, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Nom Prénom
Adresse
Signature:

CARTICORPE Genève – Photo : P. Mentha REPRODUCTION INTERDITE

Monsieur
Nicolae CEAUSESCU
Président de la République socialiste de Roumanie
Calea Victoriei 49-53
BUCURESTI
République socialiste de Roumanie

1228 Plan-les-Ouates - Genève / Suisse 002099
Vue aérienne

Monsieur l'Ambassadeur,
Je vous informe que la commune où je réside, Plan-les-Ouates (Genève/Suisse), a décidé d'adopter un des 8000 villages de Roumanie menacés de destruction par le plan de «systématisation», soit le village **Singeorgiu de Padure (Mures)**.
Je me considère solidaire et responsable du sort qui sera fait aux habitants et aux maisons de ce village.
Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour contribuer à leur sauvegarde.
Recevez, Monsieur l'Ambassadeur, mes salutations distinguées.

Nom Prénom
Adresse
Signature:

CARTICORPE Genève – Photo : P. Mentha REPRODUCTION INTERDITE

Monsieur
Gheorghe DOLGU
Ambassadeur de la République socialiste de Roumanie
Kirchenfeldstrasse 78
3005 BERNE

1228 Plan-les-Ouates - Genève / Suisse 002099
Vue aérienne

Comuna în care locuiesc, a decis să adopteze satul **SINGEORGIU de PADURE (MURES)** amenințat de distrugere de planul de «sistematizare».
Emoționat de acest pericol eminent, mă asociez din plin tuturor eforturilor care vizează salvarea patrimoniului din Singeorgiu de Padure (Mures) și vă rog pe această cale să informați pe toți concetățenii dumneavoastră de intreaga mea solidaritate față de viitorul lor.
Mulțumesc pentru înțelegere și cele mai bune salutări.

Ma commune a décidé d'adopter le village de **SINGEORGIU de PADURE (MURES)**, menacé de destruction par le plan de «systématisation».
Emu par ce danger, je m'associe pleinement à tous les efforts visant à sauvegarder le patrimoine de Singeorgiu de Padure (Mures) et je vous prie de faire part à vos concitoyens de mon entière solidarité par rapport à leur avenir.
Merci de votre compréhension et meilleures salutations.

Nom Prénom
Adresse
Signature:

CARTICORPE Genève – Photo : P. Mentha REPRODUCTION INTERDITE

Domnule Primar al comunei
Singeorgiu de Padure
Si statului Singeorgiu de Padure
Judetul Mures
République socialiste de Roumanie
ROUMANIE

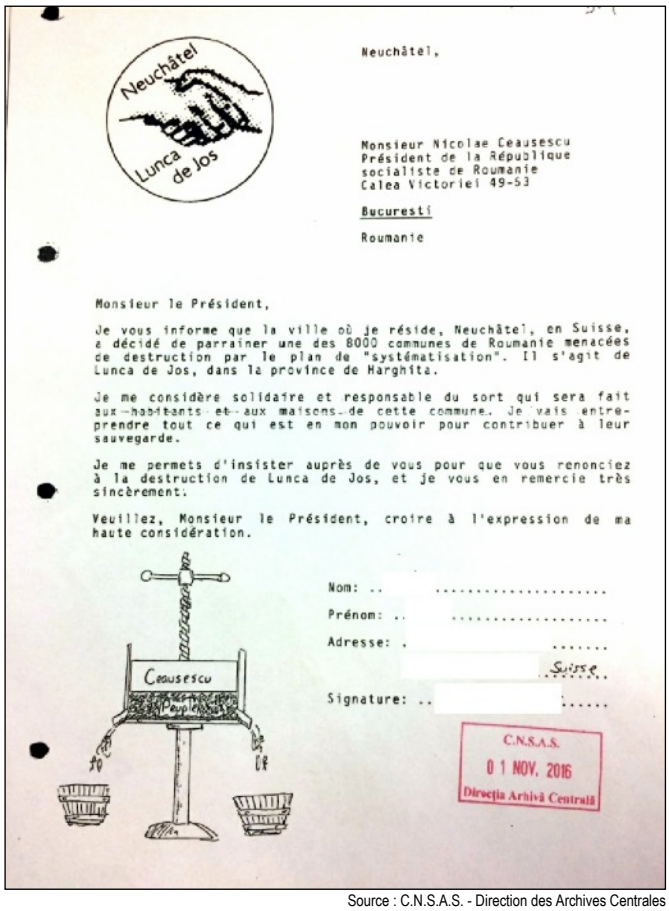
Source : Association de Plan-les-Ouates

Doc. 12 – Versos de la carte postale personnalisée confectionnée par la commune de Plan-les-Ouates (GE)

Certains même, comme dans le cas de Plan-les-Ouates, ont également traduit le texte en roumain, pour être sûrs qu'il puisse être compris par les responsables des villages roumains et répercuté auprès des populations (cf. Doc. 12).

Francisc Giurgiu, président d'OVR-RO, a pu consulter les dossiers du *Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate* (CNSAS, Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității), le 1er novembre 2016, et y a découvert un document particulièrement virulent contre la politique de systématisation. Il est on ne peut plus explicite par le dessin représenté ! Nous le reproduisons, car il constitue un véritable document historique, mais nous avons occulté le nom de la personne concernée, car nous ne sommes pas parvenus à la contacter et à obtenir son accord pour la publication (cf. Doc. 13).

Le propos n'est pas de rappeler tout ce qui a été fait par les uns et par les autres, mais de signaler à quel point la réponse des autorités communales a été positive et de mentionner l'engagement effectif des citoyens de base, face à ce qui a été perçu – à juste titre – comme une atteinte inadmissible à la personnalité et à l'identité individuelle et collective des habitants des villages roumains.


Neuchâtel
Lunca de Jos

Neuchâtel,

Monsieur Nicolae Ceausescu
Président de la République
socialiste de Roumanie
Calea Victoriei 49-53

București

Roumanie

Monsieur le Président,

Je vous informe que la ville où je réside, Neuchâtel, en Suisse, a décidé de parrainer une des 8000 communes de Roumanie menacées de destruction par le plan de "systématisation". Il s'agit de Lunca de Jos, dans la province de Hargnita.

Je me considère solidaire et responsable du sort qui sera fait aux habitants et aux maisons de cette commune. Je vais entreprendre tout ce qui est en mon pouvoir pour contribuer à leur sauvegarde.

Je me permets d'insister auprès de vous pour que vous renonciez à la destruction de Lunca de Jos, et je vous en remercie très sincèrement.

Veuillez, Monsieur le Président, croire à l'expression de ma haute considération.

Nom: ..
Prénom: ..
Adresse: .
Suisse
Signature: ..

Ceausescu
Peuple

C.N.S.A.S.
01 NOV. 2016
Direcția Arhivă Centrală

Source : C.N.S.A.S. - Direction des Archives Centrales

Doc. 13 – Exemple de lettre de protestation personnalisée, envoyée par un habitant de la ville de Neuchâtel
(La partie supérieure du document reçu manque)

Toutes les personnes qui ont jeté un regard sur les fondements du mouvement Opération Villages Roumains se sont plu à le rappeler : OVR est avant tout une réaction citoyenne d'opposition face à un régime, en le manifestant à ses autorités et en prenant directement contact avec les personnes qui en subissaient les conséquences.

Francisc Giurgiu n'a eu de cesse de le rappeler à chacune de ses interventions dans le cadre d'OVR, que ce soit au niveau international ou des différentes coordinations nationales. Il a été très clair sur le sujet quand, lors des manifestations du 20e anniversaire, il affirmait : « *L'OVR a été le premier promoteur de la formation de la société civile dans le village et dans la commune (…), l'initiateur de comités locaux et, plus tard, d'associations et de fondations juridiques créés en vertu de la législation de l'époque. Si jusqu'à l'an 2000, il n'y avait pas eu de discussion sur les conditions et les données concrètes relatives à l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, OVR a permis à plus de 100 000 personnes des villages et des communes de Roumanie de se connaître et d'être en contact avec les réalités et les démocraties occidentales. Concrètement, elle a été le facteur mobilisateur de la construction de l'Europe de bas en haut, tenant compte du fait que plus de 50% de la population de la Roumanie est en milieu rural. Le travail de fourmi, l'effet boule de neige et le concept d'OVR ont permis le rapprochement entre les citoyens de l'Union européenne, le développement et la consolidation de ces relations, et ont permis de créer un lien solide entre les niveaux locaux et le pouvoir central.* »(16)

M. Dacian Cioloş, ex-ministre de l'Agriculture en Roumanie, et ex-Commissaire européen, est sur la même longueur d'onde, lorsqu'il affirme : *« Au cours de ses 20 ans d'existence, OVR est devenu un symbole, du moins en Roumanie. Un symbole d'engagement, de motivation, d'expression de la démocratie locale à travers des actions concrètes, proches du citoyen, pour et avec le citoyen. Cela a fait beaucoup de bien à la société rurale roumaine, car à l'issue du régime dictatorial, cela a montré que l'Etat central non seulement n'est pas tout puissant, mais qu'on ne peut pas et qu'il ne faut pas lui laisser tout faire. »*(17)

C'est à cette même occasion aussi que le président roumain de l'époque, M. Traian Băsescu, en remerciant *« ceux qui ont initialement fondé l'Opération Villages Roumains, destinée à sauver le village roumain du désastre planifié avec tant de méticulosité, au nom du progrès, par un Etat totalitaire se trouvant sur le seuil de sa décomposition »*, faisait aussi remarquer que : *« A 20 ans de sa fondation, Opération Villages*

(16) Cf. GIURGIU Francisc, « Un elan de solidaritate care rezistă timpului – Un élan de solidarité qui résiste au temps », texte bilingue paru in : *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 2-3.

(17) Cf. CIOLOŞ Dacian, « Viitorul dinamicii locale în mediul rural românesc. O oportunitate pentru rețeaua OVR ? – L'avenir de la dynamique locale dans le rural roumain. Une opportunité pour le réseau OVR ? », texte bilingue paru in : *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 38-41. Pour l'extrait cité : p. 39.

Roumains a été et reste un exemple éloquent, de par l'ampleur et la force des projets nés dans la conviction. Cette main tendue à la nation roumaine, à une époque de terrible menace par rapport à notre identité, a contribué à la manière par laquelle nous nous percevons et gardons nos propres traditions. La démarche internationale consacrée au village roumain a revitalisé l'espace rural, l'a remis au centre de l'attention par la diversification de son potentiel réel, sauvant des vies humaines d'une existence déroutante, encourageant les institutions locales à édifier leurs propres repères vers une reconstruction future. » (18)

Ce qui est symptomatique dans tous ces textes est le fait que l'on met l'accent sur le rôle citoyen joué par OVR, plus que sur sa phase humanitaire qui a succédé. Cette importance de perception de la question de fond correspond bien aussi à l'ordre chronologique de l'évolution des différentes phases d'OVR. Car, s'il y a bien eu une phase d'assistance humanitaire, suivie par une phase de coopération au développement des villages parrainés, le point de départ d'OVR – le 22 décembre 1988 – est bien une révolte indignée qui a conduit à un mouvement d'opposition politique contre un déni de démocratie, contre un système qui voulait écraser la société en supprimant ses valeurs sociales, économiques et culturelles par un ethnocide, comme on a pu le voir dans les différents documents présentés ci-avant. La phase humanitaire n'a débuté qu'un an plus tard, après la « révolution » roumaine et la chute de Ceauşescu – le 22 décembre 1989 (jour de la fuite de Nicolae et Elena Ceauşescu, selon la version officielle) –, parallèlement aux différents « Ateliers de la Démocratie » conduits par OVR, qui allaient se mettre en place, pour sensibiliser les Roumains aux approches et au fonctionnement de la démocratie de base, thèmes qui étaient nouveaux pour eux.

Durant toute cette première année, comme l'a rappelé Mihnea Berindei, *« la vérité est que le succès d'OVR (…) a surpris et dépassé tout le monde. Au début, l'impact médiatique était inattendu : des dizaines d'articles de presse, des émissions de radio et de télévision. Et l'intérêt n'a pas diminué au cours des semaines et des mois à venir : des centaines d'articles dans la presse locale et nationale, souvent repris et amplifié par la radio et la télévision, qui couvraient les événements dans les villages et les villes lors de l'adoption des villages roumains. »* (19)

Il faut dire que la lettre ouverte de Doina Cornea à Ceauşescu, remise à Josy Dubié, lors de son séjour en Roumanie en 1988 – et dont il avait parlé dans son reportage qui stigmatisait la politique de systématisation, « *Roumanie, le désastre rouge* » –, avait déjà été lue sur les ondes de *Radio Europa Liberă* près d'un an plus tôt, en septembre 1988. Tous le médias ont toujours assuré une large couverture des différentes actions et interventions d'Opération Villages Roumains. L'OVR s'est donc toujours adressé à un public informé et sensibilisé. C'est sa force !

Et l'incrédulité du début a fait place à l'évidence : le courant est passé. La mobilisation et l'engagement citoyen, individuel ou collectif, ont permis la défense d'une cause juste : un cause citoyenne, celle de la « cité » au sens large, celle de la politique au sens noble du terme (20).

Les différences de mentalité étaient énormes entre les uns et les autres. De plus, *« il ne faut pas oublier que pendant presque cinquante ans l'étranger avait été, pour la propagande officielle, le Diable lui-même. (…) Et pourtant, c'est là le miracle : l'improbable dialogue a eu lieu ! »* a constaté l'écrivain et académicien roumain Marian Papahagi (21). Ce qui a été à la base de ce mouvement citoyen ne peut s'effondrer, car il s'agit essentiellement de la richesse des relations entre des « citoyens de base ».

Mihnea Berindei, qui a toujours le sens de l'essentiel, résume la caractéristique du mouvement par cette formule lapidaire : *« L'initiative OVR consiste (…) à associer des citoyens qui, par leurs actions, déterminent une intervention politique des communes dans les relations internationales. »* (22)

La dimension humaine doit toujours primer sur les autres lorsqu'il est question de communautés sociales et économiques, et les villages en sont les tout premiers noyaux. C'est là qu'OVR a toujours été présent et actif. C'est là aussi sa force !

Hubert ROSSEL

(18) Cf. BĂSESCU Traian, « Message du Président roumain à l'occasion de l'anniversaire des 20 ans du lancement de l'OVR », texte bilingue paru in : *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, 5-6.

(19) Cf. BERINDEI Mihnea, « Un elan de solidaritate europeană fără precedent », *Revista 22*, *op. cit.*

(20) En grec classique, la *cité* se dit « polis, politis ».

(21) Cette affirmation est tirée d'un texte écrit en français, le 22 février 1990, par l'écrivain et académicien roumain Marian Papahagi. Nous ignorons le but dans lequel ces quelques mots ont été écrits par ce critique littéraire, essayiste et traducteur roumain, ancien directeur de l'Académie roumaine à Rome. Mais ces réflexions reflètent parfaitement l'étonnement de certains intellectuels roumains face au mouvement naissant de l'OVR. C'est en visitant les archives du *Mundaneum*, à Mons, que Francisc Giurgiu a pu obtenir un exemplaire (à double) du document, publié dans : *Le Réseau*, N° 34, avril 2009, p. 5.

(22) Cf. BERINDEI Mihnea, « Un elan de solidaritate europeană fără precedent », *Revista 22*, *op. cit.*

Ana Blandiana

Poésie - Engagement - Mémoire

Le passage à l'heure d'hiver est aussi le moment de l'année où le *Souvenir* se manifeste à tous les niveaux, et plus particulièrement en cette année 2018. S'il est une personnalité qui a œuvré à maintenir la mémoire du passé douloureux de son pays, c'est bien cette poétesse emblématique d'une Roumanie qui se bat pour le respect de la vérité, de la probité et de l'éthique. Pour y parvenir, il faut savoir ce qui s'est passé et surtout ne pas oublier. C'est dans ce but qu'Ana Blandiana et son mari, Romulus Rusan, ont travaillé à différents niveaux pour construire des lieux de souvenirs.

Ana Blandiana, de son vrai nom Otilia Valeria Coman, est née en 1942 près de Timişoara. Son père Gheorge (1915-1964) était pope et a passé plusieurs années dans les prisons communistes. Il a été tué dans un accident quelques semaines après une amnistie générale. Sa mère, Otilia Diacu, était comptable. Sa sœur Geta naît en 1947. Otilia épouse l'écrivain Romulus Rusan en 1960.

Très tôt exposée aux *diktats* du régime, Otilia Valeria Coman écrit sous le nom de plume d'Ana Blandiana, pseudonyme qui vient du nom du village de Blandiana dans le *județ* d'Alba où était née sa mère.

Poésie et engagement

Après ses débuts dans la *Tribuna* en 1959, où elle signe pour la première fois du nom d'Ana Blandiana, elle est publiée dans l'anthologie « *30 de poeți tineri* » (30 jeunes poètes).

Poétesse, essayiste et figure politique engagée dès sa jeunesse, elle fut dénoncée comme « fille d'un ennemi du peuple » après la publication de son premier poème et est empêchée de s'inscrire à la Faculté pendant quatre années de suite, une conséquence des persécutions subies par son père. Après cette interdiction imposée par le régime communiste, elle se réinscrit en 1963 à la faculté de Philologie de Cluj et obtient son diplôme universitaire en 1967. De 1968 à 1973, elle publie régulièrement dans les revues littéraires *Contemporanul* et *România literă*. En 1964, elle publie son premier recueil de poèmes au titre annonciateur de ses engagements futurs : *La première personne du pluriel (Persoana întâia plural)*.

Hibernation

N'écoute pas mes frères, ils dorment,
Ils ne comprennent pas les mots qu'ils crient,
Alors qu'ils hurlent comme des bêtes consentantes
Leur âme rêve des ruches d'abeilles
Et nage dans des graines.

Ne maudis pas mes frères, ils dorment,
Ils se sont vêtus de sommeil comme d'une peau d'ours,
Qui les garde cruelle et pesante en vie,
Au milieu du froid dépourvu de sens
Et de fin.

Ne juge pas mes frères, ils dorment,
Rarement l'un d'entre eux est envoyé pour veiller
Et s'il ne revient pas, cela veut dire qu'il a disparu,
Qu'il fait encore froid et nuit
Et que le sommeil continue.

N'oublie pas mes frères, ils dorment,
Et en sommeil ils procréent et élèvent des enfants
Qui s'imaginent que la vie est sommeil et, pressés,
Ils ont hâte de se réveiller
Dans la mort.

(in : *L'œil de cigale,* 1981)

Durant les années 80, ses publications sont refusées partout à cause de ses idées dissidentes.

En 1981, elle publie tout de même le poème *Hibernation (Hibernare)* pour évoquer le sentiment d'inertie de ses contemporains. Et en 1984, elle publie le poème *Je crois (Eu cred)*, qui lui valut les foudres du régime.(1)

Ana Blandiana a été très tôt en butte à la censure, mais a persisté dans sa volonté d'écrire en restant dans son pays, exilée de l'intérieur. « Dès le premier recueil, publié en 1964, sa poésie a connu un succès d'autant plus grand qu'elle correspondait à l'état d'esprit et à la sensibilité de lecteurs qui ne pouvaient complètement étouffer leurs interrogations existentielles sous les diktats du régime. Depuis 1990, son œuvre s'est largement étoffée, et elle est considérée comme l'un des auteurs les plus marquants de la Roumanie contemporaine. Autant dire que toute traduction publiée en France contribue à rendre justice à une œuvre qui mérite d'être reconnue internationalement. » (Jean-Pierre Longre)(2)

Les événements de 1989 l'amènent à assumer un rôle politique et elle est élue au Conseil de Salut national, dont elle démissionne rapidement, car elle ne pouvait pas souscrire à la philosophie néocommuniste du nouveau pouvoir en place.

(1) *La pierre et le sel*, actualité et histoire de la poésie, https://pierresel.typepad.fr/la-pierre-et-le-sel/2013/06/ana-blandiana-une-lumi%C3%A8re-dans-les-t%C3%A9n%C3%A8bres.html

(2) LONGRE J.-P., introduction du recueil *Ma Patrie*, Black Herald Press, 2018, https://blackheraldpress.wordpress.com/books/ma-patrie-a4-anablandiana/

« Interdite pendant le régime communiste, elle est aujourd'hui devenue un symbole de la résistance pour une jeunesse en colère. Présente lors des manifestations, Ana Blandiana ne s'est pas coupée de la réalité de son pays, qu'elle n'a jamais quitté. Elle tente, pour paraphraser Albert Camus, un autre grand résistant des mots, d'empêcher « que le monde ne se défasse » à défaut de pouvoir le changer. » (3)

Ana Blandiana est membre de l'Académie roumaine et ses œuvres sont traduites dans de nombreuses langues, dont le français. Elle participe régulièrement à des manifestations littéraires internationales où elle est connue en tant que poétesse, mais aussi écrivaine, essayiste et journaliste. Elle est également auteure de littérature pour la jeunesse.

Pour comprendre toute la portée de son œuvre, il est indispensable de souligner cet autre aspect de sa personnalité et de sa vie, à savoir tout l'engagement dans la réflexion, l'analyse et les prises de position vis-à-vis de la vie de la société et de la vie politique.

En 1990, après la chute du régime communiste, Ana Blandiana et son mari sont parmi les membres fondateurs de l'*Alliance civique (Fundația Academia Civică)*, une ONG roumaine travaillant à effacer les séquelles du communisme, un maillon essentiel dans la vie civile après la chute de la dictature. Chevilles ouvrières de cette ONG, ils se sont consacrés à donner une voix à la société civile, en formulant et défendant les critères d'une véritable démocratie. Ils travaillent activement à la création d'un lieu de mémoire des victimes de la dictature. Le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance* est un projet conçu et administré par la *Fundația Academia Civică*. Ce mémorial comprend le *Musée de Sighet,* dans l'enceinte du sinistre pénitencier, et le *Centre International d'Etudes sur le Communisme en Roumanie*, dont le siège se trouve à Bucarest, et que Romulus Rusan a dirigé jusqu'à sa mort en 2016. A ce titre, il a joué un rôle capital dans la découverte, la collecte, le dépouillement, l'étude, la communication de dizaines de milliers de documents et les milliers d'heures d'enregistrement de témoignages oraux concernant les victimes du régime communiste en Roumanie. (4)

Je crois

Je crois que nous sommes un peuple végétal,
Comment expliquer autrement le silence
Dans lequel nous attendons l'effeuillage ?
D'où vient le courage
De glisser sur le toboggan du sommeil
Jusqu'au tunnel de l'au-delà
Avec la certitude
Que nous serons capables
De renaître ?
Je crois que nous sommes un peuple végétal,
Qui a jamais vu un arbre
S'insurger ?

(in : revue *Amphithéâtre,* 1984)

Sighet : le « Mémorial de la répression, de la résistance et des victimes de l'Etat communiste » (5)

Premier mémorial dédié aux victimes du communisme dans le monde, il a été retenu en 1998 par le Conseil de l'Europe parmi les trois premiers lieux de mémoire européenne, avec *Auschwitz* et le *Mémorial de la paix à Caen*. Institut de recherche, de muséographie et d'enseignement, le *Centre International d'Etudes sur le Communisme (CIEC)* a suscité et présidé l'ouverture du Musée de Sighet, qu'il continue de parrainer. Le CIEC a d'abord élaboré des projets d'histoire orale, tout en mettant parallèlement en place un programme visant la collecte de documents, de photographies et d'objets qui puissent servir à l'aménagement, sur l'emplacement des anciennes cellules de la prison, des plus de 50 salles du musée.

http://sighet.ro/wp-content/uploads/2011/01/memorial_sighet_1640_b-1.jpg

Le groupe statuaire à l'entrée du Musée du Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance

Sighet, une prison de triste mémoire, où dès l'après-guerre, furent enfermées, torturées et affamées de nombreuses personnalités politiques et religieuses, des artistes et des intellectuels pour s'être opposées au régime communiste instauré dès 1945. Historiens, politiciens, journalistes, économistes, prêtres y arrivaient par centaines, souvent sans même être passés par la case du tribunal. Un système criminel qui a éliminé, à Sighet,

(3) RATEAU Grégory, « Ana Blandiana. "La liberté de la parole a diminué de son importance" », interview, *Le Petit Journal*, Bucarest, 9 octobre 2018, https://lepetitjournal.com/bucarest/communaute/ana-blandiana-la-liberte-de-la-parole-diminue-de-son-importance-241416

(4) « Une triste nouvelle de Roumanie : la disparition de l'écrivain Romulus Rusan », *Francopolis*, Actu : janvier 2017, http://www.francopolis.net/langue2/langue-Rusan-Janv2017.html

(5) CRĂCIUN Andrei, « Alături de cel de la Auschwitz, Memorialul de la Sighet este printre cele mai dramatice din Europa » [Avec celui d'Auschwitz, le mémorial de Sighet est l'un des plus dramatiques d'Europe], *Evenimentul Zilei*, Bucureşti, repris in : « Auschwitz, Caen… et Sighet », *Courrier International*, Paris, 8 octobre 2008, https://www.courrierinternational.com/article/2008/10/08/auschwitz-caen-et-sighet

http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2009/05/muzeu_etaj1_53_53.jpg

Objets confectionnés par des prisonniers avec des outils improvisés pour garder une certaine vie intellectuelle (Salle 53)

https://adevarul.ro/assets/adevarul.ro/MRImage/2013/03/04/5134dedd00f5182b85ca9731/646x404.jpg

Pour Ana Blandiana, poésie et engagement ont toujours été de pair depuis sa jeunesse

en seulement quelques années (1950-1955), presque toute l'élite artistique et intellectuelle de la Roumanie d'alors.

L'exposition évoque le quotidien des détenus, l'histoire du communisme, la résistance et la dissidence. Chaque cellule de la prison est devenue une pièce du musée où chacune évoque un thème particulier relatif à cette période. Au sous-sol, les noms des 8 000 personnes décédées dans les prisons communistes roumaines sont gravés sur les murs. Les victimes mortes dans ce pénitencier sont enterrées à proximité, dans le *Cimetière des Pauvres*, dans un espace conçu comme la carte du pays.

Depuis 1998, chaque année, une *Ecole d'été* est organisée au *Mémorial des victimes du communisme et de la résistance* de Sighet. Les 100 élèves qui y participent (âgés de 14 à 18 ans) ont l'occasion de discuter de thèmes comme l'extrémisme, les intervenants politiques ou la résistance anticommuniste, en présence d'invités connus comme résistants, historiens du communisme, chercheurs ou autres personnalités engagées dans la défense de la liberté et des droits humains.

Quand, en 1993, Ana Blandiana et son mari lancent cette idée de lieu de mémoire collective, leur credo se retrouve dans cet entretien :

« Nous avons l'obligation de conserver la mémoire de ce qui s'est passé. La devise du Mémorial de Sighet est inscrite sur le fronton du musée : ***"Là où la justice n'aboutit pas à une forme de mémoire, la mémoire seule peut être une forme de justice".*** *En sachant, en nous remémorant, nous remplissons un devoir d'honneur vis-à-vis de nos prédécesseurs dans les idéaux desquels nous croyons. Cultiver cette mémoire est même, je crois, une forme suprême de tolérance chrétienne, et en même temps, une manière de suppléer à l'indifférence des autorités. Rien n'est plus important pour un chrétien que le pardon, mais pour pardonner, il faut savoir ce que l'on pardonne, et pour cela, il faut découvrir ce qui s'est passé. Je considère que c'est cette attitude que nous devons avoir envers le passé. C'est une forme de liberté spirituelle maximale et en même temps, de responsabilité spirituelle. (…) Plus nous nous efforcerons à découvrir la vérité, plus nous serons libres. »* (6)

L'espace d'exposition du *Mémorial Sighet* à Bucarest

A partir du 9 mai 2013, le *Mémorial de Sighet* s'est doté d'un « ambassadeur » à Bucarest. Il s'agit de l'espace permanent d'exposition, intitulé *La mémoire en tant que forme de justice*, situé au *66, rue Jean-Louis Calderon,* où l'on présente, pour les habitants et les visiteurs de la capitale, un petit échantillon du *Mémorial de Sighet*.

S'il a fallu plus de vingt ans pour le créer, l'idée de cet espace d'exposition a germé autour des discussions animées sur la nécessité de créer un musée du communisme en Roumanie, afin de raviver la mémoire collective et surtout de faire figurer la connaissance de ce passé dans l'enseignement et la formation de la jeunesse.

Œuvres d'Ana Blandiana traduites en français

- *Clair de mort*, poèmes traduits par Gérard BAYO, éd. Librairie Bleue, Troyes, 1996.
- *L'architecture des vagues*, poèmes traduits par Hélène LENZ, éd. Les ateliers du Tayrac, Saint-Jean-de-Bruel, 1995.
- *Étoile de proie*, poèmes traduits par Hélène LENZ, éd. Les ateliers du Tayrac, Saint-Jean-de-Bruel, 1991.
- *Autrefois les arbres avaient des yeux*, poèmes traduits par Luiza PALANCIUC, éd. Librairie Bleue, Troyes, 2005.
- *Ma patrie,* recueil bilingue, traduit du roumain par Muriel JOLLIS-DIMITRIU, introduction de Jean-Pierre LONGRE, Black Herald Press, avril 2018.

Vera ROSSEL

(6) Romulus RUSAN, extrait d'un entretien de lui et d'Ana Blandiana avec le prêtre Wilhelm Dancă, le 10 décembre 2004, lors de la commémoration du martyre de l'évêque gréco-catholique Anton Durcovici, mort dans la geôle de Sighet, cité in : « Une triste nouvelle de Roumanie : la disparition de l'écrivain Romulus Rusan », *op.cit.*

Les *édito* des N° 64 (avril 2019) et 65 (août 2019)

Mémoire et solidarité active

Il est illusoire de vouloir imaginer des changements rapides après un bouleversement radical dans la gestion d'une société. Mais un regard, avec un recul de 30 ans, permet déjà une certaine prise de conscience historique du chemin parcouru. Cette observation, basée sur le bon sens, s'applique à la société roumaine actuelle, aussi bien qu'à ceux qui l'ont accompagnée et épaulée.

Une solidarité bien comprise, passées les erreurs de jeunesse, repose essentiellement sur l'entraide qui, elle-même, s'appuie sur la responsabilité et la confiance. Honnêteté de la démarche et confiance dans les partenaires peuvent conduire à une collaboration qui favorise un développement personnel et une confiance en soi. A l'échelle d'une communauté, cela permet de se prendre en charge et d'apprendre à se gérer soi-même au niveau individuel et collectif.

C'est bien ce qui se passe dans la société roumaine actuelle quand on voit l'engagement de la société civile à défendre les valeurs de justice et de lutte contre la corruption, à s'opposer au développement d'une société à deux vitesses et de vouloir partir sur d'autres bases que celles qui ont été développées par les générations antérieures. Mais il n'est pas facile d'adopter un nouveau mode de vie dans une société en transition, même (et, peut-être, surtout ?) si on fait partie de la nouvelle génération qui n'a pas connu les événements antérieurs.

Cette réalité est probablement plus vraie encore dans les milieux ruraux, où la disparité socio-économique est plus forte que dans les villes et où les besoins sont plus élémentaires, voire urgents. Plusieurs de nos associations se posent la question de la pertinence de notre action dans les villages, si elle reste identique à ce qu'elle a été. Les besoins ont évolué et changé, même dans les communes rurales, et les possibilités de financement aussi. Certains, comme à Moutier, se demandent même si OVR a encore sa place, prenant conscience que « ces trente années ont permis à nos partenaires roumains d'être debout, responsables et indépendants », surtout s'ils peuvent compter sur un maire particulièrement actif. D'autres, comme à Avully, voyant leurs effectifs diminuer et leurs soutiens financiers fondre progressivement, se posent même la question de la planification éventuelle d'un désengagement progressif, lorsqu'il ne sera plus possible de faire autrement. Alors « resteront les liens d'amitiés, les contacts divers, les visites et les souvenirs d'une aventure commune riche et longue de plusieurs décennies, à l'enseigne de l'humanité et de la solidarité ». Deux réflexions qui présentent des cas bien différents dans des situations spécifiques, mais des cas bien réels qui se posent à nos associations actuelles.

Le temps est venu de redimensionner nos partenariats, d'ajuster la voilure aux nouvelles circonstances et aux nouveaux contextes sociétaux. L'image réciproque des partenaires en relation devrait être renouvelée et les liens de solidarité renforcés. Le partenariat d'action va-t-il évoluer vers un seul partenariat de solidarité ?

30 ans : le temps de la réflexion et de l'engagement réfléchi, assumé dans la dignité.

Hubert Rossel

Et maintenant, quel engagement ?

La progression de notre réflexion, tout au long de cette année jubilaire, nous avait amenés à nous poser la question d'un « engagement réfléchi, assumé dans la dignité » dans le cadre d'un renforcement des liens de solidarité avec nos partenaires. Les formes restent à déterminer et dépendent de chacune de nos associations, de leurs engagements passés, de la réponse de leurs partenaires et de l'évolution des projets. Les deux cas rapportés dans ce numéro (Plan-les-Ouates et « Espoiroumanie ») confirment encore que ces réalités peuvent être bien différentes dans les relations engagées.

La spécificité du mouvement OVR a reposé, dès le début, sur la solidarité, née d'une indignation. Une « solidarité européenne » relevée et appréciée en Roumanie même, par ceux qui se penchent sur le passé récent du pays, mais qui étonne toujours un peu, même une institution comme l'IICCMER (Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain). Le texte du regard roumain sur la naissance d'OVR, que son directeur exécutif nous a permis de publier, est révélateur de l'étonnement suscité par ce « mouvement apparu spontanément, à l'initiative d'un groupe restreint de personnes, qui ont mobilisé leur énergie et leurs compétences, dans un contexte qui a permis une évolution réellement spectaculaire ».

En Roumanie, le sujet n'occupe plus tellement les esprits… quand il est seulement connu par la jeune génération… Peu de personnes sont réellement intéressées par l'histoire récente du pays, si peu connue et appréciée. Sauf, peut-être, si on est directement impliqué par des liens familiaux, qu'on vit hors du pays et recherche à comprendre son passé, à travers des parents qui refusent d'en parler, comme si on en avait honte (cf. le coin bibliothèque). Connaître pour comprendre.

La difficulté de la relève dans des mouvements tels qu'OVR et le non renouvellement par les jeunes générations qui ne se sentent plus, ou moins, concernées par des causes solidaires qui interpellent, peuvent-ils s'expliquer par le fait qu'elles nécessitent des engagements individuels, concrets, dans la durée ?

Une telle mobilisation serait-elle encore possible maintenant ? Peut-on établir un parallèle entre une solidarité, née il y a 30 ans et d'autres causes actuelles européennes (et pas seulement) : migrants, climat, mouvement anti-populisme, etc.? La solidarité est-elle en baisse, quand on voit la frilosité avec laquelle la génération adulte actuelle s'engage par rapport à d'autres crises et d'autres causes ?

En Roumanie, par contre, la société civile – et surtout les jeunes – veut dépasser le clivage de la politique politicienne pour arriver à influencer l'organisation sociétale dans laquelle elle vit (cf. la revue de presse). Sa mobilisation en masse du 26 mai, lors des élections du Parlement européen et du référendum organisé dans le pays, le même jour, sur la réforme controversée du système judiciaire, en est la parfaite illustration.

Il semble qu'on assiste à un recadrage de la notion d'engagement, tant dans sa forme que dans les causes défendues.

Hubert Rossel

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Bientôt 30 ans ! Et après ?

Réflexions de l'association « Avully-Remetea »

En cette année du 30e anniversaire d'OVR, plutôt que de présenter un (nouveau) rappel factuel de l'historique du développement du mouvement, nous avons préféré privilégier le *vécu* de cette création et de cette évolution dans différentes associations locales. Bien sûr, après la phase d'indignation initiale, on va retrouver les trois étapes essentielles passées dans toute association – la phase humanitaire apportant une réponse aux besoins urgents du début, la phase de coopération favorisant un développement de base, et la phase « partenariat » assurant un suivi dans les relations –, mais elles sont incrustées dans des contextes spécifiques bien précis et elles permettent la mise en évidence de la qualité des relations humaines qui se sont progressivement développées.

Les associations qui ont résisté à l'érosion du temps et qui subsistent actuellement doivent cette survie à la franchise, la confiance et l'empathie progressivement développées par et entre les différents partenaires. Le cas repris ci-dessous est révélateur de cette situation ; il est assez représentatif de ces différentes étapes (*). De plus, les questions posées à la fin de ces réflexions sont celles que toute association actuelle devrait se poser quant à son avenir. Comment durer sans se rendre indispensable ? Comment assurer une survie de l'action avec des effectifs moins nombreux ? Comment s'assurer du maintien de l'acquis là-bas en n'étant plus présent sur place en tant qu'association ?…

De la richesse humaine des relations engagées dépendra la survie collective des actions entreprises.

La Rédaction

A la fin de l'hiver 1989, le Conseil municipal d'Avully décidait d'adhérer à l'Opération Village Roumain (OVR), un mouvement citoyen né en Belgique et destiné à s'opposer à la destruction totale programmée par l'Etat roumain d'un grand nombre de villages et hameaux de ce pays. Les villes, villages et communes d'Europe étaient appelées à adopter une localité roumaine et le Secrétariat international d'OVR attribua à la commune d'Avully le village transylvain de Remetea, *Gyergyóremete* en hongrois. La commune de Remetea comprenait trois autres hameaux, dont deux adoptés par des villages belge et français. C'est ainsi qu'Avully se retrouva « parrain » d'un village inconnu figurant sur la liste des localités menacées, avec pour charge de transmettre aux diverses autorités roumaines concernées, ainsi qu'à la population de Remetea, sa vive désapprobation face à ce qui se profilait comme un génocide culturel majeur. En effet, l'objectif officiel annoncé était de transférer les populations rurales touchées par ces destructions dans des centres agro-industriels, en fait de petites villes, où elles auraient certes bénéficié d'un cadre de vie moderne mais perdu d'un seul coup, sans l'avoir demandé, tous leurs repères, ainsi que leurs modes de vie traditionnels. Il est vrai que l'état de développement des campagnes roumaines, en 1989, ressemblait fort à celui de nos villages septante ans plus tôt : eau courante et assainissements inexistants, routes asphaltées rares et délabrées, lignes téléphoniques réservées aux mairies, postes de police, dispensaires, entreprises d'Etat, à certaines écoles et à quelques rares privilégiés, membres du tout puissant parti communiste roumain. La mécanisation agricole était de piètre qualité et réservée aux coopératives étatiques, sinon, traction animale, sur les routes comme dans les champs. Le

https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f8/Remeteahr1.jpg

Vue du village de Remetea/Gyergyóremete, en face de Ditrău/ Ditró, sur les hautes terres du nord-ouest du *județ* de Harghita

(*) Pour les lecteurs qui veulent retrouver l'évolution de l'association Avully-Remetea de façon plus profonde et dans la durée, voir les différents articles parus dans *Le Réseau* : N° 29, mars 2007, 6-7 ; N° 36, décembre 2009, 6-7 ; N° 55, avril 2016, 4-5. [Ndlr]

pays méritait bien d'être modernisé mais la potion, non dénuée d'arrière-plans politiques et policiers, était d'une radicalité particulièrement brutale.

Et c'est ainsi que les autorités communales, l'école d'Avully et un certain nombre d'habitants prirent leur plume et leurs crayons de couleur, qui pour adresser au président Ceauşescu et au gouverneur de la province de Harghita des messages de protestation et d'indignation, qui pour transmettre à la mairie de Remetea et à l'école du village le soutien des Avulliotes et tenter d'établir une correspondance. Ce sinistre projet, baptisé plan de systématisation, fut bien mis en route mais le régime, ébranlé par l'écho international de l'OVR et par des pressions politiques souterraines, s'écroula moins d'une année plus tard, à la faveur d'un coup d'Etat camouflé en révolution populaire. A moins que ce soit du fait d'une révolution populaire récupérée par un coup d'Etat !

Le rideau de fer qui séparait l'Europe en deux blocs antagonistes s'écroulant lui aussi, il devint possible à ceux des « parrains » qui le souhaitaient de rendre visite à leur « filleul ». En découvrant la réalité de la vie sur place, l'état sanitaire et social du pays, une majorité d'entre eux, dont la commune d'Avully, décida de transformer l'engagement initial, purement moral, tout d'abord en une aide de type humanitaire, puis en une démarche d'aide au développement. Ceci dans le but d'accompagner les localités roumaines dans leur désir de se rapprocher des standards de vie de l'Europe occidentale. De nombreux transports de matériel (médicaments, habits, chaussures, fournitures scolaires et sportives, etc.) furent organisés, des voyages permirent à des Roumains de visiter leurs parrains de l'Ouest, à des Belges, Français, Suisses et autres de se rendre en Roumanie et, ensemble, de penser puis de mettre en œuvre des projets adaptés aux besoins des uns et aux moyens des autres. Dans un esprit de partenariat.

C'est ainsi qu'un engagement citoyen transeuropéen sans visée à long terme ni projet particulier participa à la chute d'un régime qui semblait solidement implanté, accompagna la fin de la division de l'Europe et de la guerre froide et permit, entre nos villes et villages, le début d'aventures humaines qui durent, pour certaines, depuis bientôt trente ans. La distance, les différences de langues, de cultures et d'Histoires, rien ne laissait entrevoir l'établissement de liens durables et si, dans de nombreux cas, les liens s'effilochèrent, puis se rompirent, pour d'autres, comme Avully et Remetea, la relation, tout en évoluant, est restée solide. Nos moyens étant limités, en comparaison de ceux d'autres partenaires suisses et genevois, nos objectifs se devaient d'être raisonnables. Assez vite, l'idée fut d'investir dans un ou des projets susceptibles de survivre à la fin de notre engagement, de viser à leur autonomie. Il y eut la création d'une fondation, la *Fondation Avully-Remetea*, principalement active dans les domaines culturels et sportifs, para- et périscolaire. Puis celle d'une association, *ProCsutakfalva (Csutakfalvaért)*, destinée à dynamiser la vie sociale d'un quartier périphérique et défavorisé du village, *Csutak*. C'est aujourd'hui notre principal axe d'engagement et d'investissement, la fondation étant totalement autonome et se contentant d'un soutien financier réduit.

Vital Dorsaz

Des activités parascolaires sont fréquemment organisées pour les enfants du village

Vital Dorsaz

Exposition artisanale devant la grange rénovée et transformée en lieu de rencontre et d'animation

Vital Dorsaz

Intérieur du centre de rencontre pendant l'exposition artisanale dans le quartier périphérique de *Csutakfalva*

Vital Dorsaz

La culture s'exprime aussi par de nombreuses danses traditionnelles

A l'approche du jubilé des trente ans, que nous souhaitons fêter cet été à Remetea (...), bien conscients que nos rangs s'éclaircissent d'année en année et que le soutien financier de la commune d'Avully ne pourra être reconduit éternellement, nous regardons l'avenir avec interrogation. En Roumanie, si la page du communisme est bien tournée, l'alignement sur les standards occidentaux reste un espoir illusoire, que ce soit en ce qui concerne le niveau de vie ou le fonctionnement politique ou social. Ce n'est donc pas demain que les collectivités publiques pourront dégager des moyens pour soutenir les initiatives citoyennes visant à favoriser le bien vivre ensemble. Faute de soutien financier, l'existence de celles-ci ne reposera plus que sur l'engagement bénévole et sur des générosités aléatoires par temps difficiles.

Nous avons mis à disposition de nos amis et partenaires de Remetea un terrain et des locaux dont ils sont maintenant propriétaires, ce qui leur garantit un minimum d'indépendance. Ils ont appris à faire vivre ces lieux et en ont fait le cœur animé de leur quartier. Les compétences acquises, comme l'engouement suscité, permettent d'imaginer que le mouvement perdurera mais la réalité matérielle, en l'absence de soutien financier, pourrait aussi dans un premier temps le freiner, puis lui être fatal.

Vital Dorsaz

La vie sociale du quartier permet aux jeunes de se rencontrer à des occasions régulières

Afin de repousser le risque d'une telle issue aussi loin que faire se peut, et tant que nos forces le permettent, nous allons continuer de collecter des fonds, principalement à l'occasion de la fête des promotions d'Avully et par l'appel aux cotisations et dons. Puis, lorsqu'il ne sera plus possible de faire autrement, il faudra planifier un désengagement progressif, afin de ne pas laisser tomber nos partenaires trop brutalement. Enfin, resteront les liens d'amitiés, les contacts divers, les visites et les souvenirs d'une aventure commune riche et longue de plusieurs décennies, à l'enseigne de l'humanité et de la solidarité. D'ores et déjà merci à celles et ceux qui nous ont aidés à parcourir le chemin déjà accompli et, par avance, merci à celles et ceux qui nous aideront à tracer celui qui nous attend encore.

Vital DORSAZ

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Des « parrainages » improbables ou virtuels

Le revers de la médaille

Quand on parle de commémorations et de célébrations, on a toujours tendance à mettre en évidence ce qui a bien fonctionné, de façon à valoriser – consciemment ou non – le succès des actions entreprises. Les raisons sont nombreuses qui permettent d'expliquer, ou simplement de comprendre, pourquoi tous les « parrainages » proposés par les membres fondateurs d'OVR n'ont pas débouché sur des liens durables. Les difficultés de dialogue, tant à l'Ouest qu'en Roumanie, l'incompréhension culturelle, la suffisance ou la supériorité de certaines personnes, le manque de persévérance, la fatigue une fois passée l'étincelle initiale, le manque d'accord sur les projets à développer, la difficulté de relations avec les autorités politico-administratives, le détournement des projets par les partenaires, les détournements de fonds par les autorités administratives locales… Voici trois exemples parmi d'autres.

La commune de Brețcu/Bereck (CV)

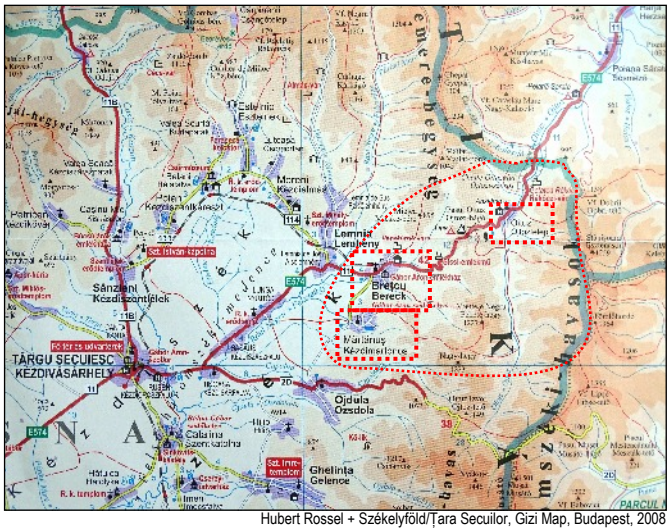
Si ces différents cas ne sont pas trop nombreux par rapport à l'ensemble, ils n'en demeurent pas moins bien réels ! J'ai, moi-même, pu les observer dans différents « parrainages ». J'ai même vécu les trois derniers cas cités dans le cadre de l'Association Yvonand-Oituz et c'est le dernier d'entre eux – les détournements de fonds par les autorités locales – qui a été à l'origine de la fin du partenariat entre nos deux communautés.

Mais il est aussi des cas où les contacts initiaux n'ont même pas été pris entre les communes occidentales et les villages, hameaux, communes, ou même villes roumaines, prévues sur les listes dressées par les membres fondateurs et complétées par le Conseil de l'Europe. Disparités de tailles entre les « partenaires » potentiels ? Difficultés à trouver des renseignements sur les « filleuls », *imposés* dans la quasi totalité des cas ? Manque de réponse de la part des autorités roumaines locales contactées ? Volonté non avouée d'entrer en matière pour ne pas devoir refuser le contact proposé ?

Dans le cas d'Yvonand, la Municipalité avait envoyé une lettre de prise de contact aux autorités de la commune de Brețcu, dont dépend le hameau d'Oituz. N'ayant pas eu de réponse, nous avions demandé à un représentant de l'association de Prilly, qui se rendait sur place dans un village proche du nôtre (à Brăduț), de passer par Oituz pour nous fournir quelques renseignements. Ce qu'il fit. Quand nous sommes allés sur place, lors du premier contact physique avec le maire de la commune de Brețcu, il nous a certifié qu'il n'avait jamais reçu notre courrier envoyé précédemment, alors que je voyais la lettre dépasser sur une pile à l'angle de son bureau…

La commune de Brețcu se trouve sur la route de Braşov à Bacău, essentiellement sur le versant ouest des Carpates orientales. Elle est constituée de trois concentrations de personnes : le village éponyme de Brețcu/Bereck qui regroupe la grosse majorité de la population de la commune, le village de Mărtănuş/Kézdimartonos, et le hameau de Oituz/Ojtoz, de l'autre côté du col du même nom, sur le versant regardant Bacău. Du point de vue de l'attribution des « parrainages » OVR, elle est très représentative du manque de connaissance du terrain de la part de ceux qui ont constitué les listes ! Le village principal de Brețcu n'a pas eu de partenaire ; le petit village de Mărtănuş a été attribué à la commune française de Cucuron – qui ne s'est jamais manifestée –, et le hameau d'Oituz a été mis en relation avec Yvonand.

Le maire de l'époque de la *commune* de Brețcu n'a jamais accepté que ce soit Oituz, l'endroit le plus reculé de la commune et le moins peuplé (quelque 300 habitants, au recensement de 2011) qui a eu un partenaire et non le *village* de Brețcu. Est-ce la raison pour laquelle il a toujours boycotté l'association OVR d'Oituz et que, finalement, il a détourné l'argent de l'association au profit d'une entreprise du *village* de Brețcu ? Je ne suis pas



Hubert Rossel + Székelyföld/Țara Secuilor, Gizi Map, Budapest, 2008

La commune de Brețcu/Bereck s'étend de part et d'autre du col d'Oituz dans la chaîne des Carpates orientales

Michel Winterreg

Entrée d'Oituz, double rangée de maisons de part et d'autre de la route qui descend du col en direction du *județ* de Bacău

Michel Winterreg

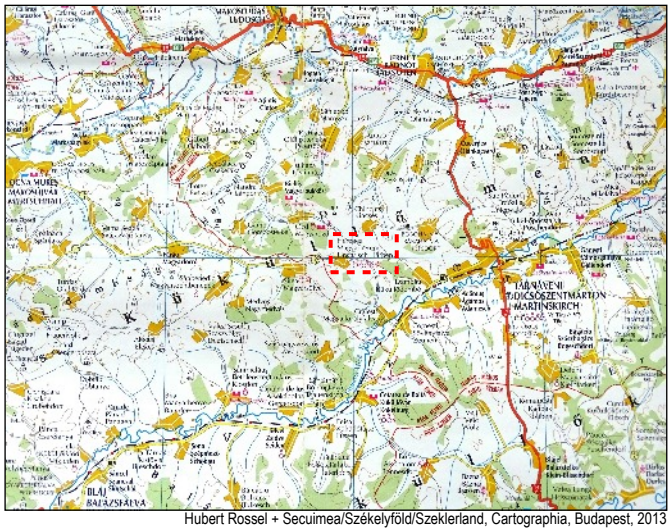
L'ancienne scierie d'Etat, maintenant privatisée, à l'origine du quartier formé d'habitations rudimentaires pour les ouvriers

à même de répondre à cette question, mais les faits sont là et c'est à cause de lui que l'association a finalement dû être dissoute, après de nombreuses années de collaboration avec la population d'Oituz. C'est elle qui avait le plus besoin d'attention, car elle était complètement marginalisée au sein de la commune, particulièrement celle du quartier de l'usine de transformation du bois, qui vivait dans des conditions vraiment rudimentaires ! Par ailleurs, les contacts que nous avions essayé d'avoir avec les représentants de Cucuron, pour travailler en collaboration avec eux dans le village de Mărtănuş, sont toujours restés sans réponse.

Le village de Herepea/Magyarherepe (MS)

Le hasard de nos randonnées sur les petites routes rurales du pays nous a un jour fait découvrir un village perdu sur une piste en terre dans les collines au nord de la rivière Târnava Mică/Kis-Küküllő, dans le sud du *județ* de Mureş/Maros, à la limite avec celui de Alba. Au milieu de demeures anciennes, souvent dans un état de décrépitude avancée, une vingtaine de maisons sont encore habitées. A l'entrée du village, clouée sur un poteau téléphonique, un ancien panneau signale un lien de solidarité entre ce petit village de la commune de Adămuş/Ádámos et la commune française de St-Jean-en-Royans. Faisait-il partie du réseau d'OVR-France ? Il ne figure en tout cas pas sur les listes qui m'avaient été remises à l'époque de l'expansion maximale du mouvement, et qui ont servi de base à l'élaboration de la seule carte d'ensemble de tous les villages « parrainés » en Roumanie, réalisée en 2000.

Les sources de ce village remontent à 1332, et le mentionnent pour la première fois sous le nom de *Herepel*. En 1344, l'ancien propriétaire du village, Demeter Herepei (= Demeter de Herepe), était en relation directe avec l'évêché de



Hubert Rossel + Secuimea/Székelyföld/Szeklerland, Cartographia, Budapest, 2013

Le village de Herepea/Magyarherepe, sur la route entre Ocna Mureş et Târnăveni

Vera Rossel

Un petit panneau fait référence à un lien de solidarité entre le village de Herepea et une commune française de la Drôme

Vera Rossel

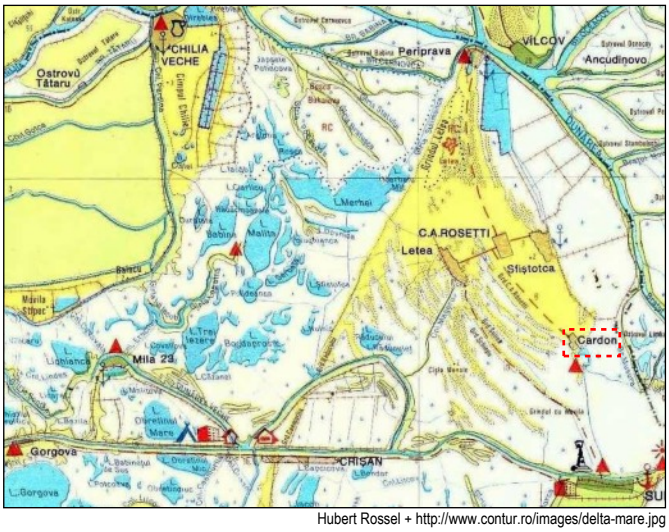
Une des maisons abandonnées à Herepea, le long de la route secondaire en direction de Ocna Mureş

Vera Rossel

La vieille église catholique d'origine médiévale est aussi complètement laissée à l'abandon

Transylvanie. A la Réforme, la population catholique a opté pour la religion réformée. Une évolution, en soi, assez similaire à celle de nombreuses communautés rurales de Transylvanie.

Mais le malheur a voulu que ce petit centre ait subi les conséquences de la politique de systématisation de l'ancien président Nicolae Ceauşescu. Autrefois peuplé, cet espace de vie du village a été systématiquement détruit : l'église, les bureaux, l'école locale, les soins médicaux, etc. Et la population a été forcée de déménager dans des centres de regroupement. Le village s'est dépeuplé et les maisons vides ont été reprises par l'Etat, et souvent démolies. Ce que l'on voit encore maintenant, ce sont les fondations des vieilles maisons et des tas de ruines sur certaines parcelles. Quelques « vieux » habitent encore dans ces ensembles d'un autre temps. A voir les moulures des stucs subsistant sur certaines habitations, certaines ont dû être de très belles demeures !...



Hubert Rossel + http://www.contur.ro/images/delta-mare.jpg

Le village de Cardon, au sud du cordon littoral de Rosetti qui remonte jusqu'à Periprava, au nord-est du delta du Danube

Impossible de dire si des liens sont toujours existants entre ce qui reste du village de Herepea/Magyarherepe et St-Jean-en-Royans. Mais cette commune de la Drôme a un jumelage avec une autre localité de Roumanie : la ville de Câmpani, dans le nord-ouest du *județ* de Bihor…

Cardon, commune de C.A. Rosetti (TL)

Quand j'ai confectionné la carte de l'ensemble des villages OVR en Roumanie, en mars 2000, sur la liste remise par la coordination flamande *Adoptie Dorpen Roemenie* (ADR), figurait un parrainage entre la commune belge de Kortenberg, province du Brabant flamand, et le village de Cardon, dans le *județ* de Tulcea.

Le village de Cardon fait partie de la commune de C. A. Rosetti, avec ceux de Letea, Sfiştotca et Periprava, qui s'ajoutent au village éponyme. Tous se trouvent sur un ancien

Hubert Rossel

Toute la commune de Rosetti – ici, à Letea – repose sur du sable, entre des canaux de drainage et d'irrigation

Hubert Rossel

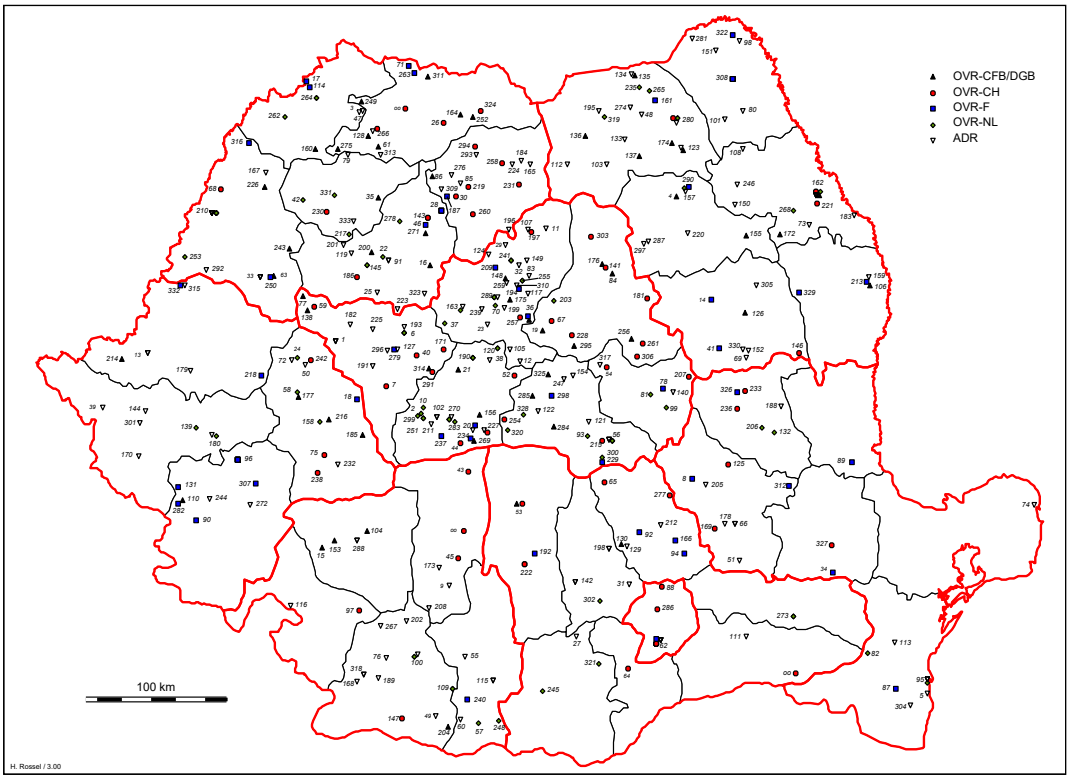
Tous les villages du Delta, comme Cardon, vivent essentiellement de pêche et de tourisme rural

cordon littoral formé de dunes, le *grind* de Letea et de Rosetti, actuellement englobé dans le delta du Danube et fermé par son bras septentrional, le Chilia. C'est sur cet ensemble dunaire d'une quinzaine de mètres au-dessus du niveau de la mer que se trouve une zone de protection intégrale dans laquelle sont concentrés de nombreux chevaux sauvages.

Pourquoi en parler ici ? D'abord parce que ce village a été en relation théorique avec une commune OVR, comme mentionné ci-dessus, et parce que nous avons visité la commune de Rosetti, ainsi que le cordon dunaire de Letea (avec un petit groupe, sous la coordination de Francisc Giurgiu). Toute cette région de l'ancien cordon littoral a aussi fort souffert du régime communiste, même avant l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceauşescu. La *Securitate* a été particulièrement active contre la population de ces villages, en révolte quasi constante contre l'autorité politique. L'ancien goulag de Periprava rappelle aussi des conditions de détention très dures imposées par la dictature politique. Ce n'est que depuis la fin du régime communiste que la région du *grind* de Letea et de Rosetti – au sud duquel se trouve Cardon – n'est plus désertée et reprend vie petit à petit. Les moulins en bois, les églises et les pêcheries qui avaient disparu sont restaurés, et les canaux qui avaient été bouchés sont recreusés pour faire revenir les eaux. Le tourisme rural s'y développe à un rythme rapide, mais nécessite une coordination particulièrement stricte, du fait qu'elle se trouve entièrement dans la « Réserve de Biosphère » du delta du Danube.

Hubert ROSSEL

Les contacts pris récemment avec les coordinations française d'OVR et flamande d'ADR, pour vérifier les liens de partenariat entre les villages de Herepea - St-Jean-en-Royans et Cardon - Kortenberg, sont restés sans réponse à ce jour.



Ensemble des partenariats OVR actifs en Roumanie lors de son 10e anniversaire (carte réalisée en mars 2000)

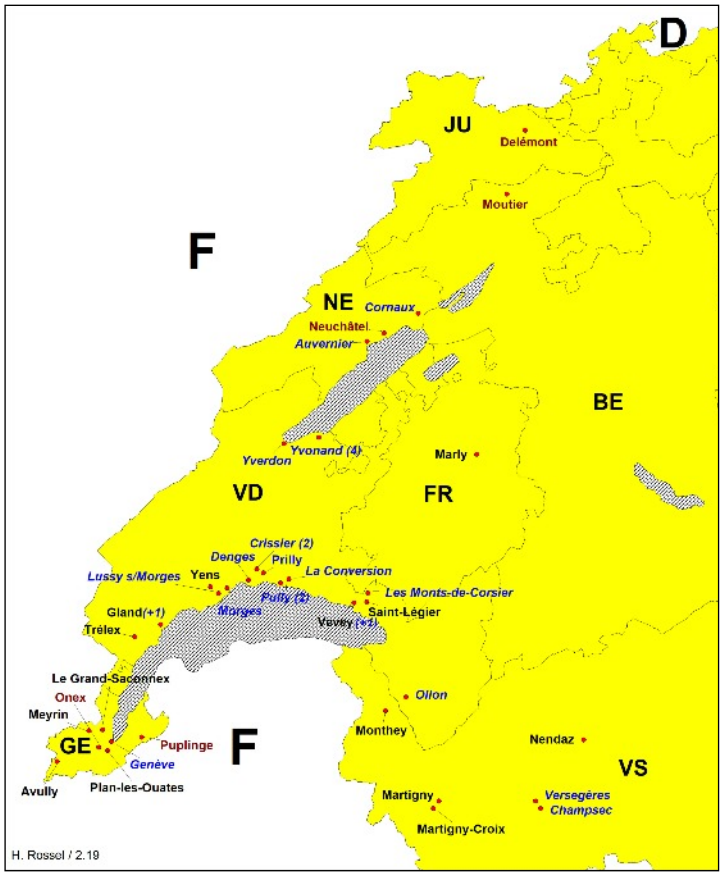
333 villages roumains concernés
431 partenariats (plusieurs attributions possibles)

OVR-CFB/DGB : **55**
OVR-CH : **60**
OVR-F : **67**
OVR-NL : **81**
ADR : **168**

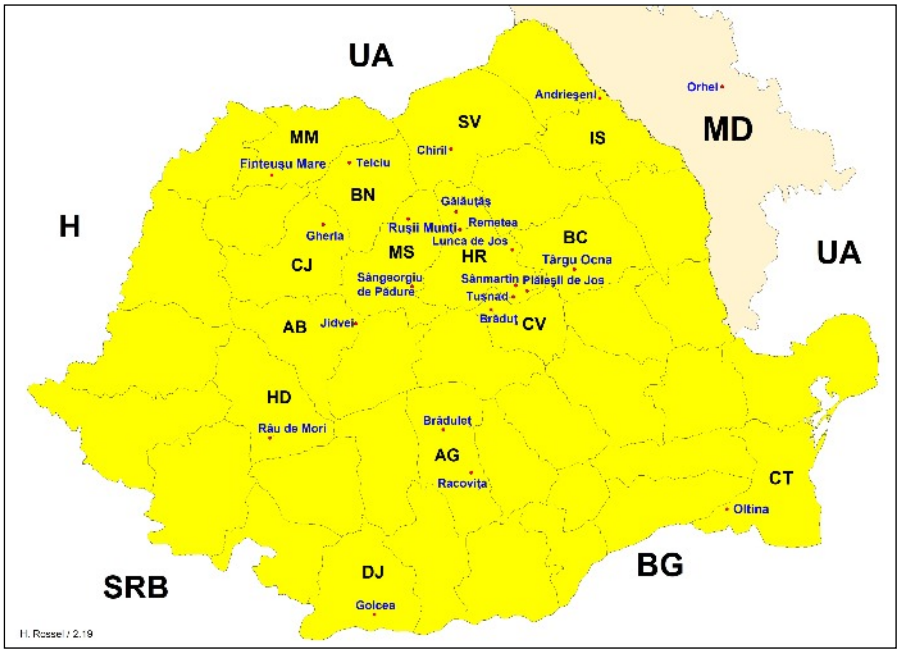
(Uniquement les partenariats, sans les membres individuels, selon les chiffres donnés par les différentes coordinations de l'époque)

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Les partenariats OVR-CH encore actifs



Auvernier	NE	–				1
Avully	GE	–	Remetea	HR	A	
Champsec	VS	–				1
Cornaux	NE	–	Finteuşu Mare	MM	(A)	1
Crissier	VD	–				2
Delémont	JU	–	Râu de Mori	HD	C	
Denges	VD	–				1
Genève	GE	–				1
Gland	VD	–				1
Gland	VD	–	Jidvei	AB	A	
La Conversion	VD	–				1
Le Grand-Saconnex	GE	–	Racoviţa	AG	A	
Les Monts-de-Corsier	VD	–				1
Lussy s/Morges	VD	–				1
Marly	FR	–	Tuşnad	HR	A	
Martigny	VS	–	Oltina	CT	C	
Martigny-Croix	VS	–	Andrieşeni + Orhei	IS MD	A	
Meyrin	GE	–	Sânmartin	HR	A	
Monthey	VS	–	Telciu	BN	A	
Morges	VD	–				1
Moutier	BE	–	Chiril	SV	C	
Nendaz	VS	–	Gherla	CJ	A	
Neuchâtel	NE	–	Lunca de Jos	HR	C	
Ollon	VD	–				1
Onex	GE	–	Brăduleţ	AG	C	
Plan-les-Ouates	GE	–	Sângeorgiu	MS	A	
Prilly	VD	–	Brăduţ	CV	A	
Pully	VD	–				2
Puplinge	GE	–	Plăieşii de Jos	HR	C	
Saint-Légier	VD	–	Ruşii Munţi	MS	A	
Spiennes	B	–				1
Trélex	VD	–	Gălăuţăş	HR	A	
Versegères	VS	–				1
Vevey	VD	–				1
Vevey	VD	–	Goicea	DJ	A	
Yens	VD	–	Tg Ocna	BC	A	
Yverdon	VD	–				1
Yvonand	VD	–				4
TOTAUX					**14**	**6** **23**



Classement alphabétique des communes suisses (+ une belge) et de leur(s) partenaire(s) en Roumanie (+ une en République de Moldavie). En noir, les 14 associations membres (A) ; en bordeaux, les 6 communes membres (C) ; en bleu, les membres individuels par commune (leur nombre).

A ces relations locales de partenariats, il faut ajouter le développement des 12 centres régionaux de pompiers volontaires (SVSU) et les 7 «partenariats de collaboration» dans le cadre du projet *Pompiers* coordonné par OVR-CH (carte dans *Le Réseau* N° 61, p. 11), ainsi que les 11 centres de santé, essentiellement dans des hôpitaux régionaux (carte p. 15), sous l'égide de la Commission *Santé* du Comité OVR-Suisse.

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Comment est née l'Opération Villages Roumains en Belgique (1988-1989)

La naissance d'OVR analysée depuis la Roumanie

A l'occasion des 30 ans du mouvement OVR, nous avons publié différents articles sur le contexte de sa création, dont plusieurs documents roumains d'époque, tel le plan de "systématisation du territoire et des localités" (*Le Réseau* N° 63, décembre 2018), avec de riches annexes reprenant les discours authentiques du *Conducător*, grâce au travail de la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris.

Au fil des réflexions et actions des membres fondateurs d'OVR, nous vous avons présenté le premier document officiel envoyé aux différents responsables communaux, intitulé "Projet d'intervention de la Coordination Opération Villages Roumains", dans le but de faire connaître l'action civique proposée.

Par ailleurs, le numéro 57 du *Réseau* (décembre 2016) faisait l'écho du colloque international organisé par l'IICCMER(1) – institution dont nous avons parlé à plusieurs reprises – à propos du rôle joué par le mouvement Opération Villages Roumains comme modèle de solidarité européenne, en protestant contre le projet communiste de systématisation des villages et en devenant un vecteur d'informations et d'échanges sur le monde rural.

Pour compléter ces divers articles, il nous a paru pertinent de vous présenter, ci-dessous, la vision de la naissance d'OVR dans les années 1988-89, telle qu'exprimée depuis la Roumanie, au travers du regard de l'Institut IICCMER. Les étapes, d'une discussion de bistrot à la documentation d'un projet, d'une conférence de presse au suivi des demandes des partenaires, rappellent le professionnalisme du mouvement de protestation. La genèse d'une solidarité européenne y est soulignée, alors que les citoyens occidentaux auraient pu rester indifférents aux transformations majeures planifiées dans le monde rural roumain. Rien ne les menaçait, n'est-ce pas ? Le lecteur de 2019 ne restera pas insensible à cette remémoration – les auteurs évoquent quelque 30 millions d'Européens qui se sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans l'Opération Villages Roumains – et transposera aisément cet élan de solidarité à d'autres causes de notre monde européen de nos jours.

Alain NICOLA

A l'occasion des 30 ans de la chute du régime communiste, l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) vous présente un modèle de mise en œuvre d'un projet européen qui allait dépasser les références en la matière : l'Opération de Sauvetage des Villages Roumains (Opération Villages Roumains)(2).

A partir de mars 1988, Nicolae Ceauşescu donna de plus en plus d'impulsion au Projet de systématisation rurale, projet qui présupposait la destruction d'environ 7 - 8 000 villages sur un total de 13 123 villages roumains et le déménagement de la population rurale dans des « immeubles villageois » qui allaient être construits. En Occident, en réaction à ce projet, le mouvement de protestation intitulé « Opération Villages Roumains » prit naissance, mouvement européen parti de Belgique (lancé officiellement en février 1989), qui allait se répandre par la suite en Europe. OVR fut enthousiasmé par la très grande réceptivité de l'opinion publique occidentale, ce qui allait même étonner ses propres fondateurs. Cette opération est un modèle d'un projet conçu spontanément, avec une évolution spectaculaire, dépassant de beaucoup les attentes de ceux qui l'ont créée.

Le fait que le mouvement soit né en Belgique n'est pas un hasard. En 1988, ce pays conservait encore dans sa mémoire collective les difficultés du temps de la guerre, tout en étant conscient des progrès technologiques extraordinaires des décennies suivantes qui permirent à la société belge d'arriver

(1) Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului şi Memoria Exilului Românesc : https://www.iiccr.ro/ ou https://www.facebook.com/InstitutuldeInvestigareaCrimelorComunismului

(2) Lien direct pour l'article (14.05.2019) : https://www.iiccr.ro/material-amplu-operatiunea-de-salvare-a-satelor-romanesti/

à améliorer son niveau de vie et de sécurité sociale. Des valeurs comme les droits de l'homme constituent pour la société occidentale la base de la civilisation européenne, raison pour laquelle chaque abus était perçu comme une grave violation. En Belgique, l'idée de déraciner un peuple de son habitat, d'en détruire les traditions et de démolir un véritable trésor architectural parut inconcevable ! La *brutalité* [en italique dans le texte d'origine, ndt] avec laquelle le régime entendait mettre en place son projet indignait les gens. En ce qui concerne le village roumain, les Belges le considéraient comme un espace resté intact, un monde disparu chez eux dans les années d'après-guerre. Les villages occidentaux furent dépeuplés dans les décennies qui allaient suivre la guerre, perdant leurs traditions paysannes qui allaient perdurer dans les villages roumains. Pour l'opinion, la destruction des villages était une perte, non seulement pour les Roumains, mais surtout pour le patrimoine européen.

Le 8 décembre 1988, la télévision publique belge diffusait le film « Désastre rouge », du réalisateur Josy Dubié. C'était un documentaire qui, grâce à une caméra cachée, avait pu surprendre des détails de la vie quotidienne des Roumains, y compris quelques cadres du parti qui présentaient les destructions de différentes localités. En plus, les médias occidentaux présentaient régulièrement les conditions de vie de plus en plus dégradantes en Roumanie sous le régime Ceauşescu. Le pays était un sujet quotidien dans la presse occidentale.

Quand Paul Hermant et ses amis ont vu pour la première fois le reportage de Josy Dubié, ils sont restés bouche bée face au désastre qui touchait ce pays dont la Belgique ne connaissait pas grand chose. La Roumanie était connue pour ses plages de la mer Noire. Mais eux, ils n'ont pas pu rester indifférents à une telle situation. A cette époque, Paul Hermant était un jeune journaliste plein d'enthousiasme et, plus particulièrement, doté d'une vision et d'une capacité exceptionnelle pour arriver à faire conjuguer hommes et idées, et ainsi les faire fonctionner naturellement. C'est lui qui allait devenir le moteur de l'action. Il a créé le concept, a mis en route le mouvement et c'est aussi lui qui a conçu le déroulement de chaque étape à venir.

Le 22 décembre, l'idée de ce qui allait devenir l'Opération Villages Roumains prit naissance. Dans une interview de 2006, Paul Hermant rappelait la genèse du mouvement qui démarra à Bruxelles : « Tout est parti d'une discussion typique de bistrot (au soir du 22 décembre) : "Tu as entendu ce qui se passe en Roumanie ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour la Roumanie ?" Avec Eric (le photographe Eric Masquelier), nous avons mis au point un scénario digne d'une fiction. A ce moment, nous n'avions pas d'intérêt particulier pour la Roumanie, nous n'avions jamais visité ce pays. En bref, nous ne connaissions rien à son sujet. Nous nous disions aussi les uns les autres, comme beaucoup de gens se disaient : "Tu as vu ce qui se passe là-bas ? Tu as vu ce que vont devenir les villages roumains ?" » [1]

Immédiatement après cette rencontre, Paul Hermant et ses amis ont commencé à se documenter. Ils se sont intéressés de plus près à ce qu'il en était de ce projet de systématisation des villages et ils ont été horrifiés. Ils ont lu les discours officiels du *Conducător* et ont analysé des données statistiques. Ils pouvaient ainsi tirer des conclusions réalistes à propos de l'agriculture roumaine à ce moment-là. Même s'ils n'étaient pas forcément des spécialistes en agriculture, il leur parut évident qu'en proposant un tel projet, la situation était devenue indiscutablement hors de contrôle. Le régime mettait en avant la théorie de la récupération des terrains pour l'agriculture ; les Belges, eux, voyaient plutôt la volonté de l'Etat de confisquer aux gens les terrains encore non collectivisés. Selon les données statistiques, le manque de terres arables n'était de loin pas le problème de l'agriculture roumaine (avec 0,46 ha de terrain par habitant, la Roumanie se situait en 2e place en Europe après la Pologne), mais la mauvaise gestion des surfaces existantes. La nécessité de moderniser les conditions de vie en Roumanie n'était pas même retenue comme un argument valable de leur point de vue. Selon la presse officielle roumaine elle-même, la majorité des nouveaux logements en milieu rural ne disposaient pas d'eau courante, d'installations sanitaires, de moyens de chauffage. Dans ce cas, comment pouvait-on parler d'élever le niveau de vie ? se demandaient les Belges. Ils voyaient dans ce projet un moyen pour que le paysan perde sa maison individuelle avec tout ce qu'elle compte (étables, poulaillers, jardin), y compris les parcelles conservées encore comme propriété privée, c'est-à-dire le peu de terrain encore resté jusqu'alors indépendant de l'Etat. C'était la raison pour laquelle il leur parut que le régime tentait en fait une deuxième collectivisation. Ils comprenaient que, par la systématisation des villages, le régime voulait en terminer avec une catégorie sociale insuffisamment contrôlée, parce que la paysannerie avait réussi à conserver ses traditions, son patrimoine, les relations sociales et les relations de solidarité établies dans le cadre de la communauté traditionnelle, les relations familiales, de voisinage, de paroisses, etc. En effaçant les différences entre village et ville, les Belges arrivèrent au constat que l'on voulait une homogénéisation de la société, autrement dit une société sans mémoire, sans traditions ni religion, sans différences ethniques ou culturelles. En bref, *la création de l'unique peuple travailleur roumain*, comme disait Ceauşescu dans ses discours [2]. Dans l'opinion des Belges, rien ne tenait debout pour justifier ce programme, ni économiquement, ni socialement, ni démographiquement.

Dans une première étape, les intentions de Paul Hermant et d'Eric Masquelier n'ont pas été de créer une association et encore moins ce qui allait devenir une gigantesque opération paneuropéenne. Bien au contraire, ils recherchèrent à promou-

voir leurs idées auprès d'ONG déjà existantes. Ils ont contacté plusieurs organisations, parmi lesquelles de célèbres ONG au profil humanitaire (Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, etc.). Leurs réponses furent négatives. On leur a dit que "la situation n'était pas encore si grave en Roumanie...". Paul Hermant se souvient : « Amnesty nous a dit "Très bien". Par la suite, on nous a fait comprendre qu'à Bruxelles ils ne pouvaient rien faire, que l'ONG était très centralisée, que toutes les décisions se prenaient à Londres et que Amnesty travaillait selon un programme annuel et que la Roumanie ne faisait pas partie du programme de sensibilisation durant l'année respective. La Ligue [roumaine] des Droits de l'Homme [à Paris, ndt], par contre, se montra bien plus enthousiaste, même si elle disposait de moyens plus réduits, raison pour laquelle elle se dit prête à nous soutenir si nous lancions notre propre action » [3].

Déçus, Eric Masquelier et Paul Hermant ont pensé activer leur cercle de connaissances et mobiliser leurs propres ressources. Paul Hermant disait : « C'est ainsi que notre idée initiale tomba par manque de soutien. Nous nous sommes donc tournés, Eric et moi, vers les réseaux personnels de chacun. » [4]. Ainsi fut fondé un comité de coordination formé de 12 personnes, issues de différents domaines professionnels. Parmi les membres fondateurs comptaient : Dan Alexe (licencié en Lettres), Anne Bontems (photographe), Alexis Burlet (licencié en Sciences sociales), Yves-Luc Conreur (animateur culturel), Claire Dalliers (architecte d'intérieur), Daniel de Beer de Laer (avocat), Anne Degrave (professeure), Malgorzata Dzierzawska (graphiste), Paul Hermant (journaliste), Jean-Pierre Jacqmin (journaliste), Marie-Paule Jeunehomme (journaliste), Vincent Magos (licencié en Ressources humaines), Eric Masquelier (photographe), Daniel Staelens (architecte), Serge Verheylewegen (photographe), Daniel Wathelet (spécialiste en agriculture).

« Au début, nous avons donné trois mois d'espérance de vie à notre opération, reconnaît Paul Hermant. Pas plus. Après ces trois mois, les communes devaient reprendre le concept, se mobiliser, et nous de notre côté, cesser notre activité » [5]. « Durant ces trois mois, se rappelle Paul Hermant, nous avons appliqué une méthodologie digne de figurer dans les manuels de coordination des projets » [6]. En effet, l'organisation mise en place a été l'ingrédient principal qui a conduit au succès de l'opération.

La conférence de presse du 3 février 1989 marqua le lancement officiel de l'Opération Villages Roumains. « Nous avons tenu une première conférence de presse à l'IPC (3) de Bruxelles, pour vulgariser notre concept. Quand nous sommes arrivés sur place, quelle surprise ! La salle était remplie de monde ! Nous n'avions pas idée d'où provenait tout ce monde. Nous avions déjà des correspondants des journaux étrangers qui étaient présents dans la salle et c'était justement le moment de lancer le projet OVR pour le rendre international » [7]. Il s'en suivit un effet boule de neige : le message de l'opération fut transmis par la presse centrale et locale, dépassant les frontières belges. Dans les mois suivants, l'opération allait se développer en France, Suisse, Grande-Bretagne, Pays-Bas, etc.

L'objectif de la Coordination Villages Roumains était bien concret : maintenir en vie les villages roumains. La pression internationale allait venir en aide à la solidarité européenne. Ce qu'espérait l'équipe allait se réaliser. Une fois cet objectif atteint, de nouveaux objectifs allaient être fixés, suivant les besoins. Les Belges avaient imaginé que Ceauşescu craindrait une réaction internationale. C'est ainsi que leur est venue une idée originale : sauver les villages roumains de la destruction en les faisant adopter par des communes occidentales. Une commune occidentale adoptait un village roumain. Comme on ne savait pas exactement quels villages allaient être les premiers à être détruits, décision fut prise de tous les adopter ! Chaque commune belge reçut une invitation de la part de la Coordination pour adopter un village roumain. On leur envoya un dossier avec des explications sur ce qu'il en était. Immédiatement, les administrations communales adoptèrent une résolution par laquelle elles étaient d'accord de participer à l'Opération, puis la coordination leur attribuait un village roumain. Les communes envoyèrent ensuite des cartes postales aux autorités roumaines qui les informaient sur le fait que le village X avait été adopté par la commune Y belge. C'était le système conçu pour mettre la pression sur le régime de Bucarest.

Les administrations communales ont pris au sérieux leur qualité de *garantes* de l'intégrité des villages adoptés, en se sentant réellement solidaires des villages roumains. En général, les maires et les élus locaux ont soutenu l'idée de sauver les villages roumains, ce qui fut particulièrement important pour diffuser efficacement le message, d'abord à tous les niveaux de la société belge, puis au niveau européen. Dans une proportion de 90 %, les communes belges ont été d'accord d'adopter des villages. La réaction des habitants des communes occidentales fut encore plus

IICCMER

(3) IPC : International Press Center (ndlr)

surprenante ! Ils s'impliquèrent avec une réelle conviction pour soutenir la cause roumaine. Les gens écrivaient à la coordination, demandant comment ils pourraient être utiles : certains donnaient un peu d'argent, d'autres promouvaient le mouvement dans leur cercle de connaissances ou par un affichage sur la fenêtre de leur maison. Beaucoup de Belges s'intéressèrent d'abord au sort de Doina Cornea, puis à celui des villages. Non seulement les gens demandaient des informations par poste, mais aussi au téléphone ; parfois, ils appelaient l'Ambassade de Roumanie à Bruxelles, demandant des informations supplémentaires sur le village qui les intéressait, sur Doina Cornea ou sur l'évolution du projet de systématisation des villages.

A cette époque, il y a eu une extraordinaire vague de compassion pour la Roumanie, plus que pour tout autre pays du bloc communiste. L'Opération Villages Roumains a eu un effet important, en réussissant à sensibiliser une large portion de la population des communes occidentales sur le sujet des villages roumains. L'action lancée en Belgique en février 1989 allait se multiplier dans les mois suivants dans les autres pays européens. On estime que, durant la période 1989-1990, environ 30 millions d'Européens se sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans l'Opération Villages Roumains. Dans l'histoire récente européenne, OVR reste le repère d'un mouvement apparu spontanément, à l'initiative d'un groupe restreint de personnes, qui ont mobilisé leur énergie et leurs compétences, dans un contexte qui a permis une évolution réellement spectaculaire.

[1] Gauthier Pirotte, *L'épisode humanitaire roumain, Construction d'une crise, état des lieux et modalités de sortie,* L'Harmattan, France, 2006, p. 60

[2] Arhiva Mundaneum/Mons, Cutia 2, *Le plan de systématisation du territoire et des localités en Roumanie.* Dossier réalisé par la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris

[3] Gauthier Pirotte, *op. cit*., p. 63

[4] Ibidem, p. 64

[5] Ibidem

[6] Ibidem

[7] Ibidem, p.66

Pour plus d'informations, nous vous prions de nous contacter à l'adresse mail office@iiccmer.ro **ou au numéro de téléphone +40 21 316 75 65.**

*****A propos de l'IICCMER**

L'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) est une structure gouvernementale créée en 2005 et placée sous la coordination du Premier Ministre. Son rôle consiste, avant tout, à gérer et analyser d'un point de vue scientifique la période du totalitarisme et ses conséquences. Par ailleurs, l'IICCMER soutient la création et la mise en œuvre d'instruments éducationnels dont la finalité est la mémoire, contribuant ainsi à enrichir le contexte dans lequel les valeurs et les droits fondamentaux sont perçus par notre société post-totalitaire. Enfin, mais non des moindres, l'IICCMER a pour rôle de recueillir, d'archiver et de publier des documents faisant référence à la mémoire de l'exil roumain.

Traduction : Alain NICOLA

Nous remercions M. Radu Preda, directeur exécutif de l'IICCMER, de nous avoir donné les droits de traduction et de publication de cet article publié sur leur site.

Les points de vues développés dans ce texte n'engagent que leurs auteurs.

La Rédaction

https://inquamphotos.com/static12/preview2/inquam-photo-bucuresti--conferinta--iiccmer-69941.jpg

Edito du N° 66 (décembre 2019)

OVR a 30 ans – Mémoire et Histoire

La « mémoire » et l' « Histoire » sont des réalités fort complexes qui constituent, chacune, un monde en soi. Mais lorsqu'elles sont mises en relation l'une avec l'autre, elles forment un couple très difficile à appréhender et à gérer. De par leurs complexités spécifiques, elles constituent même un couple fort ambivalent, et leurs relations ne sont pas toujours des plus sereines. On peut les interpréter de façon diverse car les nombreux éléments distincts compris par chacune de ces réalités peuvent être en interaction très différente, selon le contenu émotionnel et l'analyse faite par les uns et les autres.

Mémoire individuelle et/ou mémoire collective ? *Devoir* de mémoire et/ou *droit* de mémoire, droit à la mémoire ? Histoire perçue individuellement, et fatalement subjective, ou Histoire officielle à transmettre aux générations suivantes, qui se veut objective ou, en tous cas, qui est présentée comme telle. Les interprétations sont loin d'être univoques…

Pour la Roumanie, cette année 2019, qui remémore les 30 ans des épisodes de 1989, est, toute entière, imbibée de ces différentes visions des réalités passées (et même présentes!), de ces points de vue et de ces courants de pensée. Qu'il s'agisse des 30 ans d'OVR et des circonstances qui ont prévalu à sa fondation ou des événements de 1989 qui ont conduit à la chute du régime communiste dans le pays, tout est sujet à interprétation et l' « objectivité » des uns n'est pas celle des autres. Cette « réalité » perçue de façon multiple engendre aussi des tensions dans la gestion de la société roumaine, que ce soit au point de vue sociétal ou au point de vue politique. La population est de plus en plus consciente de cette réalité et n'accepte plus de se laisser imposer des diktats, par qui que ce soit.

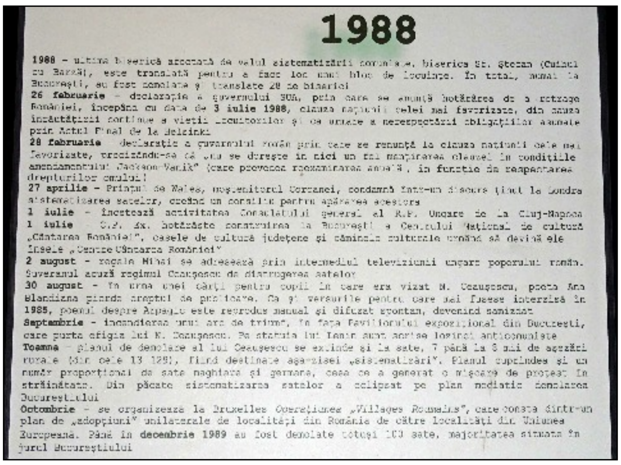
La quasi totalité de ce numéro est consacrée à la relation du binôme « mémoire » et « Histoire », tant pour les éléments du passé récent que pour l'évolution actuelle du pays. Quelle est l'implication et l'influence réelle jouée par la *Fundația Academia Civică* dans son désir de (faire) retrouver une mémoire collective à la société roumaine post-communiste ? Quelle est l'importance du *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance* – et du Musée du Mémorial de Sighet – comme réappropriation d'un patrimoine (le *devoir* de mémoire) encore dénié par certains (le *droit* à la mémoire) dans le pays ? Pourquoi vouloir créer un Musée des horreurs du communisme au Palais du Parlement ? Comment la « Révolution » de 1989 est-elle *perçue* avec un recul de 30 ans ? Comment ses différents épisodes sont-ils *vécus* maintenant par ceux qui les ont subis ou qui en ont été les protagonistes ?

Le couple « mémoire » et « Histoire » est aussi au centre de la décision prise récemment par l'Etat roumain de rapatrier la dépouille de la Reine Mère Hélène de Roumanie. Le président Klaus Iohannis n'a pas hésité à parler d'un « acte de réparation historique » pour qualifier le retour au pays de la mère du roi Michel Ier, qui avait dû quitter la Roumanie à l'abdication forcée de son fils après la Deuxième Guerre mondiale.

La mémoire historique d'un pays est ce qu'il y a de plus précieux pour pouvoir en assurer la continuité.

Hubert Rossel

***   ***   ***


1988

1988 – ultima biserică afectată de valul sistematizării, biserica Sf. Ștefan (Cuibul cu Barză), este translată pentru a face loc unui bloc de locuințe. În total, numai la București, au fost demolate și translate 28 de biserici

26 februarie – declarația a guvernului SUA, prin care se anunță hotărârea de a retrage României, începând cu data de **3 iulie 1988**, clauza națiunii celei mai favorizate, din cauza înrăutățirii continue a vieții locuitorilor și ca urmare a nerespectării obligațiilor asumate prin Actul Final de la Helsinki

28 februarie – declarație a guvernului român prin care se renunță la clauza națiunii cele mai favorizate, precizându-se că nu se dorește în nici un fel menținerea clauzei în condițiile amendamentului „Jackson-Vanik" (care prevedea reexaminarea anuală, în funcție de respectarea drepturilor omului)

27 aprilie – Prințul de Wales, moștenitorul Coroanei, condamnă într-un discurs ținut la Londra sistematizarea satelor, creând un consiliu pentru apărarea acestora

1 iulie – încetează activitatea Consulatului general al R.P. Ungare de la Cluj-Napoca

1 iulie – C.P. Ex. hotărăște construirea la București a Centrului Național de cultură „Cântarea României", casele de cultură județene și căminele culturale urmând să devină ele însele „Centre Cântarea României"

2 august – regele Mihai se adresează prin intermediul televiziunii ungare poporului român. Suveranul acuză regimul Ceaușescu de distrugerea satelor

30 august – în urma unei cărți pentru copii în care era vizat N. Ceaușescu, poeta Ana Blandiana pierde dreptul de publicare. Ca și versurile pentru care mai fusese interzisă în 1985, poemul despre Arpagic este reprodus manual și difuzat spontan, devenind samizdat

Septembrie – incendierea unui arc de triumf, în fața Pavilionului expozițional din București, care purta efigia lui N. Ceaușescu. Pe statuia lui Lenin sunt scrise lozinci anticomuniste

Toamna – planul de demolare al lui Ceaușescu se extinde și la sate, 7 până la 8 mii de așezări rurale (din cele 13 125), fiind destinate așa-zisei „sistematizări". Planul cuprindea și un număr proporțional de sate maghiare și germane, ceea ce a generat o mișcare de protest în străinătate. Din păcate sistematizarea satelor a eclipsat pe plan mediatic demolarea Bucureștiului

Octombrie – se organizează la Bruxelles Operațiunea „Villages Roumains", care consta dintr-un plan de „adopțiuni" unilaterale de localități din România de către localități din Uniunea Europeană. Până în **decembrie 1989** au fost demolate totuși 100 sate, majoritatea situate în jurul Bucureștiului

Hubert Rossel

Automne – Le plan de démolition de Ceauşescu s'attaque maintenant aux villages. Sur les 13 129 localités rurales, 7 à 8 000 sont vouées à la soit-disant « systématisation ». Le plan comprend aussi un nombre proportionnel de villages hongrois et allemands, ce qui engendre un mouvement de protestation à l'étranger. Malheureusement, la systématisation des villages a éclipsé sur le plan médiatique la démolition de Bucarest.

Octobre – Mise en place à Bruxelles de l'*Opération « Villages Roumains »*, qui consiste en un plan d' *« adoption »* unilatérale de localités de Roumanie par des localités de l'Union européenne [il s'agit, en fait, du Conseil de l'Europe, ndlr]. Toutefois, jusqu'en décembre 1989, quelque 100 villages ont été démolis, situés pour la plupart dans les environs de Bucarest.

Chronologie des événements de l'année 1988. Mémorial de Sighet, salle 25-26

⇔ OVR a 30 ans ⇔

La mémoire d'OVR au Musée du Mémorial de Sighet

Faits et documents

Voilà une année que nous analysons les différentes conditions qui ont progressivement conduit à la fondation de l'OVR : tout d'abord, les documents roumains à la base de la création du mouvement et les raisons de la réaction occidentale ; ensuite, l'analyse faite depuis la Roumanie, par le regard de l'Institut IICCMER (*Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului şi Memoria Exilului Românesc*, l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain). Nous terminons, dans ce numéro, en portant notre regard sur ce que l'Histoire de la Roumanie a retenu d'OVR, dans le principal musée qui a répertorié les points forts de la période communiste et de ceux qui s'y sont opposés : le musée du Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance (*Memorialul Victimelor Comunismului şi al Rezistenței)*, à Sighetu Marmației (MM).

Après avoir présenté l'importance de ce « Musée du Mémorial », comme réappropriation d'un patrimoine encore souvent dénié par certains, ainsi que l'enjeu de la mémoire du communisme dans la Roumanie actuelle, nous retiendrons les points essentiels présentés par le Mémorial de Sighet à propos de 3 personnes qui ont joué un rôle capital dans la création du mouvement OVR : Doina Cornea et Mihnea Berindei, au plan international, et Ion Vianu, pour ce qui touche OVR-Suisse.

La confrontation de la mémoire des faits historiques – la grande Histoire – avec celle des institutions et des organisations de la société civile qui y sont intimement liées – dont la nôtre – montre l'implication irréversible des deux mémoires. Elle mettra un point final à cette année de réflexions sur le passé d'OVR, car, tout comme cette période communiste fait partie du patrimoine de la Roumanie, même si elle est encore considérée comme interdite par certains, l'épisode OVR – qui est loin d'être fini, même s'il se manifeste sous une forme différente – fait aussi partie du patrimoine de la Roumanie. Et sa spécificité apparaîtra certainement de façon plus évidente avec le temps.

1.- Le « Musée du Mémorial » remis dans son contexte

Le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance* n'est pas inconnu de nos lecteurs, car nous en avons parlé l'année passée, lors d'un article sur Ana Blandiana(1). Car c'est bien cette poétesse et essayiste engagée qui a joué un rôle civique important en étant, avec son mari, Romulus Rusan, aujourd'hui décédé, parmi les tout premiers membres fondateurs de l'Académie Civique (*Fundația Academia Civică*). Cette ONG roumaine vise à créer un cadre pour permettre de donner une voix à tous ceux qui ont été opprimés par le système communiste et qui n'ont jamais eu la possibilité, le courage ou l'occasion de s'exprimer sur cette période.

La création du *Mémorial des Victimes* est une réaction contre le but poursuivi par le communisme roumain : l'écrasement de la personnalité individuelle et de la liberté d'expression. Le *Mémorial* veut créer les conditions les meilleures possibles pour permettre de retrouver une mémoire collective, qu'on avait voulu supprimer, et de favoriser l'expression d'une histoire orale. La quête des éléments de ce passé communiste se passe sur deux plans complémentaires : le Centre International d'Etudes sur le Communisme (*Centrul Internațional de Studii asupra Comunismului*), basé à Bucarest, et le « Musée du Mémorial » de Sighet (*Muzeul Memorial Sighet*) ; il y a donc une section vivante qui recueille les documents oraux, organise des rencontres avec les survivants de cette période, et gère un centre de recherche et de publication, doublée d'une section matérielle, qui recueille des documents de toute nature – objets, lettres, livres, journaux, etc. – qui peuvent être présentés dans un musée.

Le Centre d'études, fondé par Romulus Rusan en 1993, a favorisé de nombreux débats sur des sujets qui n'avaient pratiquement jamais été abordés, par le biais de colloques, forums, tables rondes et autres séminaires internationaux. Il a aussi recueilli des milliers d'heures d'enregistrements de témoignages et de récits, autant de documents d'une « histoire orale » qu'il faut traiter d'une façon professionnelle et scientifique, de la façon la plus objective possible. Mais la prospection de ce terrain nouveau d'investigations provoque aussi de nom-

(1) ROSSEL Vera, «Ana Blandiana. Poésie-Engagement-Mémoire», *Le Réseau*, N° 63, pp. 19-21, surtout la page 20. [Mêmes pages dans ce hors-série]

breuses réactions de remise en question – voire d'opposition ou d'hostilité – dès lors que l'on fait appel à la mémoire des individus et qu'on présente leur contenu comme des documents historiques. Certains ont de la peine à accepter que des documents de source orale puissent être acceptés comme de réels « documents » historiques, vu les conditions de transmission et de fiabilité. L'éternelle ambiguïté entre la mémoire orale et l'Histoire.

Mais, à ce groupe de personnes qui émettent des doutes pour des questions de forme, relatives à la méthodologie historique, s'y ajoutent d'autres qui s'opposent à la démarche pour des questions de fond, de contenus d'ordre idéologique.

Une analyse sociologique, financée par le ministère roumain de la Recherche et de l'Innovation, tend à démontrer que l'entreprise mémorielle de Sighet n'est ni indifférente socialement, ni neutre politiquement. « Elle n'est pas le fait d'une ouverture "naturelle" de la société roumaine à la rhétorique des valeurs démocratiques », mais bien plutôt « le résultat de la rencontre entre un discours mémoriel et un projet politique qui se valident réciproquement » (2).

Cette évidence s'explique par le fait que le patrimoine du pays est encore bien souvent surveillé, voire manipulé, par ceux qui détiennent tout ou partie du pouvoir politique. Le professeur Alexandre Herlea n'a pas hésité à affirmer ce que beaucoup de Roumains pensent tout bas : « La mémoire et la justice sont intimement liées et les anciens communistes et leurs héritiers font tout pour empêcher cette dernière d'agir dans le respect de l'éthique et de la morale. Ce qui ce passe aujourd'hui en Roumanie à ce propos, notamment le combat mené pour renforcer leur mainmise sur la justice, est révélateur » (3).

Pour s'en convaincre, il suffit de voir l'évolution cahotique de la politique politicienne du pays depuis des années, la volonté affichée par certains de vouloir protéger les anciens détenteurs du pouvoir communiste, les oppositions systématiques au mouvement de lustration du pays, par le blanchiment et l'amnistie des politiciens pour les actions antérieures, les manifestations régulières de la société civile du pays contre tout ce qui conduit à l'amnésie du passé et à la corruption actuelle. L'acharnement montré par une partie de la classe politique contre l'action menée par Laura Codruța Kövesi, à la tête de la Direction nationale anticorruption (DNA) du pays, est particulièrement révélateur de cet état d'esprit.

Toute l'agitation actuelle de la société roumaine a été formulée par Romulus Rusan, disant « que les Roumains ont gagné leur *liberté* en décembre '89 et qu'ils attendent de retrouver aussi, une fois reçus dans le monde libre, la *vérité* » (4).

L'idée de la création du « Musée du Mémorial » s'inscrit dans cette optique et date aussi de 1993, lorsque la Fondation de l'Académie Civique a repris les ruines de l'ancienne prison pour en faire un lieu de mémoire. Romulus Rusan en devint le premier directeur et, à son décès en décembre 2016, c'est Ana Blandiana, son épouse, qui lui succéda. C'est elle aussi qui présenta le projet-cadre au Conseil de l'Europe et le fit accepter. L'ancienne prison est ainsi devenue le premier mémorial au monde consacré aux victimes du communisme. Le 1er mars 2018, le Mémorial a reçu le Label « Patrimoine européen » accordé par la Commission européenne.

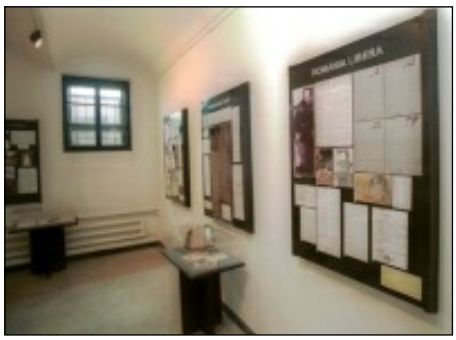
Chaque cellule de l'ancienne prison a été transformée en une salle du musée, articulée autour d'un thème spécifique d'opposition au communisme et de résistance au pouvoir en place de l'époque. Trois salles prennent un relief particulier dans l'optique qui est la nôtre dans cet article : la salle 75, sur « les démolitions des années '80 » ; la salle 77, sur « les opposants et les dissidents durant les décennies '80 et '90 » ; la salle 80, sur « la liberté par la voie des ondes ».

(2) CONSTANTIN Anemona, « Le Mémorial de Sighet, entre "devoir de mémoire" et contraintes de l'histoire: Analyse sociologique d'une réussite improbable », *Studia Politica : Romanian Political Science Review*, 18(3), 2018, pp. 507-543 (p. 530 pour la citation). Disponible en ligne : https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-60116-5. (Consulté le 14 août 2019)

(3) HERLEA Alexandre, « Un patrimoine encore interdit ? L'enjeu de la mémoire du communisme en Roumanie aujourd'hui à travers le "Mémorial Sighet" ». Conférence présentée au colloque intitulé : *"Géopolitique, conflits et patrimoine"*, organisé à l'Université « Jean Monnet » de St. Etienne, les 11-12 décembre 2017, p. 3. Disponible en ligne : Muzeul Sighet_al-herlea-conference-un-patrimoine-encore-interdit-univ-st-etienne-dec-2017.pdf. (Consulté le 20 août 2019)

4) Rapporté par HERLEA Alexandre, *op. cit.*, pp. 6-7. Les deux mots mis en italique sont notre fait.

http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2009/05/muzeu_etaj2_75_75-260x169.jpg



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2009/05/muzeu_etaj2_77_77.jpg

http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2009/05/muzeu_etaj2_80_80.jpg

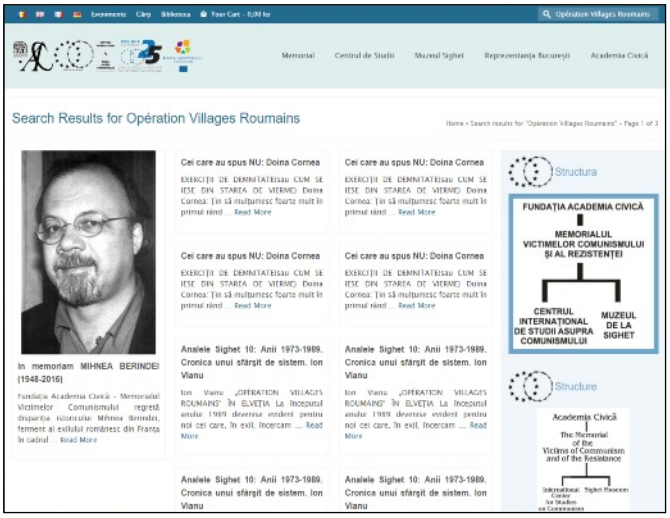
Les salles 75, « Les démolitions des années '80 », 77, « Opposants et dissidents durant les décennies '80 et '90 » et 80, « La liberté par la voie des ondes » du Musée du Mémorial à Sighet

La destruction du patrimoine historique et culturel sous la période Ceauşescu a été présentée à de nombreuses reprises pour ne pas devoir être développée ici. C'est elle qui est à la base de la réaction des membres fondateurs de ce qui deviendra le mouvement Opération Villages Roumains.

Les opposants et les dissidents se retrouvent pratiquement tous dans la mouvance de Paul Goma et de son mouvement de protestation contre le régime communiste. Il s'est inspiré de la « Charte 77 » de Tchécoslovaquie pour la défense des Droits de l'Homme dans son pays et a pratiquement été à la base de ce mouvement d'opposition pour tenter d'améliorer la situation sociale, économique et politique en Roumanie. Des figures telles que Doina Cornea et Mihnea Berindei en sont de parfaits exemples, l'une à l'intérieur du pays, l'autre à l'extérieur.

Tous ont utilisé les ondes radiophoniques pour faire connaître à l'Ouest la réalité de cette dissidence et cette opposition, par l'utilisation, en retour, des *media* qui apportaient aux Roumains une information sur ce qui se passait réellement dans leur pays et pallier le manque d'information interne, expressément voulue par la *Securitate*.

En faisant une recherche sur le site du « Musée du Mémorial » pour voir comment le mouvement OVR était perçu par la Fondation *Academia Civică* et comment il apparaissait dans le « Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance », tant dans le Centre International d'Etudes sur le Communisme que dans le musée proprement-dit, 3 noms occupent toute la première page : ceux de Doina Cornea, de Mihnea Berindei et de Ion Vianu. Nous y reprenons pour chacun d'entre eux ce qui y est dit, dans leur relation avec OVR.



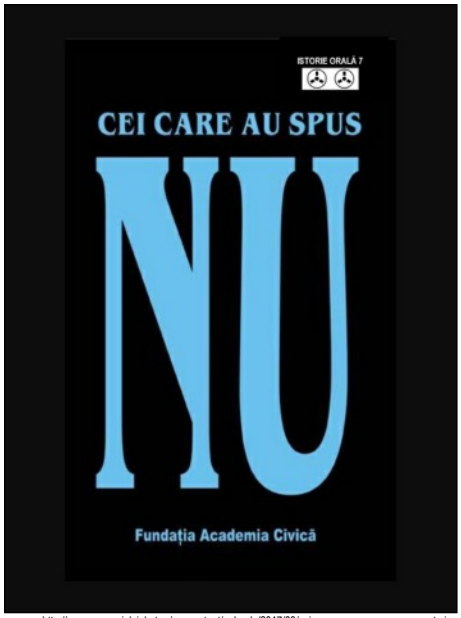
http://www.memorialsighet.ro/page/1/?s=Op%C3%A9ration+Villages+Roumains

Résultats de la recherche pour *Opération Villages Roumains* sur le site du « Musée du Mémorial » (Consulté le 12 août 2019)

2.- Doina Cornea, le refus de rester indifférent

Doina Cornea a probablement été l'une des dissidentes les plus connues des Occidentaux. Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises et les différentes formes de son engagement ne sont plus un secret pour personne. Comme professeur de français, elle s'est surtout préoccupée de dessiller les yeux de ses étudiants – puis des intellectuels – pour leur faire prendre conscience de la réalité de la situation du pays.

A côté des nombreuses sources d'information sur ses engagements, un recueil a paru en mai 2005, dans la collection « Histoire orale » du Centre International d'Etudes sur le Communisme, rapportant les faits et gestes de toute une série d'opposants et de dissidents des années '70 et '80. Ils se sont retrouvés, à l'occasion de l'anniversaire du quart de siècle du mouvement de contestation de Paul Goma, pour débattre du vécu de leurs propres expériences, de leurs actions communes ou individuelles, et tenter de faire la part des choses entre leurs succès et leurs défaites. L'enregistrement de ces débats a été publié sous le titre *Cei care au spus NU* (Ceux qui ont dit NON) (5). Des extraits de l'enregistrement des propos de Doina Cornea sont repris ci-après (6).



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2017/03/ceicareauspusnu_rusan_coperta.jpg

« (...) Lentement, je me suis retrouvée à faire peu d'opposition. Ma première lettre de protestation a été diffusée en 1982 sur Europa Liberă. (…)

Par rapport à tout ce qui m'a été fait, mes textes sont différents : j'ai travaillé sur des thèmes inventés au fur et à mesure que les événements prenaient des visages différents, auxquels on ne pensait pas auparavant. On peut se regrouper pour tenter d'éveiller spirituellement la société roumaine, non seulement les étudiants, mais aussi les intellectuels. Le premier texte, *Lettre à ceux qui n'ont pas cessé de réfléchir*, s'adresse aux enseignants, aux intellectuels. Les deux derniers

(5) RUSAN Romulus (ed.), *Cei care au spus NU*, Colecție « Istorie orală », Nr. 7, Fundația Academica Civică, Bucureşti, 2005.

(6) Texte roumain disponible en ligne: http://www.memorialsighet.ro/cei-care-au-spus-nu-doina-cornea-4/. (Traduction : Hubert Rossel)

textes font référence au statut de l'intellectuel. Je suis peut-être un peu plus pessimiste, mais j'espérais toujours qu'ils suivraient quelque chose. *Villages roumains* est un texte contre la démolition des villages roumains; il a été signé par 34 personnes, dont beaucoup souhaitaient aller en Occident ou se faire un nom. Ils m'ont probablement été envoyés. Cela ne m'intéressait pas de savoir qui était envoyé par la *Securitate* et qui ne l'était pas, je voulais avoir un certain nombre de signatures. (…)

« Je parlais aussi de la justice, de la presse libre, de la propriété. J'ai insisté sur la propriété. En 1988, ce texte est apparu, dans lequel il est question de propriété privée : nous avons demandé la restitution de la terre aux paysans et le rétablissement de la ferme paysanne. (…)

« Un autre thème était la réforme de l'éducation. Un autre groupe de textes a été adressé à tous les forums occidentaux. Même la lettre contre la démolition des villages roumains s'est terminée par un appel aux forums européens et aux gouvernements pour qu'ils agissent en faveur des villages roumains. Cette phrase est apparue dans le film *Le désastre rouge* de Josy Dubié. Ensuite, Ariadna Combes (ma fille), Mihnea Berindei, Dinu Zamfirescu, Josy Dubié et d'autres se sont rencontrés. Je pense que c'est suite à cet appel et au film montrant la Roumanie telle qu'elle était, qu'il a été décidé d'organiser l'Opération Villages Roumains. Cela m'a été confirmé par ma fille et Josy Dubié, l'auteur du film. (…)

Romulus Rusan : « Vous nous avez donné une poupée, que j'ai affichée sur le panneau qui vous est consacré au musée de Sighet...

Doina Cornea (souriant) : **«** Nous mettions des lettres dans la tête de la poupée. J'étais toujours prête : Ceauşescu disait quelque chose, j'écrivais immédiatement un texte, mais je savais que je ne pouvais pas l'envoyer quand je le voulais, mais quand je le pouvais. J'attendais la venue de quelqu'un d'une ambassade, d'un visiteur ou d'un journaliste. J'avais un lieu de rencontre : des journalistes sont venus frapper à ma porte. Par l'ambassade de France et celle de Belgique, j'ai essayé d'annoncer que tout journaliste qui venait à Cluj pouvait me trouver devant l'église, le mercredi à onze heures... Les ambassades avaient aussi ma photo; j'étais assise là et ils sont venus me voir. "Mme Cornea ?" "Oui." Les membres de la *Securitate* qui étaient à côté de moi et qui me suivaient n'ont pas osé me rejoindre après avoir circulé avec l'ambassadeur du Royaume-Uni et avec certains représentants de l'ambassade de Belgique. Ils n'avaient plus le courage de s'accrocher à un étranger qui me parlait dans la rue. J'utilisais aussi un peu la ruse. (Rires) Je suis méchante, je l'avoue. Je leur ai serré la main et j'ai glissé le texte ainsi plié en plusieurs exemplaires. (…) **»**

http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2017/07/doina-cornea-papusa.jpg

La poupée de toutes les ruses, exposée dans la salle 77 du musée

Doina Cornea est un personnage clef, une personnalité assez exceptionnelle dans sa simplicité, tout comme pas mal de résistants durant la période communiste. Elle se posait les questions les plus « basiques » et y répondait sans détour par son engagement, comme elle le mentionne dans son Journal, à la date du 1er juillet 1989, soit 6 mois avant la chute du dictateur :

« (...) Je me demande encore si, dans une société, nous avons le droit de rester indifférents à l'oppression, au mensonge, à l'injustice. Ne pas les dénoncer équivaudrait à participer à leur consolidation, sinon même à leur interprétation, en tant qu'auteurs moraux **»** (7).

Ce sont les raisons mêmes de la fondation d'OVR !…

3.- Mihnea Berindei, un altruisme et un dévouement exceptionnel

Autre personnalité forte qui a joué un rôle irremplaçable dans la diffusion de la réalité roumaine de l'époque communiste, et qui n'a pas hésité à faire passer sa passion historique personnelle au second plan, pour répondre à la demande pressante d'engagement dans l'évolution historique de son propre pays. Nous en avons parlé à différentes reprises, lors de son décès (8) et, surtout, dans la première série d'articles sur le 30e anniversaire de la naissance d'OVR (9).

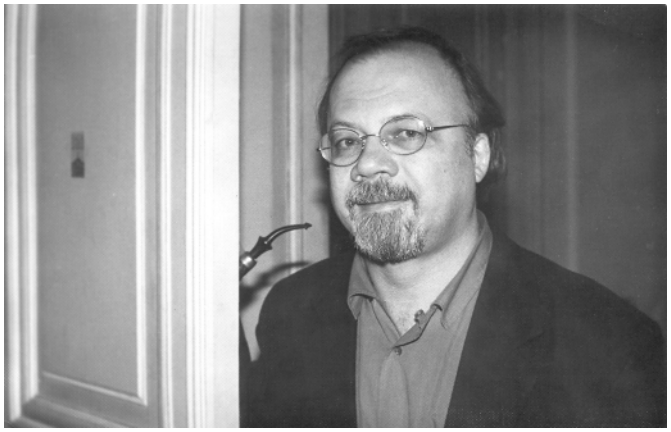
Mais, plus on consulte d'articles le concernant, plus on découvre de raisons de s'attacher à cette « personnalité marquante de l'exil anticommuniste ». La formulation est celle qui introduit un article écrit par Armand Gosu, rédacteur en chef de la revue *Revista 22*, reprise sur le site de la fondation *Academia Civică* et du Musée du Mémorial (10).

(7) CORNEA Doina, *Jurnal. Ultimele caiete* [Journal. Les derniers cahiers], Fundația Academica Civică, Bucureşti, 2009. (Traduction : Hubert Rossel)

(8) « Le mouvement OVR est en deuil. Hommages », *Le Réseau*, N° 56, août 2016, pp. 17-18.

(9) ROSSEL Hubert, « Les documents roumains à la base de la création du mouvement OVR. Le plan de "systématisation du territoire et des localités" », et « L'origine du mouvement OVR. Avant la phase humanitaire », *Le Réseau*, N° 63, décembre 2018, pp. 2-6 et 12-18.

(10) http://www.memorialsighet.ro/in-memoriam-mihnea-berindei-1948-2016/ Reprise de : GOSU Armand, « Mihnea Berindei: "gratuitate" şi "excepțională dăruire" » [«Mihnea Berindei: "altruisme" et "dévouement exceptionnel"», *Revista 22*, Bucureşti, 6 mai 2016 (Consulté le 12 août 2019). (Trad.: H. Rossel)



https://revista22.ro/opinii/armand-gosu/mihnea-berindei-gratuitate-i-excepional-druire

Mihnea Berindei à la Rédaction de la revue *Revista 22* dans les années '90

La Fondation y présente Mihnea Berindei comme un ferment de l'exil roumain en France, dans le cadre de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie, un membre fondateur de l'Opération Villages Roumains, un militant pour une société civile moderne et européenne, et un adepte de la première heure pour sa naissance en Roumanie.

Armand Gosu souligne le rôle déterminant que le mouvement de Paul Goma a aussi joué sur lui et n'hésite pas à dire que ce dernier « a changé le destin de Mihnea Berindei ». Il a délaissé sa carrière d'historien et de chercheur pour s'engager à défendre le bien commun, par principe et pour la justice.

Exilé en France, il a participé à la fondation de cette organisation importante qu'a été le Comité français pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie (*Comitetul Francez pentru Apărarea Drepturilor Omului din România)*.

« C'était un comité plus français que roumain, qui réunissait de jeunes chercheurs, Catherine Durandin, Gilles Veinstein, Anne Planche, etc. La mission de ce comité n'était pas de mobiliser l'exil roumain, mais l'opinion publique française. (…)

« Le rôle de Mihnea Berindei est déterminant dans toutes [les] campagnes de presse. Il établit des contacts dans les salles de rédaction, gagne des journalistes pour la cause roumaine, leur apporte beaucoup d'informations reçues de *Europa Liberă* ou vérifie des informations reçues de Roumanie. Pendant plus de dix ans, il a créé, grâce à ses relations dans les médias français, la deuxième source de nombreuses informations, afin que les chaînes de presse roumaines des stations de radio étrangères, *Europa Liberă*, *BBC, RFI,* etc., puissent les diffuser, en étant tenus de respecter la règle des deux sources. (…)

« L'année 1989 s'est passée sous le signe de l'*Opération Villages Roumains*. Le 22 décembre 1988, 12 jeunes Belges impressionnés par le film de Josy Dubié, *Roumanie, le désastre rouge*, décident de lancer ce mouvement. L'idée de base est inspirée par la pratique d'*Amnesty International*, à savoir l'adoption d'un prisonnier d'opinion par un groupe d'adhérents. Face à la systématisation de Ceauşescu, accélérée par Ceauşescu en mars 1988, qui a non seulement démoli des maisons, mais fait disparaître des localités entières, les communes belges ont commencé à adopter des villages roumains. Mihnea Berindei faisait partie des fondateurs de ce mouvement, officiellement lancé à Bruxelles le 3 février 1989. À cette époque, cinq maires belges avaient adopté cinq villages roumains. En moins de deux semaines, plus de 200 maires ont rejoint l'OVR. Fin février, le mouvement s'est développé en France. En mars, Ion et Ioana Vianu ont participé à l'extension du réseau en Suisse. En avril, Dennis Deletant a rendu possible l'expansion au Royaume-Uni, où le prince Charles lui-même s'est impliqué personnellement. En quelques mois, sept organisations nationales ont été mises en place : Belgique, France, Suisse, Hongrie, Royaume-Uni, Pays-Bas et Luxembourg. Le 5 juillet, plus de 1 100 communes européennes ont adhéré à l'OVR, la plupart en France, 720. Le mouvement va s'étendre jusqu'à la chute du régime communiste en Roumanie, de sorte qu'en décembre 1989, plus de 2 200 communes (réunissant environ 30 millions d'habitants) ont été enregistrées, dont 1 252 en France, 354 en Belgique et 210 en Suisse.

« Le 22 décembre 1989, une étape de la vie de Mihnea Berindei s'achève. Une autre était sur le point de s'ouvrir. Il est ren- tré en Roumanie après presque 20 ans, s'engageant avec autant d'enthousiasme, de générosité et de dévouement envers le renforcement de la société civile, le soutien aux nouveaux partis politiques, la réforme des institutions publiques et la décentralisation administrative. Ce fut pendant de nombreuses années une véritable courroie de transmission entre les institutions de Bucarest et celles de Paris. Efficacement, discrètement, il a offert beaucoup à beaucoup, les plus proches ou, le plus souvent, des inconnus, et n'a jamais rien demandé pour lui-même. **»**

4.- Ion Vianu, l'"Opération Villages Roumains" en Suisse

Ecrivain et psychiatre roumain exilé en Suisse depuis 1977, Ion Vianu a aussi exprimé sa solidarité avec le mouvement de la Charte 77, en signant la lettre ouverte de Paul Goma. Depuis 1963, il avait été nommé formateur à la clinique de psychiatrie universitaire de Bucarest. Mais, il s'est progressivement opposé au système communiste, après avoir pris position sur la station de *Europa Liberă* contre la tentative d'utilisation de la psychiatrie comme arme politique et comme forme d'oppression. Renvoyé de l'université, interrogé et persécuté par les services secrets de la *Securitate*, il a finalement été expulsé de Roumanie.

Après les événements de 1989, il s'est impliqué dans la réforme du système de traitement psychiatrique en Roumanie et a publié de nombreux articles dans différentes revues roumaines, à côté de son œuvre d'écrivain.

Du point de vue qui nous intéresse ici, Ion Vianu est directement concerné par la création du mouvement OVR en Suisse, ce que peu de personnes savent. Il en relate les faits et analyse la situation de l'époque dans une communication qu'il a donnée lors d'un symposium organisé par Romulus Rusan et le *Centrul Internațional de Studii asupra Comunismului* (Centre International d'Etudes sur le Communisme), en juillet 2002, au Mémorial de Sighet. Les actes de ce colloque ont été publiés dans la collection « Analele Sighet » (Anales de Sighet), éditée par la *Fundația Academia Civică*, à Bucarest(11).

Il est intéressant et étonnant de trouver le texte de cette communication pratiquement 18 ans plus tard ! On y découvre encore des éléments nouveaux concernant OVR-Suisse. Raison pour laquelle on y fait référence. C'est avec la femme de ce dissident, médecin-psychiatre, 1er président de l'association OVR Morges-Ciolpani, que Argelia Ledermann est partie en Roumanie pour la première fois ; elle en parlait dans la présentation de sa fondation « Espoiroumanie »(12).

« Au début de 1989, il était devenu évident pour nous qui étions en exil et essayions de faire quelque chose contre le régime de Ceauşescu, et quelque chose pour la Roumanie, que la situation avait de bonnes probabilités de changer. Il y avait aussi des sceptiques qui disaient, "celui-ci" [Ceauşescu, ndt] mourra sur son trône ; mais la direction du vent avait changé.

« Le souvenir que je veux raconter est antérieur. A la fin du printemps, j'étais à Paris. Mihnea Berindei, efficace et rapide comme une navette, m'avait expliqué en cinq minutes qu'un journaliste bruxellois, Paul Hermant, et un collègue de presse avaient lancé une initiative baptisée « Opération Villages Roumains ». L'idée était qu'une localité d'Europe occidentale "adopte" une commune en Roumanie. L'objectif principal de l'opération était d'embarrasser la prétendue "systématisation" des villages, c'est-à-dire leur démolition et leur remplacement par des unités semi-urbaines peu confortables, où la population était constamment sous surveillance. La liste des villages inclus dans le projet était secrète, mais on savait qu'une grande partie des 7 000 et quelques villages du pays étaient destinés à être systématisés. Le rythme et l'ordre de destruction étaient inconnus. Par les stigmatisations, les destructions auraient suscité encore plus de scandale et on espérait que Ceauşescu, non insensible à l'opinion publique occidentale, aurait même pu apaiser sa soif de catastrophe. Mihnea m'avait demandé de m'occuper de l'introduction de l'"Opération" en Suisse, où j'habitais.

« Il m'a négligemment donné quelques feuilles polycopiées et la discussion s'est terminée là. Ce que je veux dire, c'est que notre façon de fonctionner était extrêmement non bureaucratique. Il n'y a pas eu de longues discussions ouvertes sur la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie. L'efficacité était maximale et reposait beaucoup sur l'initiative individuelle des membres.

« Je suis rentré en Suisse. Je ne savais pas vraiment par où commencer. Je n'avais pas d'adresse et je ne savais pas comment faire pour en trouver une : celle de la Ligue suisse des Droits de l'Homme. J'ai parlé au téléphone avec son responsable ; il n'a pas compris ce que je voulais mais il a accepté de me voir. J'ai rencontré Georges Vignard et son épouse Michelle, militante du même groupe, à Genève, et je leur ai montré les documents que j'avais, essayant d'être aussi pédagogue que possible.

« Ils étaient circonspects. Ils ne connaissaient pas grand chose se rapportant à la Roumanie, juste que c'était une dictature obscurantiste. Ils m'ont demandé un peu de temps pour réfléchir. Quelques jours plus tard, ils m'ont appelé pour me dire oui, qu'ils acceptaient d'adopter un village, peut-être deux au maximum.

« Puis quelque chose d'inattendu s'est produit, une explosion. Non seulement la Ligue a accepté un nombre illimité d'adoptions, mais d'autres organisations se sont présentées pour promouvoir les adoptions : l'"Union contre l'intolérance", dirigée par un étudiant qui deviendra plus tard journaliste et présentateur à la télévision : Darius Rochebin ; le "Comité de soutien" (CODAP) avec Yves Lador...

« Toute cette activité était volontaire et absolument désintéressée. Le secret de son succès explosif a tenu au fait que la population suisse (en France et en Belgique la même chose s'est passée) était passionnée par le destin tragique d'un peuple. (La Suisse romande était plus enthousiaste que les autres régions linguistiques, mais de nombreuses autres

Hubert Rossel

Affichette autocollante largement utilisée en Suisse dans les années '90 par les adeptes d'OVR

(11) VIANU Ion, « "Opération Villages Roumains" în Elveția », in : RUSAN Romulus (ed.), *Anii 1973-1989 – Cronica unui sfârşit de sistem* [Années 1973-1989 – Chronique d'une fin de système], colecția Analele Sighet, Nr 10, Fundația Academia Civică, Bucureşti, 2003, pp. 816-819. Texte roumain disponible en ligne : http://www.memorial sighet.ro/analele-sighet-10-anii-1973-1989-cronica-unui-sfarit-de-sistem-ion-vianu-4/. (Traduction : Hubert Rossel)

(12) LEDERMAN Argelia, « Association "Espoiroumanie". 30 ans, l'occasion de se souvenir », *Le Réseau* N° 65, août 2019, p. 20.

initiatives en faveur de la Roumanie devaient également être prises en Suisse alémanique).

« Le mode de fonctionnement était toujours le même : les conseils communaux, souvent pressés par les citoyens, décidaient du principe de l'adoption. L'intention était communiquée à Bruxelles – pour éviter les doubles adoptions – et on attribuait une commune [roumaine, ndt] (souvent connue uniquement par son nom et sa position géographique approximative) ; ensuite, une lettre était écrite à Ceauşescu et au président du Conseil populaire du village roumain, exprimant la réprobation quant à la possible systématisation. On exprimait aussi le désir de visiter la commune respective.

« Jusqu'aux événements de décembre [1989, ndt], toute l'activité était restée purement scripturaire. C'était cependant insupportable pour le régime. J'ai appris plus tard que ces initiatives étaient centralisées et surveillées par la *Securitate*. Toutefois, les lettres sont parvenues dans les villages (à l'instar des lettres adressées par *Amnesty International* aux prisonniers politiques de diverses dictatures).

« Comme preuve de la contrariété des autorités roumaines, une chose inattendue s'est produite : des diplomates roumains ont été chargés de démotiver les Suisses. L'ambassadeur de Roumanie à Berne, Dolgu, s'est rendu de mairie en mairie pour expliquer aux dirigeants de la commune qu'en Roumanie tout allait bien. Les villages ne devaient pas être démolis, comme on le disait. A Morges, où je résidais (et qui avait adopté le village où ma femme était médecin il y a des années, Ciolpani), un diplomate de rang inférieur, Cârciumaru (M. Dolgu n'a pas commenté), a prononcé le même discours. L'homme a été poliment reçu (comme font les gens d'ici !), mais on lui a demandé d'aller se promener. Au pays des lacs, une décision prise par un Conseil communal ne change pas parce que c'est ce que veut la Secu [la *Securitate*, ndt].

https://revista22.ro/opinii/ion-vianu/romnia-scenarii-posibiliti

M. Ion Vianu, lors de la publication d'un article dans la revue *Revista 22*, en mai 2017

« Combien de lettres auront-elles été écrites durant l'été et l'automne suivant, je ne le sais pas. Ce que je peux dire est que c'était une véritable cause populaire. Les autorités n'ont pas pris l'initiative, elles ont simplement suivi l'intérêt des citoyens pour la Roumanie.

« En décembre 1989, il s'est produit ce que j'espérais, mais c'était une grande surprise en même temps. Pour ceux qui étaient impliqués dans l'Opération Villages Roumains, c'était un moment d'enthousiasme incroyable. En effet, nous ne pouvons pas oublier les dimensions européennes de la Révolution roumaine. Toute la journée, dans les trains, dans les restaurants, n'importe où, on entendait sans le vouloir ce que les gens disaient. La Roumanie était le sujet de prédilection des discussions. Le ralentissement de nos réalisations par la suite justifie notre déception.

« Maintenant, il était possible pour ceux qui avaient adopté des communes roumaines (en fait non seulement des villages, mais aussi des localités plus grandes) d'aller sur place, de voir. La rapidité avec laquelle les "expéditions" ont été organisées est la preuve que les gens voulaient faire quelque chose pour la Roumanie : apporter du matériel et un soutien moral, pas seulement écrire des lettres.

« Ainsi commença le grand exode vers l'Est, en avion, en voiture, en camion ; des écoliers, des gens de partout, des retraités, dont la plupart n'avaient jamais eu la moindre idée de la Roumanie, se sont voués avec énergie à la découverte et à l'aide d'un peuple en souffrance.

« Si je devais résumer les impressions de ceux qui y sont allés au début des années '90, je dirais qu'elles sont de deux natures :

« La première a été la découverte de la misère dans des cas graves, mais aussi de pénuries, par des personnes qui avaient oublié ce que la vie difficile signifiait.

« Mais la découverte merveilleuse et durable de l'hospitalité roumaine, venant de gens qui n'avaient presque rien, était peut-être encore plus significative. La dignité avec laquelle les Roumains ont reçu l'aide, le sentiment de ceux qui sont venus à l'aide, d'être immédiatement payés par l'amitié pour ce qu'ils donnaient, étaient admirables. Je peux dire que la générosité des Suisses a été récompensée sur-le-champ, notamment par l'amitié durable des Roumains qui les ont reçus, avec surprise et dignité.

« Si l'accueil dans les communes adoptées a été tel que je le mentionne, il n'en a pas été de même pour les instances gouvernementales. Paul Hermant a déclaré que le Premier ministre Petre Roman l'avait reçu froidement. Il n'y a même pas eu de tentative d'aide gouvernementale. La phobie d'une "invasion" étrangère était encore très vivante, de toute nature. Le projet des citoyens est resté citoyen jusqu'à la fin. Et c'était mieux ainsi.

« Les types d'assistance étaient variés. Des cadeaux : des voitures, un équipement pour les dispensaires ou les écoles, jusqu'à l'assistance technique (création d'une ressource en eau potable). Une initiative a aussi proposé à un certain nombre d'enfants de venir passer des vacances dans des familles

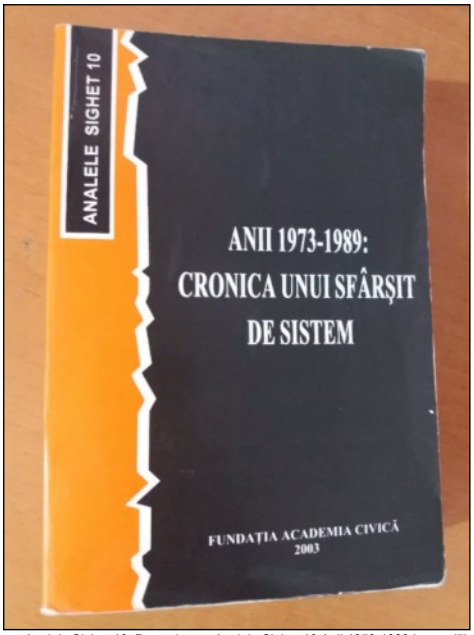
suisses pendant de nombreuses années, de se familiariser avec la vie occidentale et d'apprendre le français. C'était incroyable de voir des garçons et des filles descendre d'autobus très fréquentés, comme s'ils avaient voyagé toute leur vie, accueillis par des familles qui s'étaient engagées à les héberger pendant un mois.

« Les Suisses, ils le disent eux-mêmes et le regrettent, sont des gens qui ont des difficultés de contact social. Souvent, vous ne savez pas qui est votre voisin. Un effet des vacances de ces enfants (répétées les années suivantes) a été que les familles d'accueil ont commencé à se connaître et à se voir. Dans les localités, une nouvelle sociabilité s'est développée, liée non seulement à la présence des enfants, mais également aux multiples aspects de "l'Opération". Un phénomène inattendu, non voulu, mais salutaire !

« Une fédération de localités impliquées dans "l'Opération" a été créée. Des congrès annuels ont commencé à avoir lieu, auxquels ont également participé des représentants administratifs au niveau du gouvernement. Au fil du temps, une bureaucratisation du phénomène est devenue visible. Des personnes apparurent, en trop grand nombre, qui ne venaient plus de la masse des passionnés, qui avaient des mentalités de fonctionnaires. Une dissidence s'est produite, des fractions ont poursuivi des actions de leur propre initiative. Il y a eu des intrigues, des luttes internes, comme dans toute action humaine. Mais l'essentiel a continué : les relations établies avec les Roumains se sont poursuivies, se sont développées.

« Outre "l'Opération" elle-même, d'autres organisations sont apparues, avec un profil défini, toujours basées sur le bénévolat et l'esprit de sacrifice. A titre d'exemple, l'architecte Sanda Budiş a créé un système de stages pour les jeunes agriculteurs qui souhaitaient développer une agriculture moderne. Je dois mentionner l'admirable Argelia Ledermann qui, depuis lors, a consacré sa vie non seulement à une commune (Podul Turcului, jud. Bacău), mais également à des orphelinats, des pénitenciers, etc., créant l'organisation "Espoiroumanie" qui existe toujours aujourd'hui. Bien sûr, ce ne sont que des exemples !

« Même si, au fil des ans, les contacts ont diminué, sans s'arrêter toutefois, l'ouverture de la société civile roumaine est restée considérable, grâce à eux, et «Opération Villages Roumains» a été un élément important de cette évolution. Bien plus que les traités avec les Etats, mieux que les relations commerciales, l'action citoyenne a prouvé sa profonde valeur. Il est bon que cela soit mentionné dans les documents de l'*Academia Civică*, une fondation qui poursuit les mêmes objectifs. »



Analele Sighet 10_Dezactivate_ Analele Sighet 10 Anii 1973-1989 image (7)

Le 10e volume des « Annales de Sighet » où se trouve le texte de Ion Vianu

Nous savons gré à M. Ion Vianu d'avoir porté à la mémoire collective de la Roumanie ces différents épisodes relatifs à l'arrivée d'OVR en Suisse et d'avoir fait connaître les principales étapes de son évolution dans le pays. Il nous semblait important de relater ces faits – avec son accord – et de faire connaître à nos membres l'analyse portée par la personne même qui a initié le mouvement en Suisse, à la demande de Mihnea Berindei.

Nous remercions Mme Ioana Boca, directrice exécutive de la *Fundația Academia Civică*, de nous avoir donné les droits de traduction et de publication pour l'article de Ion Vianu publié sur leur site et repris ci-dessus.

Hubert ROSSEL

S o m m a i r e du N° 63 (décembre 2018)

- Edito
OVR a 30 ans : la naissance du mouvement
- Les documents roumains à la base de la création d'OVR
Le plan de « systématisation du territoire et des localités »
- Projet d'intervention
. La première action coordonnée par OVR
. 60 actions pour sauver les villages roumains
- L'origine du mouvement OVR
Avant la phase humanitaire
- Ana Blandiana
Poésie - Engagement - Mémoire

S o m m a i r e du N° 64 (avril 2019)

- Edito
OVR a 30 ans – Mémoire et solidarité active
- Bientôt 30 ans ! Et après ?
Réflexions de l'association « Avully-Remetea »
- Des « parrainages » improbables ou virtuels
Le revers de la médaille
- Les partenariats OVR-CH encore actifs
En Suisse et en Roumanie

S o m m a i r e du N° 65 (août 2019)

- Edito
OVR a 30 ans – Et maintenant, quel engagement ?
- Comment est née l'Opération Villages Roumains
La naissance d'OVR analysée depuis la Roumanie

S o m m a i r e du N° 66 (décembre 2019)

- Edito
OVR a 30 ans – Mémoire et Histoire
- La mémoire d'OVR au Musée du Mémorial de Sighet
Faits et documents